

Le Droit d'Auteur

Revue mensuelle du Bureau
de l'Union internationale pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques

75^e année - N° 10

Octobre 1962

Sommaire

| | Pages |
|---|-------|
| — LÉGISLATIONS NATIONALES | |
| — Mexique. Accord fixant le tarif relatif au paiement des droits d'exécution publique de la musique au moyen d'appareils phono-électro-mécaniques (du 17 juillet 1962) | 214 |
| — CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES | |
| — Convention de Rome sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radio-diffusion (texte officiel portugais) | 216 |
| — JURISPRUDENCE | |
| — Allemagne (Rép. féd.) | 221 |
| — France | 221 |
| — Mexique | 221 |
| — République Arabe Unie | 222 |
| — NOUVELLES DIVERSES | |
| — Ghana | 223 |
| — BIBLIOGRAPHIE | |
| — Urheberrechts-Kommentar I (Dr h. c. Erich Schulze) | 223 |

LÉGISLATIONS NATIONALES

MEXIQUE

(Secrétariat de l'Éducation publique)

Accord fixant le tarif relatif au paiement des droits d'exécution publique de la musique au moyen d'appareils phono-électro-mécaniques

(Du 17 juillet 1962) ¹⁾

Accord

Considérant qu'après une convocation publique et aux termes de la loi fédérale concernant le droit d'auteur, a été constituée la Commission mixte pour l'étude du tarif pour le paiement des droits d'exécution publique de la musique au moyen d'appareils phono-électro-mécaniques;

Considérant que cette Commission a approuvé à l'unanimité un projet de tarifs pour le paiement des droits en question; et

Considérant que ce projet est conforme à la justice et aux intérêts des auteurs et des artistes, ainsi qu'aux intérêts des usagers;

Aux termes de l'article 95 de la loi fédérale sur le droit d'auteur, il est décidé que le paiement des droits d'exécution publique de la musique au moyen d'appareils phono-électro-mécaniques sera réglementé par le tarif suivant:

Tarif

I. — Sauf dans les cas prévus ci-après, le montant des droits d'exécution publique de la musique au moyen d'appareils phono-électro-mécaniques sera prélevé au moment même de l'achat du disque sur lequel la musique est enregistrée. Le montant en question sera ajouté au prix de revient du disque et sera retenu, par les fabricants, au moment où s'effectue la première vente. Les fabricants remettront chaque trimestre les sommes ainsi retenues aux titulaires des droits d'exécution publique ou à leurs représentants dûment autorisés.

Aux fins du paiement des droits d'exécution publique de la musique, les fabricants se réserveront une marge de 20 % sur l'ensemble des disques facturés, suivant les liquidations respectives, afin de compenser les dégâts, les renvois faits par les revendeurs et les disques destinés à l'exportation. Les disques de propagande seront eux aussi décomptés.

II. — Aux termes de l'article précédent, le montant des droits d'exécution publique sera:

- a) pour les disques de 45 tours à la minute, d'un prix de revient inférieur ou égal à \$ 6,65: \$ 1,10 (un peso dix centimes);
- b) pour les disques de 78 tours à la minute, d'un prix de revient inférieur ou égal à \$ 6,50: \$ 0,65;

- c) pour les disques de 45 tours à la minute, d'un prix de revient supérieur à \$ 6,65: le 18 % de ce prix de revient;
- d) pour les disques de 78 tours à la minute, d'un prix de revient supérieur à \$ 6,50: le 10 % du prix de revient.

Ces prix de revient incluent le dédommagement aux fabricants pour frais d'emménagement, de liquidation et de paiement des droits d'exécution publique, ainsi que pour les dépenses administratives ou autres qu'ils ont à assumer.

Les dispositions de cet article s'appliqueront uniquement aux disques de 45 et de 78 tours, mentionnés plus haut, et comportant un seul enregistrement sur chaque face. Ces disques porteront sur l'étiquette la mention «Droit d'exécution publique au Mexique, acquitté».

III. — En plus des dispositions de l'article précédent, les établissements énumérés ci-dessous et situés dans des localités de plus de 8000 habitants devront payer:

- 1° bars-restaurants et bars de luxe ou de première catégorie, classés selon les lois locales en vigueur: \$ 1,00 mensuel par mètre carré du local ouvert au public, avec un minimum de \$ 150,00 par mois;
- 2° établissements où l'on danse habituellement: même tarif que pour les établissements mentionnés ci-dessus;
- 3° locaux à l'air libre pouvant contenir plus de 300 personnes: \$ 100,00 par jour ouvrable;
- 4° établissements diffusant directement la musique sur la voie publique ou dans la direction de celle-ci: dans des centres urbains de plus de 300 000 habitants, \$ 2,50 par mètre linéaire de façade avec un minimum de \$ 50,00 par mois; dans des centres de moins de 300 000 habitants, \$ 1,00 par mois par mètre linéaire de façade avec un minimum de \$ 25,00;
- 5° établissements qui emploient des haut-parleurs en supplément de l'appareil émetteur normal: \$ 30,00 mensuels par haut-parleur avec un maximum de \$ 1000,00. Ce tarif ne s'applique pas dans les cas des haut-parleurs nécessaires au bon fonctionnement des appareils stéréophoniques;
- 6° établissements commerciaux qui emploient des appareils autres que les «juke-boxes» et qui ne sont pas couverts ni par les paragraphes précédents ni par l'article suivant: \$ 0,50 mensuel par mètre carré du local ouvert au public, avec un minimum de \$ 50,00 par mois dans les centres urbains de plus de 300 000 habitants et avec un mi-

¹⁾ Extrait du *Diario Oficial*, Journal officiel du Gouvernement constitutionnel des États-Unis du Mexique, du 19 juillet 1962.

nimum de \$ 30,00 dans les centres urbains de moins de 300 000 habitants. Les dispositions de ce paragraphe ne s'appliqueront pas aux établissements chargés exclusivement ou principalement de la vente de disques.

IV. — Les établissements commerciaux qui emploient des récepteurs-radio devront payer, par appareil installé, \$ 10 mensuels.

Les établissements qui utilisent des appareils de télévision devront payer, pour chaque appareil installé, \$ 30,00 mensuels.

V. — Les propriétaires de «juke-boxes» devront payer une taxe supplémentaire de \$ 30,00 par mois et par appareil fonctionnant dans des localités de la région située au nord de la République et considérée, aux yeux de la loi, comme zone frontière quand les appareils en question fonctionnent avec des pièces de monnaie ou des disques étrangers.

VI. — Les dispositions des articles précédents ne visent pas le paiement des droits d'exécution publique de la musique au moyen de la radiodiffusion, de la transmission par fil ou d'autres procédés similaires.

VII. — Les sommes perçues, selon les dispositions de ce tarif, correspondent:

- a) dans le cas du paragraphe a) de l'article II, à \$ 0,95 pour les titulaires des droits d'auteur et à \$ 0,15 pour les titulaires des droits d'interprétation;
- b) dans le cas du paragraphe b) de l'article II à \$ 0,55 pour les titulaires des droits d'auteur et à \$ 0,10 pour les titulaires des droits d'interprétation;
- c) Dans tous les autres cas, le 80 % des sommes perçues correspondent aux titulaires des droits d'auteur et le 20 % aux titulaires des droits d'interprétation.

Mesures transitoires

I. — Les propriétaires de «juke-boxes» et d'appareils similaires, utilisés pour l'exécution publique de la musique, devront remplacer la série de disques par d'autres disques dont le prix a été majoré des droits dont il est question. Cette

opération obligatoire s'effectuera par l'achat de disques neufs même s'ils ne portent pas sur l'étiquette la mention indiquée à l'article II du chapitre concernant les tarifs.

Ces propriétaires devront payer, en outre, dans les délais fixés par l'article ci-dessous le montant de \$ 0,65 multiplié par le nombre de disques que l'appareil peut contenir.

II. — Les propriétaires d'appareils auxquels se réfère l'article précédent et qui ne seraient pas en règle avec le paiement des droits d'exécution publique de la musique au moment de l'entrée en vigueur de ce tarif, paieront leurs dettes en versant, pour chaque année de retard, la somme de \$ 35,00 par appareil d'une contenance inférieure ou égale à 24 disques et de \$ 70,00 par appareil d'une contenance de plus de 24 disques. Les propriétaires d'un seul de ces appareils devront effectuer leur versement dans un délai de trois mois; les propriétaires de deux à dix appareils pourront le faire en deux versements trimestriels et les propriétaires de plus de dix appareils effectueront le paiement en quatre versements trimestriels.

Les dispositions de cet article s'appliqueront à tous les cas qui ne sont pas couverts par une convention spécifique différente.

III. — La première liquidation sera effectuée par les fabricants de disques d'après les ventes faites depuis l'entrée en vigueur de ce tarif jusqu'au 30 septembre 1962, en prenant comme base la proportion correspondante aux ventes du trimestre juillet-août-septembre. Les ventes ultérieures s'effectueront par trimestres de l'année civile.

IV. — Ces tarifs entreront en vigueur le 21 du mois courant¹⁾.

Secrétaire: Jaime TORRES BODET

¹⁾ Ce document a été signé à Mexico, le 17 juillet 1962, d'un commun accord, en présence de M. Ernesto Rojas y Benavides, directeur général du droit d'auteur, par les sociétés suivantes: Sociedad de Autores y Compositores de México, S.C.; Asociación Nacional de Intérpretes, S.C.; Promotora Hispanoamericana, S.A.; Editorial Mexicana de Musica Internacional, S.A.; Confederación Mexicana de Propietarios y Operadores de Sinfonolas; Operadores de Sinfonolas, A.C.; Confederación Nacional de Propietarios de Cantinas y Similares de la República Mexicana; Unión Nacional de Propietarios de Sinfonolas; Fábricas Grabadoras de Discos.

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Convention de Rome sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

L'article 33, alinéa 2, de la Convention signée à Rome en octobre 1961 prévoit que des textes officiels seront établis en allemand, en italien et en portugais. L'Ambassade du Portugal à Berne vient de nous adresser une version portugaise de ladite Convention qui a reçu également l'approbation officielle du Gouvernement du Brésil et que nous reproduisons ci-après.

Convenção internacional para protecção aos artistas intérpretes ou executantes, aos produtores de fonogramas e aos organismos de radiodifusão

Os Estados contratantes, animados do desejo de proteger os direitos dos artistas intérpretes ou executantes, dos produtores de fonogramas e dos organismos de radiodifusão, acordaram no seguinte:

Artigo 1º

A protecção prevista pela presente Convenção deixa intacta e não afecta, de qualquer modo, a protecção ao direito do autor sobre as obras literárias e artísticas. Deste modo, nenhuma disposição da presente Convenção poderá ser interpretada em prejuízo dessa protecção.

Artigo 2º

1. Para os fins da presente Convenção, entende-se por tratamento nacional o tratamento concedido pela legislação nacional do Estado contratante, onde a protecção é pedida:

- a) aos artistas intérpretes ou executantes seus nacionais, para as execuções realizadas, fixadas pela primeira vez ou radiodifundidas no seu território;
- b) aos produtores de fonogramas seus nacionais, para os fonogramas publicados ou fixados pela primeira vez no seu território;
- c) aos organismos de radiodifusão cuja sede social esteja situada no seu território, para as emissões radiodifundidas pelos emissores situados nesse mesmo território.

2. O tratamento nacional será concedido nos termos da protecção expressamente garantida e das limitações expressamente previstas na presente Convenção.

Artigo 3º

Para os fins da presente Convenção, entende-se por:

- a) «artistas intérpretes ou executantes», os actores, cantores, músicos, dançarinos e outras pessoas que representem, cantem, recitem, declamem, interpretem ou executem, por qualquer forma, obras literárias ou artísticas;
- b) «fonograma», toda a fixação exclusivamente sonora dos sons de uma execução ou de outros sons, num suporte material;
- c) «produtor de fonogramas», a pessoa física ou jurídica que, pela primeira vez, fixa os sons de uma execução ou outros sons;

- d) «publicação», o facto de pôr à disposição do público exemplares de um fonograma, em quantidade suficiente;
- e) «reprodução», a realização da cópia ou de várias cópias de uma fixação;
- f) «emissão de radiodifusão», a difusão de sons ou de imagens e sons, por meio de ondas radioeléctricas, destinadas à recepção pelo público;
- g) «retransmissão», a emissão simultânea da emissão de um organismo de radiodifusão, efectuada por outro organismo de radiodifusão.

Artigo 4º

Cada Estado contratante concederá o tratamento nacional aos artistas intérpretes ou executantes sempre que se verifique uma das seguintes condições:

- a) se a execução se realizar num outro Estado contratante;
- b) se a execução for fixada num fonograma protegido pelo artigo 5º da presente Convenção;
- c) se a execução, não fixada num fonograma, for radiodifundida através de uma emissão de radiodifusão protegida pelo artigo 6º da presente Convenção.

Artigo 5º

1. Cada Estado contratante concederá o tratamento nacional aos produtores de fonogramas sempre que se verifique uma das seguintes condições:

- a) se o produtor do fonograma for nacional de outro Estado contratante (critério da nacionalidade);
- b) se a primeira fixação de som for realizada num outro Estado contratante (critério da fixação);
- c) se o fonograma for publicado pela primeira vez num outro Estado contratante (critério da publicação).

2. Se um fonograma for publicado pela primeira vez num Estado não contratante e, dentro dos trinta dias seguintes à primeira publicação, for também publicado num Estado contratante (publicação simultânea), considerar-se-à como tendo sido publicado pela primeira vez num Estado contratante.

3. Qualquer Estado contratante pode declarar, por uma notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas, que não aplicará ou o critério da publicação

ou o critério da fixação. Esta notificação poderá fazer-se no momento da ratificação, da aceitação ou da adesão ou, posteriormente, em qualquer outro momento; neste último caso, a declaração só terá efeito seis meses depois da data da notificação.

Artigo 6º

1. Cada Estado contratante concederá o tratamento nacional aos organismos de radiodifusão sempre que se verifique uma das seguintes condições:

- a) se a sede social do organismo de radiodifusão estiver situada num outro Estado contratante;
- b) se a emissão for transmitida por um emissor situado no território de um outro Estado contratante.

2. Qualquer Estado contratante pode declarar, por uma notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas, que só concederá a protecção às emissões, se a sede social do organismo de radiodifusão estiver situada num outro Estado contratante e a emissão for transmitida por um emissor situado no território do mesmo Estado contratante. Esta notificação poderá fazer-se no momento da ratificação, da aceitação ou da adesão ou, posteriormente, em qualquer outro momento; neste último caso, a declaração só terá efeito seis meses depois da notificação.

Artigo 7º

1. A protecção aos artistas intérpretes ou executantes prevista na presente Convenção, compreenderá a faculdade de impedir:

- a) a radiodifusão e a comunicação ao público das suas execuções sem seu consentimento, excepto quando a execução utilizada para a radiodifusão ou para a comunicação ao público já seja uma execução radiodifundida ou fixada num fonograma;
- b) a fixação num suporte material sem seu consentimento, da sua execução não fixada;
- c) a reprodução sem seu consentimento de uma fixação da sua execução:
 - (i) se a primeira fixação foi feita sem seu consentimento;
 - (ii) se a reprodução for feita para fins diferentes daqueles para os quais foi dado o consentimento;
 - (iii) quando a primeira fixação, feita em virtude das disposições do artigo 15º da presente Convenção, for reproduzida para fins diferentes dos previstos nesse artigo.

2. (1) Compete à legislação nacional do Estado contratante onde a protecção for pedida, regular a protecção contra a retransmissão, a fixação para fins de radiodifusão e a reprodução dessa fixação para fins de radiodifusão, quando o artista intérprete ou executante tenha autorizado a radiodifusão da execução.

(2) As modalidades de utilização pelos organismos de radiodifusão das fixações feitas para fins de radiodifusão, serão reguladas pela legislação nacional do Estado contratante onde a protecção for pedida.

(3) Todavia, nos casos previstos nas alíneas (1) e (2) deste parágrafo, a legislação nacional não poderá privar os artistas

intérpretes ou executantes da faculdade de estabelecer relações contratuais com os organismos de radiodifusão.

Artigo 8º

Um Estado contratante pode determinar, na sua legislação nacional, o modo como serão representados no exercício dos seus direitos os artistas intérpretes ou executantes, quando vários artistas participem na mesma execução.

Artigo 9º

Qualquer Estado contratante, pela sua legislação nacional, pode tornar extensiva a protecção prevista na presente Convenção aos artistas que não executem obras literárias ou artísticas.

Artigo 10º

Os produtores de fonogramas gozam do direito de autorizar ou proibir a reprodução directa ou indirecta dos seus fonogramas.

Artigo 11º

Quando na sua legislação nacional um Estado contratante exigir o cumprimento de formalidades, como condição para a protecção dos direitos dos produtores de fonogramas, dos artistas intérpretes ou executantes ou de ambos, em relação aos fonogramas, estas considerar-se-ão satisfeitas se todos os exemplares ou invólucros dos fonogramas publicados e existentes no comércio contiverem uma indicação constituída pelo símbolo **®** e pelo ano da primeira publicação, colocada de modo a indicar claramente que existe o direito de reclamar a protecção. Se os exemplares ou os invólucros não permitirem identificar o produtor ou o titular da licença concedida pelo produtor (pelo nome, marca ou outra designação apropriada), a menção deverá igualmente compreender o nome do titular dos direitos do produtor do fonograma. Além disso, se os exemplares ou os invólucros não permitirem identificar os principais intérpretes ou executantes, a menção deverá compreender também o nome do titular dos direitos dos artistas, no país onde se realizou a fixação.

Artigo 12º

Quando um fonograma publicado com fins comerciais ou uma reprodução desse fonograma forem utilizados directamente pela radiodifusão ou para qualquer comunicação ao público, o utilizador pagará uma remuneração equitativa e única aos artistas intérpretes ou executantes ou aos produtores de fonogramas ou aos dois. Na falta de acordo entre eles, a legislação nacional poderá determinar as condições de repartição desta remuneração.

Artigo 13º

Os organismos de radiodifusão gozam do direito de autorizar ou proibir:

- a) a retransmissão das suas emissões;
- b) a fixação das suas emissões num suporte material;
- c) a reprodução:
 - (i) das fixações das suas emissões, sem seu consentimento;
 - (ii) das fixações das suas emissões, feitas em virtude das disposições do artigo 15º da presente Convenção, se

forem reproduzidas para fins diferentes dos previstos nesse artigo;

- d)* a comunicação ao público das suas emissões de televisão, quando se efectuarem em lugares acessíveis ao público, mediante o pagamento de um direito de entrada; compete à legislação nacional do país onde a protecção deste direito é pedida, determinar as condições do exercício do mesmo direito.

Artigo 14º

A duração da protecção a conceder pela presente Convenção não poderá ser inferior a um período de vinte anos:

- a)* para os fonogramas e para as execuções fixadas nestes fonogramas, a partir do fim do ano em que a fixação foi realizada;
- b)* para as execuções não fixadas em fonogramas, a partir do fim do ano em que se realizou a execução;
- c)* para as emissões de radiodifusão, a partir do fim do ano em que se realizou a emissão.

Artigo 15º

1. Qualquer Estado contratante pode estabelecer na sua legislação nacional excepções à protecção concedida pela presente Convenção no caso de:

- a)* utilização para uso privado;
- b)* curtos fragmentos em relatos de acontecimentos de actualidade;
- c)* fixação efémera realizada por um organismo de radiodifusão, pelos seus próprios meios e para as suas próprias emissões;
- d)* utilização destinada exclusivamente ao ensino ou à investigação científica.

2. Sem prejuízo das disposições do parágrafo 1 deste artigo, qualquer Estado contratante tem a faculdade de prever, na sua legislação nacional de protecção aos artistas intérpretes ou executantes, aos produtores de fonogramas e aos organismos de radiodifusão, limitações da mesma natureza das que também são previstas na sua legislação nacional de protecção ao direito do autor sobre as obras literárias e artísticas. No entanto, não podem instituir-se licenças ou autorizações obrigatórias, senão na medida em que forem compatíveis com as disposições da presente Convenção.

Artigo 16º

1. Um Estado, ao tornar-se parte da presente Convenção, sujeita-se a todas as obrigações e goza de todas as vantagens nela previstas. Todavia, cada Estado poderá declarar, em qualquer momento, por uma notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas:

- a)* em relação ao artigo 12º:
- (i) que não aplicará nenhuma das disposições do mesmo artigo 12º;
- (ii) que não aplicará as disposições do artigo 12º quanto a determinadas utilizações;
- (iii) que não aplicará as disposições do artigo 12º quanto aos fonogramas cujo produtor não seja nacional de um Estado contratante;

- (iv) que limitará a extensão e a duração da protecção prevista no artigo 12º, quanto aos fonogramas cujo produtor seja nacional de outro Estado contratante, na medida em que este Estado contratante protege os fonogramas fixados pela primeira vez pelo nacional do Estado que fez a declaração; porém, se o Estado contratante de que é nacional o produtor não conceder a protecção ao mesmo ou aos mesmos beneficiários como concede o Estado contratante autor da declaração, não se considerará esta circunstância como constituindo uma diferença na extensão da protecção;

- b)* em relação ao artigo 13º, que não aplicará as disposições da alínea *d)* deste artigo; se um Estado contratante fizer tal declaração, os outros Estados contratantes não ficam obrigados a conceder o direito previsto na alínea *d)* do artigo 13º aos organismos de radiodifusão que tenham a sede social situada no território daquele Estado.

2. A notificação prevista no parágrafo 1 do presente artigo, feita em data posterior à do depósito do instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão, só terá efeito seis meses depois de recebida a notificação.

Artigo 17º

Qualquer Estado que, nos termos da sua legislação nacional em vigor em 26 de Outubro de 1961, conceder uma protecção aos produtores de fonogramas apenas em função do critério da fixação, poderá declarar por uma notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas com o instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão, que aplicará unicamente o critério da fixação para o efeito do artigo 5º da presente Convenção e que aplicará o critério da fixação em vez do critério da nacionalidade do produtor, para os fins do parágrafo 1 da alínea *a)*, (iii) e (iv), do artigo 16º da presente Convenção.

Artigo 18º

O Estado contratante que tenha feito as declarações previstas no parágrafo 3 do artigo 5º, no parágrafo 2 do artigo 6º, no parágrafo 1 do artigo 16º, ou no artigo 17º, poderá limitá-las ou retirá-las mediante nova notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas.

Artigo 19º

Não obstante quaisquer outras disposições da presente Convenção, não será aplicável o artigo 7º quando um artista intérprete ou executante haja consentido na inclusão da sua execução numa fixação de imagens ou de imagens e sons.

Artigo 20º

1. A presente Convenção não prejudicará os direitos adquiridos em qualquer Estado contratante antes da entrada em vigor da Convenção nesse Estado.

2. Nenhum Estado contratante será obrigado a aplicar as disposições da presente Convenção às execuções ou às emissões de radiodifusão realizadas ou aos fonogramas gravados antes da entrada em vigor da presente Convenção nesse Estado.

Artigo 21º

A protecção concedida pela presente Convenção não poderá prejudicar qualquer outra protecção de que já beneficiem os artistas intérpretes ou executantes, os produtores de fonogramas e os organismos de radiodifusão.

Artigo 22º

Os Estados contratantes reservam-se o direito de estabelecer entre si acordos particulares, desde que tais acordos concedam aos artistas intérpretes ou executantes, aos produtores de fonogramas ou aos organismos de radiodifusão direitos mais amplos dos que são concedidos pela presente Convenção ou contenham outras disposições que não sejam contrárias à mesma.

Artigo 23º

A presente Convenção será depositada em poder do Secretário geral da Organização das Nações Unidas. Até 30 de Junho de 1962, ficará aberta à assinatura dos Estados convidados para a Conferência diplomática sobre a protecção internacional aos artistas intérpretes ou executantes, aos produtores de fonogramas e aos organismos de radiodifusão, que sejam partes da Convenção universal sobre o direito do autor ou membros da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

Artigo 24º

1. A presente Convenção será submetida à ratificação ou à aceitação dos Estados signatários.

2. A presente Convenção ficará aberta à adesão dos Estados convidados para a Conferência designada no artigo 23º, assim como à adesão de todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas, desde que o Estado aderente seja parte da Convenção universal sobre o direito do autor ou membro da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

3. A ratificação, a aceitação ou a adesão far-se-ão pelo depósito de um instrumento bastante, entregue ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas.

Artigo 25º

1. A presente Convenção entrará em vigor três meses depois da data do depósito do sexto instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão.

2. Posteriormente, e em relação a cada Estado, a Convenção entrará em vigor três meses depois da data do depósito do respectivo instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão.

Artigo 26º

1. Cada Estado contratante obriga-se a tomar as medidas necessárias para assegurar a aplicação da presente Convenção, segundo as disposições da sua legislação constitucional.

2. No momento do depósito do instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão, cada Estado deve estar em condições de aplicar as disposições da presente Convenção, em conformidade com a sua legislação nacional.

Artigo 27º

1. Cada Estado poderá, no momento da ratificação, da aceitação ou da adesão ou posteriormente, declarar, por uma

notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas, que a presente Convenção abrangerá o conjunto ou qualquer dos territórios por cujas relações internacionais seja responsável, com a condição de que seja aplicável a esses territórios a Convenção universal sobre o direito do autor ou a Convenção internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

2. As declarações e notificações referidas no parágrafo 3 do artigo 5º, no parágrafo 2 do artigo 6º, no parágrafo 1 do artigo 16º, no artigo 17º ou no artigo 18º, poderão abranger o conjunto ou qualquer dos territórios referidos no parágrafo anterior deste artigo.

Artigo 28º

1. Qualquer Estado contratante poderá denunciar a presente Convenção em nome próprio, ou em nome do conjunto ou de qualquer dos territórios referidos no artigo 27º da presente Convenção.

2. A denúncia será feita por uma notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas, e terá efeito doze meses depois da data em que for recebida a notificação.

3. A faculdade de denúncia prevista no presente artigo não poderá ser exercida por um Estado contratante antes de expirar um período de cinco anos, a partir da data em que a Convenção entrou em vigor no referido Estado.

4. Um Estado contratante deixará de ser parte da presente Convenção desde que deixe de ser parte da Convenção universal sobre o direito do autor ou membro da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

5. A presente Convenção deixará de ser aplicável aos territórios referidos no artigo 27º, no momento em que também deixe de ser aplicável nestes territórios a Convenção universal sobre o direito do autor ou a Convenção internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

Artigo 29º

1. Depois da presente Convenção estar em vigor durante cinco anos, qualquer Estado contratante poderá pedir a convocação de uma conferência com o fim de rever a Convenção, mediante notificação dirigida ao Secretário geral da Organização das Nações Unidas. O Secretário geral notificará do pedido todos os Estados contratantes. Se num prazo de seis meses depois da notificação dirigida pelo Secretário geral da Organização das Nações Unidas pelo menos metade dos Estados contratantes concordarem com o pedido formulado, o Secretário geral informará do facto o Director geral da Repartição Internacional do Trabalho, o Director geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura e o Director da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas, que convocarão uma conferência de revisão, em colaboração com a Comissão inter-governamental prevista no artigo 32º da presente Convenção.

2. Todas as revisões da presente Convenção deverão ser adoptadas pela maioria de dois terços dos Estados presentes à Conferência de revisão. Esta maioria deve compreender dois terços dos Estados que, à data da Conferência de revisão, sejam partes da Convenção.

3. Se for aprovada uma nova Convenção que importe a revisão total ou parcial da presente Convenção e, se a nova Convenção não contiver disposições em contrário:

- a) a presente Convenção deixará de estar aberta à ratificação, à aceitação ou à adesão, a partir da data da entrada em vigor da nova Convenção revista;
- b) a presente Convenção continuará em vigor nas relações entre os Estados contratantes que não se tornarem partes da nova Convenção revista.

Artigo 30º

Todos os diferendos entre dois ou mais Estados contratantes, referentes à interpretação ou à aplicação da presente Convenção e que não sejam resolvidos por meio de negociações, serão submetidos, a pedido de uma das partes no diferendo, ao Tribunal Interuacional de Justiça, para este se pronunciar sobre eles, salvo se os Estados em litígio acordarem em qualquer outra forma de solução.

Artigo 31º

Sem prejuízo do disposto no parágrafo 3 do artigo 5º, no parágrafo 2 do artigo 6º, no parágrafo 1 do artigo 16º e no artigo 17º, não pode ser feita qualquer reserva à presente Convenção.

Artigo 32º

1. É instituída uma Comissão intergovernamental com o fim de:

- a) examinar as questões relativas à aplicação e ao funcionamento da presente Convenção;
- b) reunir as propostas e preparar a documentação para eventuais revisões da presente Convenção.

2. A Comissão de que trata este artigo será composta por representantes dos Estados contratantes, escolhidos segundo uma repartição geográfica equitativa. O número dos membros da Comissão será de seis, se for de doze ou de menos de doze o número dos Estados contratantes; de nove, se o número dos Estados contratantes for de treze a dezoito; e de doze, se o número dos Estados contratantes for superior a dezoito.

3. A Comissão constituir-se-á doze meses depois da Convenção entrar em vigor por eleição entre os Estados contratantes que disporão de um voto cada um, eleição que será organizada pelo Director geral da Repartição Internacional do Trabalho, pelo Director geral da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura, e pelo Director da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas, de acordo com as regras que tiverem sido aprovadas previamente pela maioria absoluta dos Estados contratantes.

4. A Comissão elegerá um presidente e a mesa e estabelecerá o regulamento visando especialmente o funcionamento futuro e a forma de renovação dos seus membros, de modo a assegurar o respeito pelo princípio da rotação entre os diversos Estados contratantes.

5. A Secretaria da Comissão será composta por funcionários da Repartição Internacional do Trabalho, da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura e da Repartição da União internacional para a protecção

das obras literárias e artísticas, designados respectivamente pelos Directores gerais e pelo Director das três instituições referidas.

6. A Comissão será convocada sempre que a maioria dos seus membros o julgue necessário, devendo as reuniões celebrar-se sucessivamente nas sedes da Repartição Internacional do Trabalho, da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura e da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

7. As despesas dos membros da Comissão ficarão a cargo dos respectivos governos.

Artigo 33º

1. Os textos da presente Convenção, redigidos em francês, em inglês e em espanhol, serão igualmente autênticos.

2. Além disso, serão redigidos textos oficiais da presente Convenção em alemão, em italiano e em português.

Artigo 34º

1. O Secretário geral da Organização das Nações Unidas notificará os Estados convidados para a Conferência designada no artigo 23º da presente Convenção, e todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas e, bem assim, o Director geral da Repartição Internacional do Trabalho, o Director geral da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura e o Director da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas:

- a) do depósito de cada instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão;
- b) da data da entrada em vigor da presente Convenção;
- c) de todas as notificações, declarações ou comunicações previstas na presente Convenção;
- d) de qualquer das situações das previstas nos parágrafos 4 e 5 do artigo 28º da presente Convenção.

2. O Secretário geral da Organização das Nações Unidas informará igualmente o Director geral da Repartição Interuacioual do Trabalho, o Director geral da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura e o Director da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas das petições que lhe forem notificadas nos termos do artigo 29º da presente Convenção, assim como de toda a comunicação recebida dos Estados contratantes para a revisão da presente Convenção.

Em fé do que os plenipotenciários abaixo assinados firmaram a presente Convenção.

Feita em Roma, aos 26 de Outubro de 1961, uum só exemplar em francês, em iuglês e em espanhol.

O Secretário geral da Organização das Nações Unidas remeterá cópias autênticas, devidamente certificadas, a todos os Estados convidados para a Conferência designada no artigo 23º da presente Convenção e a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas, assim como ao Director geral da Repartição Internacional do Trabalho, ao Director geral da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura e ao Director da Repartição da União internacional para a protecção das obras literárias e artísticas.

JURISPRUDENCE

ALLEMAGNE (République fédérale)

Droit d'auteur. Réenregistrement d'un disque du commerce dans un film cinématographique. Autorisation du producteur phonographique licite en ce qui concerne le droit d'arrangeur « fictif » sans autorisation préalable du titulaire du droit de synchronisation. Opération licite selon le contrat-type entre le BIEM et l'industrie phonographique.

(Cour fédérale de justice, 13 février 1962. — BIEM c. Deutsche Grammophon G. m. b. H.)

Le réenregistrement d'un disque dans un film ne peut se faire qu'avec l'autorisation du titulaire du droit de synchronisation, autorisation s'appliquant à deux espèces bien séparées, à savoir l'œuvre et l'exécution enregistrée de cette œuvre.

Le titulaire du droit d'arrangeur « fictif » n'est lié à l'autorisation préalable de l'auteur de l'œuvre enregistrée qu'en ce qui concerne l'utilisation effective de l'exemplaire de reproduction et non en ce qui concerne l'exploitation légale de son droit.

Le droit d'arrangeur « fictif » ne peut être considéré comme un droit « subordonné » à celui de l'auteur que dans la mesure où la reproduction, la mise en circulation et l'exécution publique de l'œuvre dans sa forme arrangée requièrent aussi l'autorisation de l'auteur de l'œuvre originale.

L'autorisation de l'auteur relative à l'utilisation de son œuvre dans sa forme originale ne dispense pas d'une seconde autorisation d'utilisation de l'arrangement de cette œuvre, mais seulement à l'égard de l'utilisateur éventuel.

FRANCE

I

Propriété artistique. Affiche publicitaire. Reproductions effectuées par le cessionnaire du droit de reproduction sans mention du nom de l'auteur. Droit moral. Violation. Réparation. Dommages-intérêts.

(Tribunal de Grande instance de la Seine, 3^e chambre, 19 décembre 1961. — Consorts Cappiello c. Société anonyme Le Café Martin)

L'auteur de toute composition artistique, fût-elle destinée à l'affiche publicitaire, est en droit d'exiger que toute reproduction de sa composition, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, comporte, soit la reproduction de la signature qui figurait dans l'œuvre originale, soit la mention imprimée de son nom précédé de la préposition « par » ou « d'après ».

Si la destination commerciale, que l'artiste a accepté de donner à son œuvre et dont il a reçu le prix, peut permettre à la firme, qui l'a acquise à cette fin, de la faire reproduire sans restriction du nombre et même de format pour les besoins de sa publicité, et même d'y apporter, notamment si le succès de l'affiche auprès du grand public l'y incite, les modifications indispensables à sa transformation en marque de fabrique ou de commerce, l'artiste ou ses ayants droit n'en conservent pas moins le droit moral de contrôler et d'assurer le respect de sa composition, à travers les utilisations qui en sont faites, et, en tout cas, le droit absolu d'exiger que son nom et son titre d'auteur soient toujours rappelés sous l'une des formes susmentionnées.

II

Droit d'auteur. Adaptation cinématographique d'œuvres littéraires pré-existantes. Pourparlers entre l'auteur et une société de production. Modalités non définies. Absence des conditions exigées par la loi du 11 mars 1957 pour la validité de la transmission des droits. Projets de contrats de cession soumis par le producteur. Défaut d'agrément de l'auteur. Absence de cession véritable à la société productrice. Engagement moral de l'auteur de confier la réalisation des films à diverses personnes. Rupture unilatérale. Absence de motifs valables. Préjudice matériel et moral. Réparation. Dommages-intérêts. Partage des dépens.

(Tribunal de Grande instance de la Seine, 3^e chambre, 6 janvier 1962. — Jean Giono et Société des Films Jean Giono c. Claude Clert, Société des Films Caravelle, François Villiers)

III

Droit d'auteur. Titre d'un film cinématographique. — 1^o Assemblage de noms géographiques utilisé pour désigner une unité militaire et repris dans le titre d'une œuvre littéraire antérieurement publiée. Appartenance à l'histoire. Impossibilité pour quiconque de s'approprier ces mots dans un titre. Liberté d'utilisation. — 2^o Atteinte aux droits de l'auteur de l'œuvre littéraire par des emprunts illicites dans le film. Atteinte à la réputation de l'auteur par une relation inexacte ou tendancieuse de faits auxquels il a participé. — Nécessité d'expertise.

(Tribunal de Grande instance de la Seine, 3^e chambre, 9 janvier 1962. — Roger Sauvage c. Sociétés Alkam, Cinédis et Franco-London Film)

Le Commandant Roger Sauvage ne saurait être reçu en son action qu'autant qu'elle se fonde soit sur une atteinte à sa réputation personnelle d'ancien officier ayant appartenu à l'escadrille Normandie-Niemen et dans la mesure où l'action de cette escadrille et de lui-même serait présentée avec légèreté et respect insuffisant de la vérité historique et d'une façon qui lui causerait préjudice à lui-même, soit sur une atteinte à ses droits d'auteur sur le titre et le texte de l'ouvrage *Un de Normandie-Niemen*, tels que du moins ils peuvent être considérés comme des créations de son esprit et non comme des faits historiques et du domaine public.

L'assemblage des noms géographiques Normandie et Niemen, tel qu'il résulte d'une participation glorieuse à des faits de guerre, n'est pas susceptible d'appropriation au profit de l'auteur qui les a employés dans le titre d'un de ses ouvrages.

L'escadrille Normandie-Niemen appartient à l'histoire et son nom peut être employé comme titre de toute œuvre littéraire ou cinématographique la concernant.

MEXIQUE

Dépôts préalables admis en garantie des droits d'exécution. Articles 95 et 131 de la loi fédérale sur le droit d'auteur, du 29 décembre 1956.

(Tribunal supérieur de justice du District fédéral et des territoires fédéraux, 23 octobre 1961)

Ne sont pas recevables les dépôts effectués conformément au tarif publié en 1957 par le Secrétariat à l'Éducation publique, ce tarif étant dénué de toute validité à la suite de la sentence rendue par la Cour suprême de justice de la Nation, le 8 août 1959.

Les dépôts constitués pour pouvoir faire usage de musique doivent l'être conformément aux accords passés avec la Société des auteurs et compositeurs du Mexique.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE (Egypte)

I

Appareil de télévision fonctionnant dans un lieu public. Droits d'exécution. Droit exclusif de l'auteur et autorisation préalable.

(Tribunal de 1^{re} instance du Caire, 7 novembre 1961. — Ahmed Ibrahim Hassan c. Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de la République Arabe Unie, SACERAU)

Aux termes de l'article 37 de la loi n° 354, de 1954, il appartient à l'auteur de transférer aux tiers le droit d'exercer les droits d'exploitation visés aux articles 5, alinéa 1, et 7, alinéa 1, de ladite loi.

Le droit de représentation publique de l'auteur prend naissance par l'exposition de son œuvre au public d'une manière directe. Ceci a lieu par la transmission des émissions au moyen de l'écran de télévision placé dans un lieu public, tel qu'il est spécifié à l'article 6 de ladite loi.

La double taxe réglée à l'Etat pour un appareil de télévision installé dans un établissement public ne dispense nullement d'acquitter le droit de représentation publique dû aux auteurs dont les œuvres sont diffusées au moyen de l'écran de télévision.

Un café ne saurait être assimilé à aucun des lieux définis par l'article 11, alinéa 1, de la loi de 1954 (cercle de famille, association, club privé, école) et il est sans importance que les consommateurs acquittent ou non une contrepartie quelconque en échange des représentations effectuées au moyen d'un écran de télévision.

II

Projection publique de films cinématographiques. Droits d'exécution relatifs à la bande sonore. Pourcentage sur les recettes des salles.

(Tribunal de 1^{re} instance du Caire, 20 décembre 1961. — Société Gaafar Frères c. SACERAU, SACEM et BEDA)

Les sociétés précitées exploitent les œuvres musicales, en conformité de l'article 6 de la loi n° 354, de 1954, sous deux formes d'exploitation: la récitation publique d'œuvres musicales et chantées, incorporées dans les bandes cinématographiques; la récitation publique d'œuvres musicales et chantées, enregistrées sur disques exécutés pendant les entr'actes, avant et après le spectacle.

Aux termes de l'article 34 de ladite loi, le producteur de film possède tous les droits de l'éditeur et est considéré comme le mandataire des auteurs de l'œuvre cinématographique et de leurs ayants cause en ce qui concerne l'accord sur la projection et l'exploitation du film. Mais cette disposition n'est pas d'ordre public, puisque les contractants ont la faculté de conclure de façon contraire.

Les rapports liant les parties contractantes sont régis par la loi du pays étranger sous l'empire de laquelle le contrat a été conclu, et ce conformément à l'article 19 du Code civil.

L'auteur de l'œuvre ne peut céder au producteur du film un droit qui ne lui appartient pas. Le compositeur, du fait de son admission à la SACEM, ne peut pas céder à un tiers son droit à l'exploitation de son œuvre musicale au moyen de la projection publique du film auquel est incorporée cette œuvre, et ce en application des statuts de la SACEM et en exécution de la demande d'admission, cession conforme à l'article 17 de la loi française de 1957.

Aux termes de l'article 5 de la loi n° 354, de 1954, l'auteur a le droit exclusif d'exploiter son œuvre pécuniairement, de quelque manière que ce soit, et il est interdit aux tiers d'exercer ce droit sans une autorisation écrite et préalable de l'auteur ou de ses ayants cause.

NOUVELLES DIVERSES

GHANA

Monsieur Léon Malaplate, Secrétaire général de la CISAC, nous a demandé, au nom de cet Organisme international, de faire paraître la communication suivante:

« A propos de la loi ghanéenne sur le droit d'auteur »

« La lecture de l'intéressant article de M. Straschnov au sujet de la loi ghanéenne sur le droit d'auteur ¹⁾, donne à penser qu'il s'agit des propos d'un père défendant son enfant. Toutefois, indépendamment de toute recherche de paternité, nous estimons que le lecteur d'une revue dont le titre est *Le Droit d'Auteur* sera intéressé de connaître aussi le point de vue des auteurs sur une loi qui, malgré certaines apparences, a surtout pour but non pas de protéger les créateurs des œuvres de l'esprit, mais de les dépouiller... en toute légalité.

D'ailleurs, nous croyons qu'une telle loi méconnaît également les intérêts véritables et profonds d'un pays comme le Ghana. L'expérience prouve surabondamment, en effet, que les œuvres de l'esprit ne fleurissent vraiment que dans les pays où la sauvegarde des intérêts matériels et moraux des auteurs se trouve équitablement assurée.

Sans doute est-il souhaitable de prévoir pour des Etats nouveaux des facilités dans certains domaines, mais cela n'implique nullement la négation des principes essentiels généralement admis en matière de droit d'auteur.

En tout cas, voici le texte du vœu ²⁾ adopté à l'unanimité par la Confédération internationale des Sociétés d'auteurs et compositeurs

(CISAC) à l'occasion de son XXII^e Congrès tenu à Rome au mois de juin dernier:

La Confédération internationale des Sociétés d'auteurs et compositeurs,

Devant le fait accompli de la promulgation, malgré les protestations des auteurs, de la nouvelle loi de la République du Ghana sur le droit d'auteur,

Constatant que cette loi aboutit, dans une très large mesure, à une expropriation des droits d'auteur tels qu'ils existaient jusqu'alors au Ghana,

Déplore vivement que, pour des raisons purement matérielles ou de simplification législative expressément énoncées dans le préambule du projet de loi, le Gouvernement du Ghana ait cru devoir apporter de telles restrictions aux droits des créateurs du patrimoine éducatif et culturel de ce pays et exprime son étonnement en présence de la contradiction existant entre cette action restrictive des droits des créateurs intellectuels et les principes d'une haute élévation de pensée soutenus par ce Gouvernement au sujet des Droits de l'homme,

Exprime l'espoir que le Gouvernement du Ghana voudra bien reconsidérer une telle législation aussi préjudiciable à lui-même qu'aux créateurs intellectuels. »

¹⁾ Voir *Droit d'Auteur*, juillet 1962, p. 156.

²⁾ *Note de la Rédaction*: Ce vœu vient en effet s'ajouter à ceux publiés dans *Le Droit d'Auteur*, numéro d'août 1962, p. 179, à l'occasion du compte rendu du XXII^e Congrès de la CISAC. Son texte ne nous était pas encore parvenu au moment de la sortie du susdit numéro.

BIBLIOGRAPHIE

Urheberrechts-Kommentar I, par le Dr h. c. Erich Schulze. Un volume de 734 pages, 17,5 × 24 cm. Alfred Metzner Verlag, 1961.

L'abondante production juridique et intellectuelle du Dr Schulze nous vaut aujourd'hui un nouvel ouvrage, destiné aux juristes de langue allemande et dont l'importance mérite d'être soulignée. Ce « Commentaire sur le droit d'auteur » est présenté dans un format identique à celui du *Quellen des Urheberrechts*, dont il a les mêmes avantages pratiques de consultation facile et de mise à jour rapide.

Il s'agit d'une étude très complète du droit d'auteur allemand, divisée en trois parties dans ce premier tome, une quatrième partie devant paraître ultérieurement à propos de la nouvelle législation actuellement en cours d'élaboration.

Le Dr Schulze analyse d'abord les dispositions des lois de 1901, 1910 et 1934 régissant le droit d'auteur; puis il se livre à ce même travail de commentaire détaillé pour les lois de 1907, 1910, 1934 et 1940 relatives aux photographies. Dans la troisième partie de son étude, il passe à l'échelon international avec un examen des différents accords en vigueur en matière de droit d'auteur et également de droits dits voisins.

Des annexes reproduisant les textes législatifs allemands et ceux des conventions internationales constituent une utile documentation de langue allemande, venant compléter heureusement cet ouvrage, avec un index alphabétique des matières citées. Ce précis du droit d'auteur allemand présente un intérêt certain et il convient de rendre hommage à son auteur pour avoir entrepris et réalisé ce travail de vulgarisation, dont la diffusion ne peut être que chaleureusement recommandée.

C. M.

Le Droit d'Auteur

Revue mensuelle du Bureau
de l'Union internationale pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques

75^e année - N° 10^{bis}

Octobre 1962

— Numéro spécial —

Sommaire

— CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Pages

- Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 10-26 octobre 1961). Rapport de M. Abraham L. Kaminstein, Rapporteur général 226
- Conferencia diplomática sobre la protección internacional de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión (Roma, 10-26 de octubre de 1961). Informe del Sr. Abraham L. Kaminstein, Relator General 243

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

(Rome, 10-26 octobre 1961)

Rapport

de M. Abraham L. Kaminstein, Rapporteur général

Introduction

Répondant à la généreuse invitation du Gouvernement italien, la Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion s'est tenue à Rome, du 10 au 26 octobre 1961, au *Palazzo dei Congressi* de l'*Esposizione Universale di Roma*.

Convocation de la Conférence diplomatique

La Conférence diplomatique a été convoquée conjointement par les Directeurs généraux du Bureau international du travail (BIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et par le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Union de Berne).

Travaux préparatoires

Une longue période de préparation précéda la Conférence diplomatique. Les droits en cause ont été discutés au sein de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, lors de la Conférence diplomatique tenue à Rome en 1928. L'Organisation internationale du travail a entrepris des études en 1926 portant sur la protection des artistes interprètes ou exécutants et a continué à manifester son intérêt à la question. Celle-ci a été à nouveau examinée lors d'une réunion tenue à Samaden, en Suisse, en 1939, et des vœux ont été exprimés par la Conférence de révision de la Convention de Berne tenue à Bruxelles en 1948.

En 1951, un comité d'experts réuni à Rome a rédigé un projet de Convention sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des fabricants de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion. En 1956, un autre projet a été adopté sous les auspices du Bureau international du travail. En 1957, le «Projet de Monaco» a été adopté par un comité d'experts convoqué par l'UNESCO et l'Union de Berne. L'ensemble du problème a fait l'objet d'études constantes du Comité intergouvernemental du droit d'auteur et du Comité permanent de l'Union de Berne. Finalement, en 1960, un comité d'experts convoqué sous les auspices communs des

trois organisations intergouvernementales s'est réuni à La Haye. Il a été présidé par le Professeur G. H. C. Bodenhau- sen, et a rédigé un projet de Convention (dénommé ci-après: *Projet de La Haye*) qui a servi de base aux travaux de la Conférence diplomatique de Rome. Le texte du *Projet de La Haye* et le rapport adopté à son sujet par les experts ont été communiqués aux gouvernements ainsi que, par leur intermédiaire, aux organisations intéressées.

Documentation

Les Actes du Comité d'experts de La Haye, y compris le *Projet de La Haye*, ont été soumis à la Conférence diplomatique. Il en a été de même pour le projet de clauses finales ou formelles (ci-après: *Projet du Secrétariat*) et pour le projet de règlement de la Conférence, projets préparés par les secrétariats des trois Organisations invitantes. Enfin, les observations et les propositions des gouvernements concernant les *Projets de La Haye* et du *Secrétariat*, ainsi qu'une analyse de ces observations et des propositions préparée par les secrétariats, ont également été communiquées à la Conférence diplomatique.

Mandat de la Conférence

La Conférence diplomatique a été invitée à rédiger et à adopter une convention internationale sur la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (parfois désignés par l'expression «droits voisins»).

Participation

Quarante-quatre pays ont envoyé des délégations à la Conférence. Au cours de la Conférence, le Comité de vérification des pouvoirs a fait rapport et a trouvé en bonne et due forme les pouvoirs des délégations des 39 pays suivants qui ont participé aux travaux de la Conférence: Afrique du Sud, Allemagne (République fédérale), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Cambodge, Chili, Congo (capitale Léopoldville), Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie,

Japon, Luxembourg, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie et Yougoslavie.

Des représentants des cinq pays ci-après se sont fait inscrire en tant que participants: République Dominicaine, Ghana, Nicaragua, Roumanie et Venezuela. Les représentants de la Roumanie et du Venezuela ont fait savoir qu'ils participaient à la Conférence en tant qu'observateurs.

Le Maroc ayant fait des objections à la participation de la Mauritanie, le Président a décidé que, puisqu'une invitation avait été adressée à ce dernier pays, ses délégués pouvaient participer aux travaux de la Conférence. Le représentant du Maroc a fait connaître l'opposition de son pays à une telle décision.

Les Nations Unies, le Conseil de l'Europe et l'Institut international pour l'unification du droit privé se sont fait représenter par des observateurs. En outre, quinze organisations internationales non gouvernementales se sont également fait représenter par des observateurs qui ont exprimé leurs vues à la Conférence lors des débats.

Organisation de la Conférence

Lors de la séance plénière d'ouverture de la Conférence, des discours ont été prononcés par M. H. Saba, représentant le Directeur général de l'UNESCO, par M. J. Secretan, Directeur des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle, par M. Abbas Ammar, Sous-Directeur général du BIT, et par M. G. Giraud, Sous-Secrétaire d'Etat, représentant le Gouvernement de l'Italie.

Bureau de la Conférence

Lors de sa séance plénière d'ouverture, la Conférence a élu par acclamation son Président en la personne de S. E. l'Ambassadeur Giuseppe Talamo Atenolfi Brancaccio di Castelnuovo, chef de la délégation italienne.

Les chefs de délégations ci-après ont été élus Vice-présidents: MM. Eugen Ulmer (République fédérale d'Allemagne), Ricardo Tiscornia (Argentine), Samreth Soth (Cambodge), Henry Puget (France), Dua-Sakyi (Ghana), G. H. C. Bodenhäusen (Pays-Bas), Gordon Grant (Royaume-Uni), Sture Pettrén (Suède), Vojtech Strnad (Tchécoslovaquie) et Mustapha Fersi (Tunisie).

M. Abraham L. Kaminstein (Etats-Unis d'Amérique) a été nommé Rapporteur général de la Conférence diplomatique.

S. E. l'Ambassadeur Michitoshi Takahashi (Japon), a été nommé Président du Comité de vérification des pouvoirs, et le Conseiller d'Etat Henry Puget (France) a été nommé Président du Comité de rédaction.

Le Président de la Conférence, les dix Vice-présidents, le Rapporteur général et le Président du Comité de vérification des pouvoirs ont constitué le «Bureau» de la Conférence.

Procédure

Le projet de règlement de la Conférence a été adopté avec de légères modifications concernant notamment l'article 10,

afin de porter le nombre des membres du Comité de rédaction à neuf (plus tard à douze) et l'article 16 afin de ne permettre qu'aux représentants des Etats de soumettre des projets de résolution et des amendements.

Chaque délégation nationale disposait d'une voix au sein de la Conférence et de ses commissions. Toute décision de la Conférence plénière exigeait le vote affirmatif d'au moins les deux tiers des délégations présentes et votantes.

Les séances plénières de la Conférence et les séances de la Commission principale et des Groupes de travail étaient publiques.

Les langues de travail étaient l'anglais, l'espagnol et le français.

Secrétariat de la Conférence

Les trois Organisations invitantes étaient représentées par les fonctionnaires suivants: le BIT par MM. A. Ammar, F. Wolf, W. Dobbernack, P. P. Fano et K. St. Grunberg; l'UNESCO par MM. H. Saba, J. O. Díaz Lewis, et T. Ilosvay; et le Bureau de l'Union de Berne par MM. J. Secretan, C. Masouyé et G. R. Wipf.

Les trois Organisations invitantes ont assuré les services techniques de la Conférence, y compris la traduction des débats et de la documentation, sous la direction de M. J. P. Urlik, commissaire de la Conférence. Elles ont également fourni le secrétariat de la Conférence sous la direction de M. J. O. Díaz Lewis, secrétaire général, et comprenant MM. K. St. Grunberg et C. Masouyé, secrétaires, et MM. T. Ilosvay et G. R. Wipf, secrétaires adjoints. Aux fonctionnaires des trois Organisations s'est joint un personnel attaché à la Conférence par les soins du Gouvernement italien, sous la direction de M. R. Ferretti, Ministre plénipotentiaire, en qualité d'agent de liaison dudit gouvernement.

Commission principale et Groupes de travail

Outre les séances plénières, la Conférence s'est réunie en Commission principale, la présidence de cette dernière étant exercée par le Président de la Conférence.

Après une discussion générale tenue au sein des séances plénières de la Conférence et de la Commission principale, trois groupes de travail ont été constitués.

Le Groupe de travail I, sous la présidence du Professeur G. H. C. Bodenhäusen (Pays-Bas), a été chargé d'étudier les articles 2 à 4 et les articles 7 et 10 du Projet de La Haye, ainsi que le fond des articles 1, 18 et 19.

Le Groupe de travail II, présidé par le Professeur Eugen Ulmer (République fédérale d'Allemagne), s'est penché sur les articles 5, 6 et 8, ainsi que sur les articles 11 à 16 du Projet de La Haye.

Le Groupe de travail III, présidé par l'Ambassadeur Sture Pettrén (Suède), s'est vu confier l'élaboration des clauses formelles, donc des articles 20 à 29 du Projet du Secrétariat, ainsi que des articles 1, 18 et 19 du Projet de La Haye, après qu'ils aient été examinés quant à leur fond par le Groupe de travail I.

Les trois Groupes de travail ont ainsi couvert toute la Convention, à l'exception des articles 9 et 17, réservés à la Commission principale.

Des rapports détaillés ont été soumis à la Commission principale par les divers rapporteurs, qui étaient: M. William Wallace (Royaume-Uni) pour le Groupe de travail I; le Dr Valerio de Sanctis (Italie) pour le Groupe de travail II; (M. Arpad Bogsch [Etats-Unis d'Amérique] pour un sous-groupe de travail chargé d'étudier les problèmes qui ont finalement été réglementés dans le cadre de ce qui a formé l'article 16 de la Convention); et l'Ambassadeur Sture Petré (Suède) pour le Groupe de travail III. Ces rapports ont été d'une grande utilité aux travaux de la Conférence.

A l'ouverture de la Conférence, la délégation de la France a fait savoir que ce pays considérait une convention sur les droits «voisins» comme à la fois superflue et prématurée; superflue parce que la plupart des situations qu'elle devrait couvrir peuvent être réglementées par des contrats, et prématurée parce que les conventions internationales devraient suivre plutôt que précéder l'évolution juridique.

D'autres délégations ont fait connaître leur désaccord avec cette prise de position, considérant que le moment était favorable à une réglementation internationale. Les délégations des pays scandinaves ont souligné l'adoption récente de règles en la matière dans leurs législations. Certaines délégations ont déclaré qu'elles considéraient utile la conclusion d'une convention internationale pour adopter des normes uniformes et servir de modèle aux législations nationales.

Dispositions conventionnelles

Sauvegarde du droit d'auteur

(Article premier)

Le Projet de La Haye contenait un article prévoyant que la protection accordée «laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection des droits des auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques ou des autres titulaires de ces droits», et qu'en conséquence, «aucune disposition de la présente Convention ne pourra être interprétée comme portant atteinte à ces droits». La signification de cette disposition, comme il ressort clairement du rapport accompagnant le Projet de La Haye était que la Convention n'affecterait pas la situation juridique du titulaire d'un droit d'auteur, ses effets éventuels sur les intérêts économiques étant une autre question.

Certaines délégations ont exprimé l'opinion que cette disposition était superflue, étant donné que la Convention, ne concernant pas les droits de l'auteur, ne pouvait affecter celui-ci. D'autres délégations — en particulier celles de la France, de l'Italie et du Mexique — ont insisté sur l'importance d'une telle disposition. Les délégations de la France et de l'Italie ont proposé (doc. 15) que ladite disposition soit complétée de façon à préciser que la protection accordée par la Convention n'affecte pas «le droit d'auteur et son exercice sur l'œuvre interprétée, exécutée, enregistrée, radiodiffusée». Les deux délégations ont déclaré considérer leur proposition comme s'appliquant uniquement dans des cas extrêmes.

Au cours de la discussion, certaines délégations ont déclaré que l'amendement proposé était dangereux, car il risquait d'être interprété comme créant une situation où les dis-

positions exigeant le consentement de l'artiste interprète ou exécutant, du producteur de phonogrammes, ou de l'organisme de radiodiffusion pouvaient être considérées comme «affectant l'exercice» du droit d'auteur. Ces délégations ont également déclaré que si cette interprétation était admise, les dispositions exigeant le consentement de l'artiste interprète ou exécutant, du producteur de phonogrammes ou de l'organisme de radiodiffusion risquaient d'être privées de leur effet par l'amendement proposé. Par exemple, on pouvait considérer que seule l'autorisation du compositeur de la musique enregistrée était nécessaire pour la reproduction d'un phonogramme, parce que le fait d'exiger en plus l'autorisation du producteur de phonogrammes pouvait être considérée comme «affectant l'exercice» du droit d'auteur du compositeur. Plusieurs délégations ont exprimé l'opinion qu'un tel effet priverait la Convention de toute signification.

La proposition franco-italienne, mise aux voix, a été rejetée et le texte du Projet de La Haye, avec certaines modifications fondées principalement sur une proposition de la Suisse (doc. 19) a été adopté. Ce texte constitue l'article premier de la Convention. Les délégations de l'Inde et du Royaume-Uni n'ont pas maintenu leurs propositions (doc. 30 et doc. 20 respectivement) considérant que l'objet en était implicitement atteint par le texte approuvé.

Il est évident que, chaque fois qu'en vertu de la législation sur le droit d'auteur l'autorisation de l'auteur est nécessaire pour la reproduction ou pour une autre utilisation de son œuvre, la nécessité d'une telle autorisation n'est pas affectée par l'article premier de la Convention tel qu'il a été adopté. Réciproquement, lorsque, en vertu de la Convention, le consentement de l'artiste interprète ou exécutant, du producteur de phonogrammes ou de l'organisme de radiodiffusion est nécessaire, cette nécessité ne disparaît pas du fait que l'autorisation de l'auteur est également requise.

Protection accordée par la Convention

(Article 2)

Sur la base d'une proposition des Etats-Unis d'Amérique (doc. 43), la Conférence a décidé de traiter séparément *a*) la question de savoir quelles sont les personnes protégées et les cas dans lesquels la protection leur est accordée, et *b*) la question de savoir quelles sont la nature et l'étendue de cette protection.

Dans le Projet de La Haye, ces questions étaient traitées ensemble; la question des bénéficiaires était même abordée de façon indirecte — c'est-à-dire que l'on commençait par déclarer qu'un Etat contractant doit accorder la protection lorsque le pays d'origine d'une exécution, d'un phonogramme ou d'une radio-émission est un autre Etat contractant, et qu'on définissait ensuite ce qu'il fallait entendre, dans chaque cas, par pays d'origine. La Conférence a estimé que la définition donnée dans le Projet de La Haye était ambiguë et la méthode utilisée dans ce projet plutôt compliquée. En conséquence, elle a décidé d'indiquer directement qui doit être protégé et dans quels cas (art. 4, 5 et 6). Et la Convention, telle qu'elle a été adoptée, ne comprend plus l'expression «pays d'origine». La nature et l'étendue de la protection font l'objet de l'article 2.

La protection accordée par la Convention consiste, essentiellement, dans le traitement national, lequel est défini au premier paragraphe de l'article 2. Cette définition et celle du Projet de La Haye sont différentes quant à la forme, mais identiques quant au fond et quant à l'intention. En termes simples, le traitement national est le traitement qu'un Etat accorde en vertu de sa législation nationale aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions nationaux.

Sur la proposition de la Belgique (doc. 13) et de la Suisse (doc. 14), la Convention contient aussi une disposition selon laquelle le traitement national sera accordé compte tenu de la protection expressément garantie dans la Convention. Cette disposition se réfère à ce qu'on appelle la protection minimum, qui fait particulièrement l'objet des articles 7, 10, 12 et 13. Il s'agit de la protection que l'Etat contractant s'engage à accorder, compte tenu des réserves et exceptions autorisées, même s'il ne l'accorde pas aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions nationaux. Cette idée est exprimée au paragraphe 2 de l'article 2, qui stipule aussi que le traitement national sera accordé compte tenu des limitations expressément prévues dans la Convention. Un Etat contractant pourrait, par exemple, refuser ou limiter, en vertu de l'article 16, les droits dits d'utilisation secondaire (art. 12) quant aux phonogrammes, que cette protection soit ou non accordée par la législation nationale.

La Tchécoslovaquie (doc. 31) a proposé à cet égard qu'un Etat accordant d'autres droits que les minima requis par la Convention ne soit pas obligé de les assurer aux ressortissants d'autres Etats qui ne reconnaîtraient pas de tels droits aux ressortissants du premier Etat. Cette proposition n'a pas été adoptée par la Conférence.

Au cours de la discussion, plusieurs délégations ont exprimé l'avis que le paragraphe 2 de l'article 2 n'était pas nécessaire en stricte logique juridique, étant donné que les restrictions apportées au principe du traitement national résultent des diverses dispositions de la Convention et n'ont pas besoin d'être spécialement mentionnées. La majorité a estimé toutefois que l'interprétation de la Convention serait facilitée par une disposition telle que celle qui figure au paragraphe 2. Elle s'est montrée favorable à une déclaration précisant que la protection que les Etats sont tenus d'accorder aux termes de la Convention ne coïncide pas toujours exactement avec le traitement national, étant donné que cette protection peut, dans les circonstances indiquées plus haut, être soit supérieure, soit inférieure au traitement national.

Définitions

(Article 3)

Artistes interprètes ou exécutants. Des définitions d'«artistes interprètes ou exécutants» ont été proposées par l'Autriche (doc. 49) et les Etats-Unis d'Amérique (doc. 52); celle qui figure dans la Convention est fondée sur une suggestion de ce dernier pays. Elle indique que, par «artistes interprètes ou exécutants», on entend les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques. La Conférence a décidé

que l'expression «œuvres littéraires ou artistiques», employée dans la définition des «artistes interprètes ou exécutants» et dans d'autres dispositions de la Convention, a le même sens que dans la Convention de Berne et dans la Convention universelle sur le droit d'auteur et qu'elle inclut en particulier les œuvres musicales, dramatiques et dramatico-musicales. En outre, il a été décidé que les chefs des formations instrumentales ou vocales doivent être considérés comme englobés dans la définition des «artistes interprètes ou exécutants».

Le Projet de La Haye contenait une définition de l'«exécution», mais non des «artistes interprètes ou exécutants». Etant donné que la Convention comprend maintenant une définition des «artistes interprètes ou exécutants», la Conférence a estimé superflu de définir séparément l'«exécution»; évidemment, on entend par «exécution» les activités d'un artiste interprète ou exécutant en tant que tel. Il a néanmoins été décidé que, chaque fois que l'expression «exécution», ou «performance» en anglais, ou encore «ejecución» en espagnol, est utilisée dans la Convention, elle doit être entendue dans un sens général, comme comprenant également la récitation («recitation», «recitación») et la représentation («presentation», «representación»).

Phonogramme. Aux fins de la Convention, on entend par phonogramme toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons. Cette définition est presque identique à celle qui figurait dans le Projet de La Haye. Il a été indiqué que le chant des oiseaux et les bruits naturels constituent des exemples de sons ne provenant pas d'une exécution.

Producteurs de phonogrammes. Comme dans le Projet de La Haye, le «producteur de phonogrammes» est défini comme la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d'une exécution ou d'autres sons. Il a été indiqué au cours de la discussion que, lorsqu'un employé d'une personne morale fixe des sons au cours de son emploi, c'est plutôt la personne morale (l'employeur) que l'employé qui doit être considérée comme le producteur.

Publication. Sur la base des propositions de l'Autriche (doc. 27), du Royaume-Uni (doc. 20) et des Etats-Unis d'Amérique (doc. 50), la publication a été définie comme la «mise à la disposition du public d'exemplaires d'un phonogramme en quantité suffisante». Cette définition sera examinée de nouveau à propos de l'article 5.

Reproduction. La reproduction est définie comme la «réalisation d'un exemplaire ou de plusieurs exemplaires d'une fixation». Cette définition est fondée sur une proposition du Royaume-Uni (doc. 20). Elle a été jugée utile afin de bien préciser que, par reproduction, on entend la réalisation d'exemplaires. L'exécution, la présentation, la représentation ou d'autres activités ne donnant pas lieu à la production de nouveaux exemplaires matériels permanents sont exclues. Il a été expliqué au cours de la Conférence que les termes «phonogramme» et «fixation», tels qu'ils sont employés dans la Convention, diffèrent l'un de l'autre: les «phonogrammes» sont des fixations exclusivement sonores, alors que les «fixations» peuvent également être visuelles ou audio-visuelles.

Emission de radiodiffusion. Cette expression est définie comme la «diffusion de sons ou d'images et de sons par le moyen des ondes radio-électriques, aux fins de réception par le public». L'Autriche a présenté une proposition (doc. 49) tendant à inclure dans la définition la transmission par fil. La Conférence a été d'avis que seule la transmission au moyen des ondes hertziennes ou d'un autre système sans fil constitue la radiodiffusion. Les mots «aux fins de réception par le public», utilisés dans la définition, ont pour objet de préciser que les radio-émissions destinées à être reçues par une seule personne ou par un groupe bien déterminé (navires en mer, avions en vol, taxis circulant en ville, etc.) ne sont pas considérées comme des émissions de radiodiffusion.

Réémission. Sous la forme qui a été adoptée, sur la base d'une proposition autrichienne (doc. 98), cette définition indique que l'on entend par réémission l'«émission simultanée par un organisme de radiodiffusion d'une émission d'un autre organisme de radiodiffusion». Une proposition autrichienne antérieure (doc. 49) tendait à considérer comme réémission les émissions en différé. Cependant, elle a suscité des objections, étant donné que toute émission en différé est nécessairement basée sur une fixation d'une radio-émission de l'émetteur d'origine, et elle a été retirée.

D'autres définitions proposées par l'Inde (doc. 30 et 50) et un projet de définition de l'expression «organisme de radiodiffusion» (Etats-Unis d'Amérique, doc. 52) ont également été retirés. Le débat auquel a donné lieu ce dernier projet a toutefois permis de clarifier un certain nombre de points. Il a été précisé notamment que, lorsque dans un Etat contractant l'équipement technique appartient à l'Administration des postes, mais que la matière des émissions est fournie par des organismes tels que la Radiodiffusion-Télévision Française ou la *British Broadcasting Corporation*, ce sont ces organismes et non l'Administration des postes qui doivent être considérés comme les organismes de radiodiffusion. En outre, lorsqu'un certain programme est patronné par une agence de publicité, ou préenregistré par un producteur indépendant de films de télévision, et est diffusé par un organisme tel que le *Columbia Broadcasting System* aux Etats-Unis d'Amérique, c'est ce dernier organisme et non l'agence de publicité ou le producteur indépendant qui doit être considéré comme l'organisme de radiodiffusion.

Exécutions protégées (Article 4)

Comme il a déjà été indiqué, les articles 4, 5 et 6 déterminent qui est protégé et dans quels cas. Une question commune aux trois articles était de savoir si la Convention devrait s'appliquer uniquement aux situations internationales ou également aux situations nationales — c'est-à-dire, en termes simples, si un Etat contractant doit appliquer la Convention uniquement aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions étrangers, ou également aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions nationaux.

Des propositions tendant à ce que la Convention s'applique aussi bien aux situations nationales qu'aux situations internationales ont été présentées par la Belgique (doc. 13) et

le Cambodge (doc. 18) et appuyées oralement par d'autres pays. De l'avis général, il est apparu que la question n'avait probablement guère d'intérêt pratique, étant donné qu'il est peu vraisemblable qu'un Etat n'accorde pas aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions nationaux au moins les mêmes avantages qu'aux exécutions, phonogrammes et radio-émissions étrangers. D'autre part, plusieurs autres délégations, et en particulier celle des Etats-Unis d'Amérique, ont souligné que les situations nationales ne devraient pas être réglées par un traité international. Les auteurs des amendements n'ont pas maintenu ceux-ci, et la Convention, comme le Projet de La Haye, ne s'applique qu'aux situations internationales.

L'article 4 dispose que chaque Etat contractant doit accorder la protection à un artiste interprète ou exécutant toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouve remplie: a) lorsque l'exécution a lieu dans un autre Etat contractant; b) lorsque l'exécution est enregistrée sur un phonogramme protégé en vertu de l'article 5; c) lorsque l'exécution non fixée sur phonogramme est diffusée par une émission protégée en vertu de l'article 6. Il a été précisé au cours de la discussion que l'objet des points b) et c) était d'établir un système dans lequel une exécution enregistrée sur un phonogramme serait toujours protégée lorsque le producteur de ce phonogramme était protégé, et dans lequel une exécution diffusée (autre que celles qui sont fixées sur un phonogramme) serait toujours protégée lorsque l'organisme de radiodiffusion auteur de l'émission était protégé.

La République fédérale d'Allemagne avait proposé de prévoir dans la Convention que les artistes interprètes ou exécutants qui sont ressortissants d'un Etat contractant et dont les exécutions ont lieu dans un autre Etat contractant devraient avoir dans ce dernier Etat les mêmes droits que les artistes interprètes ou exécutants nationaux (doc. 29). Les opinions ont été partagées quant à la question de savoir s'il s'agissait là d'une situation véritablement internationale, étant donné que, d'une part, l'artiste interprète ou exécutant ne serait pas ressortissant de l'Etat où la protection est demandée, mais que, d'autre part, le lieu de l'exécution serait le même que celui où la protection est demandée. En raison des doutes exprimés par certaines délégations, cette proposition a été retirée.

Phonogrammes protégés (Article 5)

En ce qui concerne la protection des producteurs de phonogrammes, le Projet de La Haye faisait une différence entre les phonogrammes publiés et les phonogrammes non publiés. Aux termes de ce projet, un Etat contractant aurait été tenu de protéger les phonogrammes publiés lorsque leur première publication avait eu lieu sur le territoire d'un autre Etat contractant, et les phonogrammes non publiés lorsque leur fixation avait eu lieu sur le territoire d'un autre Etat contractant, sous réserve que le producteur soit ressortissant d'un Etat contractant.

Selon la Convention telle qu'elle a été adoptée, les cas dans lesquels les phonogrammes doivent être protégés sont quelque peu différents. Sauf certaines exceptions, l'article 5 dispose que chaque Etat contractant est tenu d'accorder le

traitement national dans chacun des trois cas suivants: *a)* lorsque le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant; *b)* lorsque la première fixation a été réalisée dans un autre Etat contractant; et *c)* lorsque le phonogramme a été publié pour la première fois dans un autre Etat contractant.

Plusieurs délégations ont déclaré ne pas être disposées à accorder la protection sur la base du critère de la fixation. Plusieurs autres ont en même temps déclaré que leur pays ne pourrait accepter le critère de la première publication (notamment la France, doc. 51). Une solution de compromis a été finalement trouvée. Selon cette solution, dont résulte le paragraphe 3 de l'article 5, chaque Etat contractant peut formuler une réserve à l'effet de ne pas appliquer le critère de la publication ou, au contraire, celui de la fixation. Un même Etat ne peut exclure simultanément l'application de l'un et de l'autre de ces deux critères; l'application du critère de la nationalité ne peut être exclue par aucun Etat (voir toutefois l'article 17).

En ce qui concerne les phonogrammes *publiés*, cette disposition signifie qu'il peut exister trois catégories d'Etats contractants, à savoir:

- 1° ceux qui ne font pas de déclaration au titre du paragraphe 3; ils sont tenus de protéger les phonogrammes publiés lorsque l'un quelconque des trois critères (nationalité, publication ou fixation) est satisfait;
- 2° ceux qui, par une déclaration faite au titre du paragraphe 3, excluent l'application du critère de la publication; ils sont tenus de protéger les phonogrammes publiés lorsque l'un quelconque des deux critères restants (nationalité ou fixation) est satisfait;
- 3° ceux qui, par une déclaration faite au titre du paragraphe 3, excluent l'application du critère de la fixation; ils sont tenus de protéger les phonogrammes publiés lorsque l'un ou l'autre des deux critères restants (nationalité ou publication) est satisfait.

En ce qui concerne les phonogrammes *non publiés*, le critère de la publication est évidemment exclu. Dans ce cas, la disposition signifie donc qu'il peut exister deux catégories d'Etats contractants, à savoir:

- 1° ceux qui ne font pas de déclaration au titre du paragraphe 3. Ils sont tenus de protéger les phonogrammes non publiés lorsque l'un ou l'autre des deux critères (nationalité ou fixation) est satisfait;
- 2° ceux qui, par une déclaration faite au titre du paragraphe 3, excluent l'application du critère de la fixation. Ils sont tenus de protéger les phonogrammes non publiés lorsque le critère de la nationalité est satisfait et dans ce cas seulement.

En ce qui concerne les phonogrammes publiés, ce compromis n'a pas donné satisfaction à un certain nombre de pays, notamment à ceux qui ont adopté récemment une législation reconnaissant uniquement le critère de la fixation. Ils ont proposé un amendement qui aurait eu pour effet de permettre à tout Etat contractant de n'appliquer que le critère de la fixation (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède, doc. 59). Ce projet d'amendement a été rejeté, mais un autre amendement a été proposé quelques jours plus tard

par le Royaume-Uni (doc. 110), afin d'obtenir le même résultat. Cet amendement donnait la possibilité d'appliquer uniquement le critère de la fixation non plus à tout Etat contractant, mais seulement à ceux dont la législation déjà en vigueur le 26 octobre 1961 reposerait uniquement sur le critère de la fixation. Cet amendement a été adopté, et la disposition correspondante est incluse dans l'article 17.

Le paragraphe 2 de l'article 5 a trait à la «publication simultanée». Il dispose que, même si la première publication a eu lieu dans un Etat non contractant, le phonogramme est considéré comme ayant été publié pour la première fois dans un Etat contractant lorsqu'il l'a été également dans un Etat contractant trente jours au plus après la première publication.

Cette règle de la «publication simultanée» figurait déjà dans le Projet de La Haye. L'Argentine, la France, l'Italie et la Yougoslavie se sont élevées contre cette disposition, car, à leur avis, la définition de la «publication» était plus étroite dans le Projet de La Haye que dans la Convention. Tandis que le Projet définissait la publication comme la multiplication d'exemplaires du phonogramme et la mise à la disposition du public de ces exemplaires en quantité suffisante, la Convention ne fait mention que de la mise à la disposition du public, mais ne dit rien de la multiplication. D'autres délégations ont cependant estimé que les deux textes répondaient à la même intention, la multiplication n'étant mentionnée dans celui de La Haye que pour souligner qu'il doit s'agir d'un certain nombre d'exemplaires.

Emissions protégées (Article 6)

Le paragraphe 1 de l'article 6 dispose que chaque Etat contractant est tenu d'accorder le traitement national aux organismes de radiodiffusion dans l'un ou l'autre des cas suivants: *a)* lorsque le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant, et *b)* lorsque l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire d'un autre Etat contractant. Le paragraphe 2 du même article prévoit, en résumé, qu'un Etat contractant peut se réserver le droit de ne protéger les émissions que si la condition de nationalité et la condition de territorialité sont remplies *l'une et l'autre*.

Au cours du débat, il a été décidé que l'Etat sur le territoire duquel est situé «le siège social de l'organisme de radiodiffusion» sera entendu comme signifiant l'Etat en vertu de la législation duquel cette personne morale a été constituée. Dans le texte français, «siège social» doit donc être entendu comme l'équivalent de «siège statutaire» et il a également été décidé que ladite personne morale peut être ce qu'on appelle dans certains pays d'Europe «*offene Handelsgesellschaft*» ou «*Kommanditgesellschaft*».

Protection minimum des artistes interprètes ou exécutants (Article 7)

Le paragraphe 1 de cet article contient une définition de la protection minimum accordée aux artistes interprètes ou exécutants. La première phrase dispose que la protection prévue par la Convention en faveur des artistes interprètes

ou exécutants «devra permettre de mettre obstacle» à certains actes faits sans leur consentement. L'expression citée a soulevé des objections de la part de plusieurs délégations. La Tchécoslovaquie a proposé (doc. 31) de la remplacer par l'expression «contiendra le droit d'autoriser ou d'interdire», formule utilisée dans les premières phrases des dispositions correspondantes énumérant les droits minimums des producteurs de phonogrammes (art. 10) et des organismes de radiodiffusion (art. 13). La Conférence a néanmoins décidé de conserver l'expression utilisée dans le Projet de La Haye. Il a été entendu que l'emploi de cette expression avait pour objet de permettre à des pays tels que le Royaume-Uni de continuer à assurer la protection des artistes interprètes ou exécutants en vertu du droit pénal.

Il a été décidé que les actes énumérés dans ce paragraphe requièrent le consentement de l'artiste interprète ou exécutant. En conséquence, l'institution d'un régime de licence obligatoire serait incompatible avec la Convention; dans un tel régime, en effet, un artiste interprète ou exécutant ne pourrait empêcher les actes en question et devrait les tolérer.

La question a été posée de savoir s'il y avait lieu d'utiliser dans la Convention l'expression «exécution directe» (en anglais «live performance», en espagnol «ejecución directa»). Cette expression est ambiguë pour plusieurs raisons: premièrement, le mot «live» en anglais n'a pas tout à fait le même sens que le mot «direct» en français ou «directa» en espagnol; deuxièmement, une exécution qui est *directe* pour l'exécutant peut ne pas être directe pour le public; troisièmement, on ne donne pas exactement le même sens à ces termes dans tous les pays. Plusieurs essais tendant à adopter une définition n'ont pas été couronnés de succès et il a été finalement convenu de ne pas employer cette expression dans le texte de la Convention.

En ce qui concerne l'alinéa *a*) du paragraphe 1, le Royaume-Uni a proposé (doc. 20) d'en éliminer toute mention de la communication au public des exécutions directes. Au cours du débat, il a été indiqué que la communication au public ou la fixation des exécutions directes n'entraîne pas normalement le franchissement de frontières nationales; par conséquent, il n'était pas nécessaire de prévoir des dispositions à cet effet dans une convention qui ne s'applique qu'à des situations internationales. Bien que reconnaissant que les cas de ce genre seront sans doute rares, la Conférence ne les a pas considérés comme se trouvant en dehors du domaine du possible. Elle a donc refusé d'éliminer cette mention.

En ce qui concerne l'alinéa *b*) du paragraphe 1, l'Autriche a proposé que le consentement de l'artiste interprète ou exécutant soit nécessaire non seulement dans le cas de la fixation d'une exécution directe radiodiffusée, mais aussi dans celui de la fixation d'une exécution directe communiquée au public par tout autre moyen (doc. 63). Cette proposition a été adoptée, et le texte du paragraphe 1 *b*) de l'article 7, tel qu'il a été modifié, a l'effet souhaité par l'Autriche.

Une proposition de la République fédérale d'Allemagne (doc. 74) tendait à exiger le consentement de l'artiste interprète ou exécutant dans le cas d'une réémission de son exécution directe. Elle a été retirée, car la question de la réémission est, dans une large mesure, traitée au paragraphe 2.

Le texte du Projet de La Haye correspondant à l'alinéa *c*) du paragraphe 1 prévoyait que le consentement de l'artiste interprète ou exécutant serait nécessaire, pour la reproduction d'une fixation de son exécution, dans trois cas précis. Les Etats-Unis d'Amérique ont proposé (doc. 80) que ce consentement soit nécessaire dans tous les cas, et pas seulement dans les trois cas bien déterminés. Cette proposition ayant été repoussée, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé (doc. 80) de prévoir un quatrième cas — ce qui aurait eu pour effet de rendre nécessaire le double consentement du producteur du phonogramme et de l'artiste interprète ou exécutant lorsqu'un phonogramme portant une fixation de l'exécution de ce dernier est reproduit par une personne autre que celle qui a obtenu une licence à cet effet du producteur autorisé. Cette proposition n'a pas été acceptée par la Conférence, la majorité estimant qu'en pareil cas il suffisait de donner le droit de reproduction au producteur du phonogramme, dont on pouvait attendre qu'il fasse respecter son droit si des reproductions étaient faites sans autorisation. L'idée a été émise que les cas où, pour une raison quelconque, le producteur n'aurait pas la volonté ou la possibilité de défendre son droit seraient probablement si peu nombreux qu'il n'était pas nécessaire de les prévoir par la disposition sur la protection minimum des artistes interprètes ou exécutants.

Le texte de La Haye correspondant aux dispositions du paragraphe 1 *c*) (i) prévoyait que le consentement de l'artiste interprète ou exécutant serait requis pour la reproduction d'une fixation si la fixation originale était «illicite». Sur la proposition de l'Autriche (doc. 63) le mot «illicite» a été remplacé par «faite sans leur consentement», c'est-à-dire sans le consentement des artistes interprètes ou exécutants. Il a cependant été entendu que, lorsque la législation nationale d'un pays, en vertu de l'article 15, n'exige pas le consentement dans le cas d'une fixation, le paragraphe 1 *c*) (i) ne s'applique pas et que seul le paragraphe 1 *c*) (iii) de l'article 7 est applicable.

Le paragraphe 1 *c*) (ii) conserve l'essentiel des dispositions correspondantes du Projet de La Haye. Il prévoit que les artistes interprètes ou exécutants doivent avoir la possibilité de mettre obstacle à la reproduction d'une fixation, lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement. Une proposition du Royaume-Uni (doc. 20) aurait limité l'application de ces dispositions aux cas où la fixation originale est faite à d'autres fins que la réalisation de phonogrammes destinés au commerce, mais elle n'a pas été adoptée. Une proposition autrichienne (doc. 63) a été rejetée, ainsi qu'une proposition tchécoslovaque (doc. 128) présentée en séance plénière. Cette dernière proposition tendait à rendre le consentement des artistes interprètes ou exécutants nécessaire seulement «lorsque la reproduction d'une fixation faite aux fins de radiodiffusion est utilisée à des fins radiophoniques autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement». Il a notamment été objecté à cette proposition qu'elle aurait pour effet d'exclure la possibilité d'empêcher la reproduction sur une piste sonore de film cinématographique d'une fixation pour laquelle l'artiste aurait donné son consentement en vue de la réalisation de disques commerciaux. La possibilité de

mettre obstacle à un tel acte figure parmi les cas dans lesquels la Convention telle qu'elle a été adoptée offre une protection.

La Conférence a rejeté une proposition de l'Autriche (doc. 63) ayant pour objet de protéger les artistes interprètes ou exécutants contre la mise en circulation de reproductions sans leur autorisation, ainsi qu'une proposition de la Pologne (doc. 41) qui aurait permis de remplacer l'obligation d'obtenir le consentement de l'artiste interprète ou exécutant par un régime de licence obligatoire.

Les alinéas (1) et (2) du paragraphe 2 prévoient qu'un Etat contractant peut régler par sa législation nationale certaines questions en faveur des organismes de radiodiffusion lorsque l'artiste interprète ou exécutant a consenti à la radiodiffusion, ou lorsqu'il s'agit de l'utilisation par l'organisme de radiodiffusion, de fixations faites aux fins d'émission. Les Etats-Unis d'Amérique ont proposé (doc. 81) de supprimer ces dispositions qui figuraient aussi dans le Projet de La Haye. Il leur paraissait que les questions concernant la réémission, les fixations aux fins d'émission et l'utilisation de ces fixations devaient être réglées par voie de contrats librement négociés entre les artistes interprètes ou exécutants et les organismes de radiodiffusion. La proposition de suppression n'a pas été acceptée, mais le principe de la primauté des contrats librement consentis a été inscrit dans une disposition nouvelle, qui constitue maintenant l'alinéa (3) du paragraphe 2.

Ce nouvel alinéa, rédigé sur la base d'une proposition du Royaume-Uni (doc. 77) dispose que la législation nationale, dans les cas visés aux alinéas (1) et (2), ne saurait avoir pour effet de priver les artistes interprètes ou exécutants de la capacité de régler, par voie contractuelle, leurs relations avec les organismes de radiodiffusion. Il a été entendu, au cours du débat, que, dans ce contexte, le terme «contrat» désigne aussi les conventions collectives et les décisions d'une commission d'arbitrage, lorsque l'arbitrage est le mode de règlement s'appliquant normalement entre les artistes interprètes ou exécutants et les organismes de radiodiffusion.

L'Autriche a proposé (doc. 63) d'insérer dans cet article une disposition visant les cas dans lesquels un artiste interprète ou exécutant a transféré ses droits à une personne physique ou morale. Cette proposition aurait permis à l'artiste interprète ou exécutant se trouvant dans une telle situation, de continuer à exercer lui-même les droits s'il en a besoin pour pouvoir remplir un engagement qu'il a accepté pour l'enregistrement ou la radiodiffusion. Certaines délégations ont objecté à cette proposition qu'elle est contraire au principe de la liberté des contrats, car elle signifie soit que les artistes interprètes ou exécutants ont le droit de répudier leur contrat, soit que leur liberté de contracter est limitée. La proposition a été rejetée.

Exécutions collectives

(Article 8)

Le Projet de La Haye prévoyait que tout Etat contractant pourrait, par sa législation nationale, déterminer les conditions dans lesquelles les artistes interprètes ou exécutants exerceraient leurs droits lorsque plusieurs d'entre eux parti-

cipent à une même exécution. La discussion a mis en relief l'importance de cette disposition, étant donné que la plupart des exécutions nécessitent la participation de deux ou plusieurs artistes interprètes ou exécutants.

Plusieurs propositions ont été présentées pour demander que ces droits soient exercés «collectivement» ou «en commun» et que les Etats contractants soient non pas autorisés à légiférer sur cette question, mais tenus de le faire (Belgique, doc. 66; Monaco, doc. 32; appuyés par la France et le Portugal). Mais, après discussion, ces propositions ont été retirées.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé d'abord que la législation nationale n'intervienne que si les membres du groupe étaient incapables de s'entendre entre eux quant à l'exercice collectif de leurs droits (doc. 82). Cette proposition a suscité des objections de la part de plusieurs délégations, parce qu'elle empêcherait les Etats de régler la question en général; elles ont souhaité qu'une réglementation nationale puisse être adoptée, qu'il y ait ou non conflit entre les membres d'un orchestre ou d'un autre ensemble. Mise aux voix, la proposition a été rejetée.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a alors suggéré (doc. 101) de restreindre la portée de la législation nationale en la matière. Selon cette proposition, la disposition indiquerait clairement que la législation nationale ne peut pas déterminer toutes les conditions dans lesquelles ces droits seront exercés, mais doit se borner à régler la manière dont les membres d'un groupe sont *représentés* lorsqu'ils exercent leurs droits. La discussion a fait apparaître que l'emploi de l'expression «conditions d'exercice des droits» pourrait être malencontreux en raison du sens donné à cette expression — particulièrement en liaison avec la Convention de Berne sur le droit d'auteur, où elle est employée par euphémisme pour désigner les licences obligatoires.

Le texte du Projet de La Haye, amendé conformément à cette deuxième proposition, a été adopté et constitue l'article 8 de la Convention.

Artistes de variétés

(Article 9)

Ainsi qu'il a été dit à propos de l'article 3, les «artistes interprètes ou exécutants» ont été définis comme des personnes exécutant des œuvres littéraires ou artistiques. Cette définition a donné lieu à une discussion, certains délégués estimant que la Convention doit s'étendre à tous les artistes interprètes ou exécutants — et même à ceux qui n'exécutent pas des «œuvres». D'autres délégations, dont l'avis devait prévaloir, ont jugé que la Convention ne devrait pas rendre la protection obligatoire dans le cas des «exécutions» qui ne sont pas des exécutions d'«œuvres». Cette précision leur a paru nécessaire pour éviter des difficultés d'ordre pratique, le terme «exécution» ayant de nombreuses acceptions différentes dans le langage courant.

La Conférence a décidé d'adopter une disposition conventionnelle prévoyant — comme il avait été fait en des termes un peu différents dans le Projet de La Haye — que tout Etat contractant pourra, par sa législation nationale, étendre la protection prévue par la Convention aux «artistes»

qui n'exécutent pas des œuvres littéraires ou artistiques. Certaines délégations ont exprimé l'avis que cette disposition était superflue, attendu que, même en l'absence d'une telle disposition, un Etat pourrait protéger cette catégorie d'artistes sur le plan national s'il le désirait. D'autres ont estimé que cette disposition n'était pas inutile, car elle rappellerait aux pays qu'ils ne sont pas tenus de limiter la protection aux artistes interprètes ou exécutants d'œuvres littéraires ou artistiques. De l'avis général, l'article 9 s'applique aussi au cas des artistes de variétés qui n'exécutent pas des œuvres.

Droit de reproduction des producteurs de phonogrammes (Article 10)

Le Projet de La Haye prévoyait que les producteurs de phonogrammes jouiraient du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction «de leurs phonogrammes et de leurs phonogrammes radiodiffusés».

A la suite de propositions présentées par l'Autriche (doc. 76), la Belgique (doc. 70), le Danemark (doc. 62) et le Portugal (doc. 88), la Convention emploie les termes de «reproduction directe ou indirecte» des phonogrammes. Il a été entendu que la reproduction directe ou indirecte comprend notamment la reproduction: a) par fabrication d'une matrice et par pressage; b) par enregistrement des sons produits en faisant tourner un phonogramme déjà existant; c) par enregistrement des sons produits par un appareil récepteur captant l'émission radiophonique d'un phonogramme.

La Belgique a proposé que le droit de reproduction vise à la fois la reproduction partielle et la reproduction totale du phonogramme (doc. 70). Cet amendement a paru superflu, car la protection contre la reproduction, ne faisant l'objet d'aucune restriction, doit être interprétée comme comprenant la protection contre la reproduction partielle du phonogramme. Il a été entendu que la même interprétation doit s'appliquer à la reproduction d'autres fixations et être comprise comme s'étendant aux artistes interprètes ou exécutants et aux organismes de radiodiffusion aussi bien qu'aux producteurs de phonogrammes.

L'Autriche a proposé que la Convention prévoie le droit pour les producteurs de phonogrammes d'interdire la mise en circulation de leurs phonogrammes sans leur consentement ou hors des limites de ce consentement (doc. 76). Le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède (doc. 24) et l'Inde (doc. 50 et 104) ont proposé que la Convention interdise l'importation dans un Etat contractant d'exemplaires qui auraient été illicites s'ils avaient été produits dans cet Etat contractant. On a objecté à ces propositions que même les conventions sur le droit d'auteur ne reconnaissent pas de tels droits — dans le cas des livres par exemple. Il a paru que cette question devait être laissée à la discrétion des Etats contractants, et ces propositions n'ont pas été approuvées.

Le Portugal a proposé que la Convention n'accorde pas la protection contre la reproduction lorsqu'il s'agit d'une reproduction faite «par des organismes de radiodiffusion pour des raisons techniques» (doc. 88). Cette proposition a été criti-

quée parce qu'elle était trop vague et trop générale, et considérée comme superflue parce que la législation nationale peut pourvoir à la plupart des besoins auxquels elle visait à répondre. En effet, une autre disposition de la Convention (art. 15) donne aux Etats la faculté de permettre la reproduction sans autorisation dans le cas des fixations éphémères faites par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses propres émissions.

Formalités (Article 11)

Le Projet de La Haye prévoyait essentiellement que, lorsque la législation nationale d'un Etat contractant exige, à titre de condition de la protection des phonogrammes, l'accomplissement de formalités, ces exigences seront considérées comme satisfaites si tous les exemplaires dans le commerce du phonogramme publié portent une mention établie dans une forme spéciale. Cette mention devait être composée du symbole \textcircled{P} , accompagné de l'indication du pays et de l'année de la première publication.

L'Autriche (doc. 58) et les Etats-Unis d'Amérique (doc. 86) ont, entre autres, proposé que cette mention puisse être apposée sur l'étui des exemplaires du phonogramme au lieu de l'être sur les exemplaires eux-mêmes. Cette modification a été acceptée. Voir également une proposition formulée en des termes analogues par la Tchécoslovaquie (doc. 31).

L'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique ont également proposé de ne pas exiger que le nom de l'Etat contractant où la première publication a eu lieu figure dans la mention, ce qui a été également accepté.

La Conférence a adopté une autre proposition des Etats-Unis d'Amérique tendant à ce que la mention ne contienne les noms des titulaires des droits du producteur et des artistes interprètes ou exécutants que lorsque les exemplaires ou leurs étuis n'indiquent pas le producteur et les principaux artistes interprètes ou exécutants. Dans la pratique, ces deux indications étant généralement données sur les exemplaires ou sur les étuis, la mention ne comprendra donc le plus souvent que le symbole \textcircled{P} et l'année de première publication.

A la suite d'une proposition de la République fédérale d'Allemagne, on a amendé la proposition de façon à préciser que, lorsque les titulaires du droit doivent être indiqués dans la mention, la question de savoir qui est le titulaire sera résolue d'après la législation et la situation existant dans le pays où la fixation du phonogramme a été faite. Ainsi modifiée, la proposition des Etats-Unis d'Amérique est devenue l'article 11 de la Convention.

De l'accord général, cet article n'oblige pas les Etats contractants à promulguer une législation nationale subordonnant à des formalités la protection des artistes interprètes ou exécutants ou des enregistreurs en ce qui concerne les phonogrammes. Il a été de même clairement entendu que, dans les pays n'exigeant pas de formalités à titre de protection, celle que prévoit la Convention doit être accordée même si le phonogramme ne porte pas la mention spécifiée par cette dernière.

Utilisations secondaires de phonogrammes

(Article 12)

La question des dispositions de la Convention relatives à ce qu'on appelle les utilisations secondaires était incontestablement la plus difficile de celles qui se posaient à la Conférence. «Utilisations secondaires» est une expression générale qui ne se trouve pas dans la Convention mais qui est employée ici pour désigner l'utilisation des phonogrammes pour la radiodiffusion et la communication au public.

Le Projet de La Haye prévoyait, pour l'essentiel, que, lorsqu'un phonogramme publié à des fins commerciales est utilisé directement pour la radiodiffusion ou pour toute communication au public, une rémunération équitable et unique doit être versée par l'utilisateur aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux deux. En même temps, le Projet de La Haye autorisait les Etats contractants à refuser d'accorder ce droit à rémunération soit *in toto*, soit en ce qui concerne l'une quelconque des utilisations indiquées.

D'autre part, un projet antérieur — le Projet de Monaco datant de 1957 — n'imposait aucune obligation aux Etats contractants d'accorder une protection contre les utilisations secondaires.

Il a été expliqué à plusieurs reprises au cours de la Conférence que les deux projets pouvaient avoir dans la pratique exactement le même effet, puisqu'un Etat contractant ne serait pas tenu d'accorder, aux termes de l'un quelconque des projets, une protection contre les utilisations secondaires. Les deux projets diffèrent seulement par la manière d'aborder la question. Dans le Projet de La Haye, la protection contre les utilisations secondaires est de règle, mais peut être évitée si l'Etat contractant fait une réserve à cet effet; d'après le Projet de Monaco, aucune réserve n'est nécessaire.

Les deux projets ont un autre point commun: ils autorisent tous les deux l'Etat contractant qui accorde la protection contre les utilisations secondaires par sa législation nationale à refuser une telle protection aux phonogrammes provenant de pays qui ne lui accordent pas la réciprocité en la matière.

Les arguments exposés au cours de la présente Conférence en faveur du Projet de La Haye ou du système de Monaco ont été axés sur la question de savoir si la Convention doit établir le principe de l'obligation de rémunération pour les utilisations secondaires.

La délégation des Pays-Bas a proposé (doc. 38) que le système du Projet de Monaco soit adopté. Elle a expliqué qu'à son avis une obligation générale d'accorder la protection contre les utilisations secondaires n'était pas «suffisamment justifiée, ni par des considérations d'équité, ni par des considérations d'ordre social ou économique». Des propositions dans le même sens ont été présentées par la France (doc. 71) et par le Portugal (doc. 73). En commentant sa proposition, la délégation française a insisté sur la diversité des situations économiques et des lois existant dans les différents pays. Ces propositions, lors de leur discussion par le Groupe de travail, ont été appuyées par le Japon, Monaco, la Tunisie et la Yougoslavie.

La solution du Projet de La Haye a été, au contraire, appuyée par la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, l'Inde, le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie.

Le Groupe de travail a rejeté la solution envisagée dans le Projet de Monaco par 14 voix contre, 12 voix pour et 10 abstentions. Ensuite, une solution conforme dans ses grandes lignes au Projet de La Haye a été approuvée par 24 voix contre 8, avec 3 abstentions.

La question a été reprise à la Commission principale quelques jours plus tard, sur la base d'une proposition commune de la France, des Pays-Bas et du Portugal (doc. 108). Le système envisagé dans le Projet de La Haye a été adopté par la Commission par 21 voix contre 11, avec 4 abstentions.

Lorsque la même question a été soumise à la Conférence en séance plénière, celle-ci a adopté le système du Projet de La Haye par 20 voix (République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Cambodge, Chili, Congo [Léopoldville], Cuba, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Mauritanie, Mexique, Pérou, Pologne, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie), contre 8 (France, Japon, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, République Sud-africaine, Tunisie, Yougoslavie), avec 9 abstentions (Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse). La majorité des deux tiers requise pour l'adoption de toute disposition en séance plénière ayant été atteinte, la question s'est trouvée réglée. La proposition commune de la France, des Pays-Bas et du Portugal (doc. 108) n'a donc pas été mise aux voix.

En ce qui concerne les bénéficiaires de la protection contre les utilisations secondaires, plusieurs amendements ont été proposés. La Belgique a suggéré (doc. 65) que la rémunération soit toujours versée au producteur du phonogramme, qui serait ensuite tenu de la partager avec les artistes interprètes ou exécutants. Cette proposition a été rejetée.

L'Argentine a proposé (doc. 85) que la protection soit accordée dans chaque Etat soit aux artistes interprètes ou exécutants, soit à ces artistes et aux organismes de radiodiffusion. Cette proposition a été appuyée par la Tchécoslovaquie et par le Mexique. Plusieurs délégations ayant déclaré que la proposition empêcherait leur pays d'adopter la Convention, l'Argentine a retiré sa proposition; celle-ci a été reprise par la suite par Cuba, mais rejetée à la majorité. Une proposition du Royaume-Uni (doc. 20) tendant à insérer le mot «ou» entre les mots «aux artistes interprètes ou exécutants» et «aux producteurs de phonogrammes» dans le Projet de La Haye a été adoptée. Ainsi, il est maintenant évident qu'un Etat contractant peut choisir l'une quelconque des trois possibilités suivantes: a) accorder le droit à une rémunération équitable aux seuls artistes interprètes ou exécutants, b) l'accorder aux seuls producteurs de phonogrammes, ou c) l'accorder à la fois aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes.

Il est bien entendu que l'article 12 doit être considéré conjointement avec l'article 16, disposition ayant trait aux réserves admises par la Convention dont il est question à l'endroit approprié. A la Commission principale, les délégations italienne et polonaise ont présenté une motion d'ordre et demandé que les articles 12 et 16 soient mis aux voix con-

jointement. Puisque cela n'a pas été possible, la délégation italienne a déclaré à la Commission principale qu'elle ne pourrait pas voter sur l'article 12 sans le lier à l'article 16.

Au cours des discussions, il a été souligné à plusieurs reprises que, comme il résulte d'ailleurs clairement du texte lui-même, cette disposition ne s'applique pas à toutes les catégories de phonogrammes. Elle s'applique uniquement aux phonogrammes publiés et seulement si leur publication a été faite à des fins commerciales. Il a également été souligné que l'utilisation des phonogrammes pour la radiodiffusion doit être une utilisation directe pour relever de cette disposition. L'utilisation par voie de réémission, par exemple, ne serait pas une utilisation directe. Cependant, le simple fait pour un organisme de radiodiffusion, d'enregistrer sur bande un disque commercial et de diffuser cette bande ne constituerait pas une utilisation indirecte.

Protection minimum des radio-émissions

(Article 13)

Comme le faisait le Projet de La Haye, la Convention prévoit que les organismes de radiodiffusion jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la réémission de leurs émissions. La définition du terme «réémission» figure à l'article 3.

La Convention dispose également que les organismes de radiodiffusion ont le droit d'autoriser la fixation sur un support matériel de leurs émissions. A ce sujet, l'Autriche (doc. 89) et la Suisse (doc. 92) ont proposé de préciser dans la Convention que l'interdiction de fixer une émission télévisée inclut l'interdiction de photographier l'émission. La Conférence a décidé que l'interdiction de fixer une émission inclut celle de fixer une partie de l'émission. Elle s'est refusée cependant à prendre position sur la question de savoir si une photographie d'une émission télévisée constitue ou non une partie de l'émission, et elle a décidé de réserver la réglementation de cette question à la législation nationale de chaque Etat contractant.

Le Projet de La Haye prévoyait que la reproduction de fixations d'une émission serait interdite lorsque la fixation était «illicite». Sur la proposition de l'Autriche (doc. 89), le terme «illicite» a été remplacé, comme dans le cas de l'article 7, par l'expression «faites sans leur consentement». Il a également été décidé qu'à l'instar de l'article 7, l'article 13 c) (ii) — plutôt que l'article 13 c) (i) — s'appliquerait dans des cas où, aux termes de l'article 15, la fixation a été faite sans le consentement de l'organisme de radiodiffusion.

La Convention, comme le faisait le Projet de La Haye, accorde aux organismes de radiodiffusion un droit de réception publique de télévision, c'est-à-dire le droit d'interdire la communication au public de leurs émissions de télévision lorsque la communication est faite dans des lieux accessibles au public et que le paiement d'un droit d'entrée est demandé. Des propositions ont été faites en vue de supprimer cette protection minimum, mais elles n'ont pas été adoptées par la Conférence. (Voir toutefois l'article 16, qui admet des réserves quant à cette disposition.)

La Suisse a proposé (doc. 92) que ce droit soit accordé chaque fois que la communication au public est faite «dans un dessein de lucre», cette expression étant destinée à rem-

placer «moyennant paiement d'un droit d'entrée». L'Autriche a proposé (doc. 89) que la protection s'applique chaque fois que la communication au public est faite dans des lieux accessibles à ce dernier, qu'il soit ou non appelé à acquitter un droit d'entrée. Après discussion, ces propositions ont cependant été retirées.

Enfin, l'Autriche a proposé que les organismes de radio-diffusion aient le droit d'autoriser la mise en circulation d'exemplaires de fixations de leurs radio-émissions. Cette proposition n'a pas été adoptée par la Conférence, pour des raisons analogues à celles qui sont exposées lors de l'examen de l'article 10.

Durée minimum de la protection

(Article 14)

L'article du Projet de La Haye sur la durée de protection établissait des délais minimums et prévoyait que cette durée devait être déterminée par la législation du pays où la protection était demandée. Elle contenait aussi une disposition relative à la «comparaison des délais», selon laquelle aucun pays n'est obligé d'accorder une durée de protection plus longue que celle qui est fixée par la législation du pays d'origine.

La Conférence a jugé que ces deux dernières dispositions étaient superflues et ne les a pas fait figurer dans la Convention.

En effet, il n'est pas besoin de prévoir que la durée de la protection est fixée par la législation du pays où la protection est demandée, puisque cela résulte déjà de la disposition sur le traitement national.

En ce qui concerne la comparaison des délais, la Conférence a abouti à la conclusion que cette disposition ne pourrait être importante que dans le seul cas de la protection contre les utilisations secondaires. La Conférence a toutefois constaté que ce cas est suffisamment couvert par le paragraphe 1 a) (iv) de l'article 16, qui autorise expressément la réciprocité matérielle en ce qui concerne la durée de la protection. Pour ce qui est du droit de reproduction des fixations, une disposition sur la comparaison des délais n'a pas non plus été jugée indispensable, principalement parce que, dans la plupart des pays, la reproduction illicite est un acte de concurrence déloyale pour lequel il n'existe pas de limites de durée bien définies.

Quant à la durée minimum, deux questions devaient être décidées: a) quelle est la longueur de cette période, et b) quel est son point de départ.

En ce qui concerne la durée, le Projet de La Haye prévoyait un minimum de 20 ans. La Pologne a proposé 10 ans (doc. 41), l'Autriche 30 ans (doc. 90) et les Etats-Unis d'Amérique 25 ans avec possibilité de renouvellement pour une seconde période de 25 ans (doc. 102). La Tchécoslovaquie a proposé 20 ans pour les exécutions et 10 pour les phonogrammes et les radio-émissions (doc. 107). Aucune de ces propositions n'a été retenue et, comme le Projet de La Haye, la Convention fixe la durée minimum de la protection à 20 ans.

Quant au point de départ, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède ont proposé que, dans le cas des phonogrammes, la durée minimum soit comptée à

partir de la fixation, que le phonogramme ait ou non été publié (doc. 24). Cette proposition, adoptée avec une légère modification, est devenue l'alinéa *a*) de l'article 14. Ce point de départ s'applique aux phonogrammes et aux exécutions fixées sur ceux-ci. Pour les exécutions qui ne sont pas fixées sur phonogrammes, le point de départ est la date à laquelle l'exécution a eu lieu [art. 14 *b*)] pour les émissions celle à laquelle l'émission a eu lieu [art. 14 *c*)].

En séance plénière, la Tchécoslovaquie a proposé que la Convention ne prévoie pas de durée minimum de protection *a*) pour les exécutions non fixées sur phonogramme et *b*) pour les émissions (doc. 128). Cette proposition a été toutefois rejetée, plusieurs délégations ayant exprimé l'avis que, si elle était adoptée, aucune durée minimum de protection ne serait prévue pour les fixations d'images ou d'images et de sons provenant d'exécutions et pour les fixations de radio-émissions.

Exceptions autorisées (Article 15)

Le paragraphe 1 de cet article autorise, comme le faisait le Projet de La Haye, tout Etat contractant à prévoir dans sa législation nationale des exceptions à la protection garantie par la Convention. Ces exceptions visent *a*) les utilisations privées, *b*) l'utilisation de courts fragments à l'occasion du compte rendu d'un événement d'actualité, *c*) les fixations éphémères faites par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses propres émissions, et *d*) les utilisations destinées uniquement à des fins d'enseignement. Dans le dernier cas mentionné, la Conférence a ajouté, sur la base d'une proposition de l'Inde, les utilisations destinées uniquement à des fins de recherche scientifique.

Quant aux utilisations privées, la Suisse a proposé (doc. 75) de prévoir *ex jure conventionis* — plutôt que de laisser à la discrétion de la législation nationale — que l'utilisation d'une exécution, d'un phonogramme ou d'une radio-émission à des fins exclusivement personnelles et privées de celui qui a reproduit le phonogramme, a fixé la radio-émission captée, etc., est licite, à la condition que la reproduction du phonogramme ou la fixation ne soit pas utilisée ni mise à la disposition d'un tiers dans un dessein de lucre. La Suisse a également proposé que tout Etat contractant ait la faculté d'exclure l'application d'une telle disposition, par voie de réserve formulée au moment de son adhésion à la Convention. Cependant, elle a, après discussion, retiré sa proposition, le but envisagé pouvant également être atteint aux termes du paragraphe 1, alinéa *a*), de cet article, tel qu'il a été adopté par la Conférence.

Un certain nombre d'autres additions ont été proposées (Autriche, doc. 95; Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède, doc. 61; Pologne, doc. 41; Inde, doc. 115), mais ces propositions n'ont pas été maintenues, sans doute parce qu'un grand nombre des cas auxquels elles se seraient appliquées sont couverts par la disposition générale figurant au paragraphe 2.

Ce dernier paragraphe a été adopté sur la base d'une proposition de la République fédérale d'Allemagne (doc. 100). Il prévoit que, sans préjudice des dispositions du paragraphe

1, tout Etat contractant a la faculté de prévoir dans sa législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, des limitations de même nature que celles qui sont prévues dans cette législation en ce qui concerne le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. Ainsi, par exemple, lorsque la législation sur le droit d'auteur d'un Etat contractant admet des exceptions dans le cas des citations à des fins de critique ou des utilisations à des fins charitables, cet Etat a la faculté d'admettre les mêmes exceptions à la protection des artistes interprètes ou exécutants, producteurs de phonogrammes et organismes de radiodiffusion. Toutefois, comme il est précisé dans la dernière phrase de ce paragraphe, «des licences obligatoires ne peuvent être instituées que dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions de la présente Convention».

Réserves (Article 16)

Comme le Projet de La Haye, la Convention n'autorise de réserves que sur des dispositions bien déterminées. La Pologne a proposé (doc. 41) que la Convention autorise les Etats contractants à faire des réserves sur toutes les dispositions de la Convention, mais cette proposition n'a pas été adoptée.

L'une des réserves autorisées concerne les dispositions relatives à la protection contre les utilisations secondaires des phonogrammes (art. 12). En ce qui concerne cet article, tout Etat contractant peut faire les réserves ci-après:

- (i) Il peut déclarer qu'il n'appliquera aucune des dispositions de l'article 12. Cela constituerait une réserve totale.
- (ii) Il peut déclarer qu'il n'appliquera pas les dispositions de l'article 12 en ce qui concerne certaines utilisations. Il a été entendu à la Conférence que cette disposition signifie qu'un pays peut décider qu'il ne sera pas versé de rémunération dans le cas d'utilisations pour la radiodiffusion, dans le cas de communication au public ou dans le cas de certaines formes de radiodiffusion ou de communication au public.
- (iii) Il peut déclarer qu'il n'appliquera pas les dispositions de l'article 12, dans le cas où le producteur de phonogrammes n'est pas ressortissant d'un autre Etat contractant. Cette disposition a été adoptée sur la proposition de l'Irlande (doc. 99). Elle signifie que l'application de l'article 12 peut être refusée même si le phonogramme a été fixé ou publié pour la première fois dans un Etat contractant, du moment que la première fixation n'a pas été faite par un ressortissant d'un Etat contractant.

En outre, si un Etat, en vertu de sa législation nationale, assure une protection contre les utilisations secondaires, il peut, même lorsque le phonogramme a été fixé par un ressortissant d'un autre Etat contractant, limiter la protection à celle qui est accordée par cet autre Etat dans le même cas. Cette disposition, dite généralement clause de réciprocité matérielle, a été adoptée sur la proposition du Danemark,

de la Finlande et de la Suède (doc. 106). Elle permet à l'Etat qui formule la réserve de restreindre l'étendue de la protection qu'il accorde à celle de la protection qu'il reçoit. Cette possibilité de comparaison et de restriction s'applique également à la durée de la protection et la Convention le stipule expressément. La comparaison ne s'applique pas cependant en ce qui concerne les bénéficiaires; un Etat qui accorde la protection à la fois à l'artiste interprète ou exécutant et au producteur du phonogramme ne peut refuser la protection à un Etat qui accorde la protection uniquement à l'artiste interprète ou exécutant ou uniquement au producteur du phonogramme. De même, un Etat qui accorde la protection uniquement au producteur du phonogramme ne peut refuser la protection à un Etat qui accorde la protection uniquement à l'artiste interprète ou exécutant, et réciproquement. Cette décision a été prise par la Conférence après une discussion approfondie sur la base d'un document rédigé par un Groupe de travail spécial (doc. 119). Ce document invitait expressément la Conférence à prendre une décision au sujet de l'extension du principe de la réciprocité matérielle aux bénéficiaires.

L'autre réserve permise en vertu de l'article 16 concerne la protection que l'alinéa *d*) de l'article 13 de la Convention garantit aux organismes de radiodiffusion contre la communication au public de leurs émissions de télévision. Le Projet de La Haye permettait des réserves sur l'un quelconque des droits minimums des organismes de radiodiffusion. Cette possibilité de réserve n'est prévue dans la Convention, conformément à une proposition de la France (doc. 97), qu'en ce qui concerne la protection contre la communication au public des émissions de télévision.

Il est prévu dans la Convention que les réserves concernant l'article 12 et l'alinéa *d*) de l'article 13 peuvent être faites à tout moment et non pas seulement lors du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion. Cette disposition a pour objet de permettre à un pays de faire une réserve lorsque, après son adhésion à la Convention, une telle réserve apparaît souhaitable par suite d'une modification de sa législation nationale.

Pays appliquant le seul critère de la fixation

(Article 17)

L'article 17 autorise certains pays à appliquer le seul critère de la fixation en ce qui concerne la protection prévue à l'article 5. Cette question a été examinée ci-dessus à propos de ce dernier article.

L'article 17 autorise également les mêmes pays à substituer le critère de la fixation au critère de la nationalité, aux fins de l'alinéa *a*) (iii) et (iv) du paragraphe 1 de l'article 16.

Les deux facultés prévues à l'article 17 ne peuvent être exercées que moyennant une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette déclaration doit être déposée en même temps que l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, et pas plus tard.

Modification des réserves

(Article 18)

Cet article, fondé sur une proposition des Pays-Bas (doc. 54), autorise tout Etat qui a fait l'une des réserves prévues à d'autres articles de la Convention à en réduire la portée ou à la retirer entièrement. De telles modifications peuvent être effectuées à tout moment, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Protection des artistes interprètes ou exécutants et des organismes de radiodiffusion en ce qui concerne les fixations d'images

(Article 19)

Le Projet de La Haye garantissait une protection aux artistes interprètes ou exécutants contre la reproduction de fixations de leurs exécutions, lorsque la reproduction était faite à des fins différentes de celles pour lesquelles lesdits artistes avaient donné leur consentement. Cependant, le minimum ainsi garanti ne s'étendait pas aux reproductions de fixations d'images ou d'images et de sons telles que les films cinématographiques. En outre, le Projet de La Haye ne semblait accorder le traitement national ni aux artistes interprètes ou exécutants ni aux organismes de radiodiffusion en ce qui concerne la reproduction ou les autres utilisations de fixations d'images ou d'images et de sons.

L'Autriche (doc. 103) et la Tchécoslovaquie (doc. 128) ont présenté des propositions visant à adopter des solutions différentes, d'une part pour les œuvres cinématographiques, et, d'autre part, pour les fixations d'images ou d'images et de sons destinées à la télévision. La majorité des délégations a cependant estimé qu'une telle distinction n'était pas pratique. Présenté à la dernière séance plénière de la Conférence, le projet d'amendement tchécoslovaque a été rejeté par 22 voix contre 7 avec 8 abstentions.

L'article 19 a été adopté sur la base d'une proposition des Etats-Unis d'Amérique (doc. 105). Il prévoit que, nonobstant toutes autres dispositions de la Convention, l'article 7 cessera d'être applicable dès qu'un artiste interprète ou exécutant aura donné son consentement à l'inclusion de son exécution dans une fixation d'images ou d'images et de sons. Il a été précisé au cours du débat que l'exclusion des garanties minimums prévues à l'article 7 pour les artistes interprètes ou exécutants, dans le cas de fixations d'images ou d'images et de sons, avait une portée plus large que dans le Projet de La Haye. En revanche, l'article 19 n'affecte pas le droit des artistes interprètes ou exécutants à conclure librement des contrats en ce qui concerne la réalisation de fixations d'images ou d'images et de sons, ni leur droit à bénéficier du traitement national même en ce qui concerne de telles fixations. Cet article est analogue au Projet de La Haye en ce qu'il ne limite pas les droits des organismes de radiodiffusion quant à leurs émissions utilisant des fixations d'images ou d'images et de sons.

Non-rétroactivité de la Convention

(Article 20)

Le paragraphe 1 de cet article reprend une disposition analogue du Projet de La Haye. Il prévoit que la Convention

ne porte pas atteinte aux droits acquis dans l'un quelconque des Etats contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convention.

Le paragraphe 2 de cet article est fondé sur une proposition des Etats-Unis d'Amérique (doc. 117). Il prévoit qu'aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer les dispositions de la Convention à des exécutions ou à des émissions de radiodiffusion ayant eu lieu ou à des phonogrammes enregistrés antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convention.

Autres sources de protection

(Article 21)

Cet article dispose que la protection prévue par la Convention ne saurait porter atteinte à celle dont pourraient bénéficier autrement les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion. Cet article est fondé sur une proposition commune du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède (doc. 24).

Arrangements particuliers

(Article 22)

Aux termes de cet article fondé sur une proposition de la Belgique (doc. 96), les Etats contractants se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, mais seulement dans la mesure où ces arrangements confèrent des droits plus étendus que ceux qui sont accordés par la Convention ou ne contiennent aucune disposition contraire à la Convention.

Signature et dépôt de la Convention

(Article 23)

Le Projet de La Haye prévoyait que la Convention n'aurait d'effet qu'à l'égard des Etats parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membres de l'Union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques; il s'ensuivait qu'il était possible à un Etat de signer, de ratifier ou d'accepter la Convention, ou encore d'y adhérer, sans être partie à l'une ou à l'autre des deux conventions sur le droit d'auteur. Le Projet du Secrétariat prévoyait que tout Etat invité à la Conférence diplomatique pourrait signer la Convention, et que tout Etat ainsi invité ou qui deviendrait membre de l'Organisation des Nations Unies pourrait y accéder (pour des raisons pratiques, l'expression «accéder» sera utilisée pour couvrir la ratification, l'acceptation et l'adhésion). Des invitations à la Conférence diplomatique ont été adressées aux Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation internationale du travail (OIT), et de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Union de Berne), ainsi qu'aux Etats parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur.

Sur ce point, deux conceptions différentes se sont opposées lors des débats:

Certaines délégations considéraient qu'il était inutile de permettre à des pays qui n'étaient parties à aucune des deux conventions sur le droit d'auteur de signer la Convention nouvelle et d'y accéder, puisqu'une telle action n'aurait aucun effet. Elles proposaient qu'on exige d'un pays, avant qu'il puisse signer la Convention ou y accéder, qu'il soit partie à l'une au moins des deux conventions sur le droit d'auteur. Des propositions en ce sens ont fait l'objet d'amendements présentés par les délégations de l'Autriche (doc. 14), des Etats-Unis d'Amérique (doc. 12), de l'Inde (doc. 25, amendé oralement) et du Royaume-Uni (doc. 20), et ont découlé implicitement d'une proposition présentée par les représentants du Japon (doc. 37).

La position contraire a été défendue par les délégations de la Pologne (doc. 41) et de la Tchécoslovaquie (doc. 31, 36 et 42) qui ont en outre proposé que la Convention soit ouverte aux Etats qui ne sont parties à aucune des deux conventions sur le droit d'auteur. La délégation de la Tchécoslovaquie a aussi proposé que la Convention nouvelle soit ouverte à tout Etat, qu'il ait été ou non invité à la Conférence ou qu'il soit ou non membre de l'Organisation des Nations Unies. Après que la Conférence ait rejeté les propositions de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, la délégation de ce dernier pays a proposé (doc. 42) que la Convention soit ouverte à quelque pays que ce soit mais que les Etats contractants soient autorisés à déclarer, par le moyen de réserves, qu'ils ne seraient liés qu'avec les pays parties à l'une ou l'autre des deux conventions sur le droit d'auteur. Cette proposition a également été rejetée.

Les défenseurs du point de vue opposé, et plus particulièrement les représentants de la France et de l'Italie, ont fait valoir que les prestations des exécutants, des enregistreurs et des radiodiffuseurs impliquaient généralement l'utilisation d'œuvres littéraires ou artistiques; il était donc logique d'établir un lien entre les conventions sur le droit d'auteur et la convention nouvelle, qui est généralement connue sous le nom de «Convention sur les droits voisins», c'est-à-dire voisins au droit d'auteur. Ils ont en outre estimé qu'il ne serait pas équitable de faire bénéficier d'une protection internationale les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion d'un pays contractant si les œuvres littéraires ou artistiques qu'ils utilisent ne sont pas protégées dans ce même pays pour le motif que ce dernier n'est pas partie à l'une des deux conventions sur le droit d'auteur au moins. En réponse, les représentants de la Tchécoslovaquie et d'autres pays ont fait valoir qu'il n'y avait aucune raison, ni en logique ni en équité, d'établir un tel lien, étant donné en particulier que la Convention devait également couvrir la représentation et l'exécution d'œuvres littéraires ou artistiques déjà tombées dans le domaine public ainsi que des phonogrammes ou des émissions n'utilisant aucune œuvre littéraire ou artistique.

La majorité de la Conférence s'est prononcée en faveur de l'établissement d'un lien avec le droit d'auteur. La Convention prévoit par conséquent que, pour être autorisé à

signer la Convention, un Etat doit remplir à la fois les deux conditions suivantes:

- (i) il doit avoir été invité à la Conférence, sans être toutefois obligé d'y avoir assisté effectivement, et
- (ii) il doit être partie à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membre de l'Union internationale de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Il va de soi que les pays qui sont à la fois membres de l'Union de Berne et parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur remplissent les conditions ci-dessus.

Conformément à l'article 24 (2), un Etat non signataire peut adhérer à la Convention, qu'il ait été ou non invité à la Conférence, s'il est membre des Nations Unies et partie à l'une des deux conventions sur le droit d'auteur. Les délégations du Congo (Léopoldville), de Cuba, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ont protesté contre cette décision de la Conférence, considérant qu'elle excluerait un certain nombre de pays, qui, à leur avis, devraient être autorisés à y adhérer.

Ainsi que le Projet du Secrétariat le proposait, le texte original signé de la Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Accession

(Article 24)

Les Etats qui ont signé la Convention peuvent ultérieurement la ratifier ou l'accepter; le fait, pour un Etat, d'appeler son accession «ratification» ou «acceptation» relève de son droit interne. Par ailleurs, la Convention reste ouverte à l'«adhésion» des Etats qui ne l'auraient pas signée.

Les conditions mises à l'accession par l'article 23 ont été examinées précédemment en relation avec cet article. Les protestations de certaines délégations à ce sujet ont été réitérées lors de la discussion de l'article 24.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion doivent être déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Entrée en vigueur

(Article 25)

Le Projet du Secrétariat prévoyait que la Convention entrerait en vigueur avec la ratification de trois Etats. La délégation du Royaume-Uni (doc. 20) a exprimé l'opinion que ce chiffre était insuffisant; les Etats-Unis d'Amérique, la France et l'Italie ont proposé de le porter à douze. A la recherche d'un compromis, l'Italie a préconisé de fixer ce chiffre à neuf, tandis que la République fédérale d'Allemagne et d'autres pays marquaient leur préférence pour six ratifications. La Conférence s'est ralliée à cette dernière proposition.

La Convention entrera en vigueur, pour les six Etats qui l'auront ratifiée en premier, trois mois après la date du dépôt du sixième instrument de ratification. Pour chaque autre Etat, elle entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt, par l'Etat considéré, de son instrument d'accession.

Mise en application de la Convention

(Article 26)

Le Projet du Secrétariat contenait une disposition selon laquelle chaque Etat contractant s'engagerait à prendre, conformément aux dispositions de sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la Convention. L'Inde a proposé que les mots «les mesures nécessaires» soient remplacés par «la législation nécessaire» (doc. 116). Toutefois, la Conférence a adopté le texte contenu dans le Projet du Secrétariat, qui constitue désormais le paragraphe 1 de l'article 26.

Le paragraphe 2 de cet article reprend les termes du Projet du Secrétariat et prévoit que, au moment du dépôt de son instrument d'accession, chaque Etat doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, d'appliquer les dispositions de la Convention.

Certaines délégations ont estimé que cet article était superflu, étant donné que chaque Etat contractant doit appliquer les dispositions de la Convention et, le cas échéant, adopter les mesures nécessaires pour s'y conformer. Certaines délégations ont formulé des objections à la référence aux constitutions des Etats, étant donné qu'il est peu probable qu'un Etat adopte des dispositions non constitutionnelles; elles ont également estimé que le paragraphe 2 était inutile puisque, si des mesures d'application étaient nécessaires, elles devraient inévitablement précéder l'accession. La majorité de la Conférence a été d'un avis différent, estimant sage d'établir ces points d'une manière explicite et de souligner l'obligation qu'ont les Etats d'assurer l'application de la Convention sur leur territoire. Il a également été souligné que, conformément au paragraphe 2, des mesures internes devraient précéder le dépôt et ne pourraient pas être renvoyées à la période comprise entre le dépôt et l'entrée en vigueur.

Tout au long de la discussion, il a été entendu que les pays dans lesquels les traités internationaux sont directement applicables et l'emportent sur les lois nationales divergentes, n'ont pas à adopter une législation en vue de l'application de la Convention sur les points réglés par les dispositions conventionnelles elles-mêmes.

Extension territoriale

(Article 27)

Cet article traite de la manière dont la Convention peut être rendue applicable à des territoires n'assurant pas eux-mêmes leurs relations internationales. Il prévoit en effet qu'elle peut l'être par le moyen de notifications adressées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et faites par les Etats contractants qui assurent les relations internationales desdits territoires. Bien entendu, de telles notifications ne peuvent être faites que si l'une des conventions sur le droit d'auteur est également applicable au territoire considéré.

La Pologne (doc. 41) et la Tchécoslovaquie (doc. 33) ont proposé que la Convention ne contienne aucune disposition relative à ces territoires; lorsque la Conférence a adopté l'article 27 et les autres dispositions concernant lesdits terri-

toires, le Congo (Léopoldville), Cuba, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont protesté. La délégation de ce dernier pays a exprimé l'opinion que toute disposition concernant ces territoires constituait un anachronisme et était contraire à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960 (résolution 1514 [XV]) et qui souligne «la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations».

D'autres délégations ont considéré que cette Déclaration n'abolissait pas le statut de ces territoires, que l'existence de tels territoires — dont certains sont placés sous la tutelle des Nations Unies — était un fait et que la clause prévue avait son importance puisqu'elle élargissait l'étendue territoriale possible de la Convention.

Cessation des effets de la Convention

(Article 28)

Conformément à l'article 28, la Convention cesse d'être applicable dans un Etat ou territoire donné (i) lorsque l'Etat contractant dénonce la Convention et (ii) lorsque l'Etat contractant ou le territoire n'est plus partie à aucune des deux conventions sur le droit d'auteur. Cette dernière disposition — qui met automatiquement fin aux effets de la Convention dans les Etats qui ne seraient plus liés par aucune des deux conventions sur le droit d'auteur — a été adoptée par la Conférence à la suite des propositions faites par l'Autriche (doc. 14) et le Japon (doc. 37).

La dénonciation doit se faire par le moyen d'une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; elle prendra effet douze mois après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général. Le droit de dénonciation ne peut être exercé par un Etat contractant qu'après qu'il ait été lié par la Convention pendant cinq années au moins. Les délégations des Etats-Unis d'Amérique (voir doc. 60 rev.) et du Japon (doc. 37) ont estimé que la Convention ne devrait fixer aucun délai d'attente pour la dénonciation, et celle des Pays-Bas (voir doc. 60 rev.) a préconisé que ce délai soit fixé à trois ans au lieu de cinq, mais ces propositions n'ont pas été approuvées.

Une fois le délai de cinq ans expiré, la Convention peut être dénoncée en tout temps. Le Projet du Secrétariat prévoyait que la dénonciation ne pourrait avoir lieu que lors de la sixième, de la onzième, de la seizième, de la vingt et unième, etc., année suivant l'accession, mais cette proposition n'a pas été acceptée.

Revision

(Article 29)

La procédure à suivre pour la convocation des conférences de revision est fixée au paragraphe 1 de cet article.

Le Projet du Secrétariat prévoyait qu'une conférence de revision ne pourrait pas être convoquée avant l'expiration d'un délai de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la Convention. Le Japon s'est opposé à cette limitation (doc. 37), mais elle a été acceptée par la Conférence.

Bien que tout Etat contractant puisse demander la convocation d'une conférence de revision, la demande doit être approuvée par la moitié au moins des Etats contractants. Une proposition du Japon (doc. 37) tendant à donner aux trois secrétariats internationaux le pouvoir de décider de la convocation des conférences de revision lorsqu'ils l'estiment nécessaire n'a pas été adoptée.

Les conférences de revision seront convoquées par les trois secrétariats en collaboration avec le Comité intergouvernemental prévu à l'article 32. Ceci représente un compromis entre le Projet du Secrétariat, qui aurait chargé uniquement les trois secrétariats de la convocation des conférences de revision et une proposition de la délégation des Etats-Unis d'Amérique (doc. 45) qui confiait cette tâche au Comité intergouvernemental.

Le paragraphe 2 concerne la manière dont les revisions de la Convention doivent être adoptées. Toute revision doit être adoptée à la majorité des deux tiers des Etats présents à la conférence de revision, à condition que cette majorité comprenne les deux tiers des Etats qui, à ce moment, sont parties à la Convention, qu'ils participent ou non à la conférence de revision. Cette disposition est basée sur une proposition de la Suisse (doc. 72) et a notamment pour objet d'éviter la «règle de l'unanimité», qui permettrait à un Etat contractant d'empêcher toute revision. Il a été convenu que les décisions adoptées lors d'une conférence de revision ne lieraient que les Etats qui auraient ratifié la Convention portant revision.

Le paragraphe 3 prévoit que, à moins que la Convention adoptée par la conférence de revision ne dispose autrement, la présente Convention cessera d'être ouverte à de nouvelles accessions dès le jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention. La présente Convention demeurera toutefois en vigueur entre les Etats contractants qui ne seraient pas devenus parties à la Convention portant revision ainsi qu'entre les Etats qui le seraient, d'une part, et ceux qui ne le seraient pas, d'autre part.

Différends

(Article 30)

Le Projet du Secrétariat prévoyait que la Cour internationale de Justice aurait compétence pour se prononcer sur tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la Convention qui n'aurait pas été réglé par voie de négociation.

Les délégations de la Pologne (doc. 41) et de la Tchécoslovaquie (doc. 34) avaient proposé que la Cour ne soit compétente que si les parties à un différend déterminé sont d'accord pour le soumettre à la Cour. La délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé que la Convention rende obligatoire la juridiction de la Cour, clairement et sans équivoque, en stipulant qu'il suffira qu'une des parties la saisisse (doc. 46).

La Conférence s'est ralliée à cette dernière opinion, et a rejeté la proposition tendant à rendre facultative la juridiction de la Cour. L'Argentine, le Congo (Léopoldville) et l'Inde ont expliqué qu'ils votaient contre l'article 30 en raison de cette stipulation.

Réserves (Article 31)

Cet article établit clairement que les réserves à la Convention ne sont admises qu'en ce qui concerne celles des dispositions au sujet desquelles la Convention autorise expressément l'usage des réserves. Ces dernières ne sont autorisées que pour l'article 5, paragraphe 3, l'article 6, paragraphe 2, l'article 16, paragraphe 1, et l'article 17.

La Tchécoslovaquie a préconisé la suppression de cet article (doc. 35) et la Pologne a proposé que la Convention autorise des réserves à toute disposition conventionnelle (doc. 41). Ces deux propositions ont été rejetées par la Conférence.

Comité intergouvernemental (Article 32)

Le Projet du Secrétariat contenait un article sur le «contrôle de l'application de la Convention». Conformément à cet article, chaque Etat contractant aurait dû établir des rapports périodiques et les adresser aux trois secrétariats sur «les mesures prises, préparées ou envisagées par leurs administrations respectives en application de la présente Convention». Les rapports auraient été examinés par douze experts, chaque secrétariat en désignant quatre. Les rapports des experts auraient ensuite été soumis aux organes compétents de l'UNESCO, de l'OIT et de l'Union de Berne.

Plusieurs objections ont été faites à cette proposition. Il a été souligné que les mesures mettant en vigueur la Convention étaient rendues publiques et n'exigeaient pas qu'il soit fait rapport à leur sujet; en outre, et puisque la question est de savoir si un Etat remplit ses obligations conventionnelles, aucun contrôle ne pourrait être exercé à ce sujet par des experts désignés par les secrétariats.

La Conférence a donc rejeté la proposition des secrétariats. Par contre, elle a institué un Comité intergouvernemental dont les membres seront désignés par les Etats et non par les secrétariats, et qui sera chargé non pas de contrôler l'application de la Convention, mais d'étudier les questions relatives à son application et à son fonctionnement. Enfin, le Comité intergouvernemental aura la mission de réunir les propositions et de préparer la documentation pour les conférences de revision.

Ainsi que le Japon l'a proposé (doc. 47), les membres du Comité seront désignés en tenant compte d'une répartition géographique équitable. Des fonctionnaires des trois secrétariats constitueront le secrétariat du Comité. Celui-ci se composera de six à douze membres, selon le nombre des Etats contractants, et se réunira à la demande de la majorité de ses membres. L'essentiel des dispositions de l'article 32 est basé sur une proposition des Etats-Unis d'Amérique (doc. 44 rev.).

Langues de la Convention (Article 33)

Ainsi que le Projet du Secrétariat le proposait, la Convention est rédigée en anglais, en français et en espagnol, les trois textes faisant également foi. La Convention a été signée dans ces trois langues.

Sur une proposition conjointe de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, du Brésil, de l'Italie et de la Suisse (doc. 39), il a été également décidé que des textes officiels de la Convention seraient établis en allemand, en italien et en portugais. Il a été bien entendu que ces textes non authentiques mais officiels seraient établis par les gouvernements intéressés, et seraient publiés par les secrétariats de l'UNESCO, de l'OIT et de l'Union de Berne.

Notifications (Article 34)

Cet article prévoit que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats intéressés des divers faits concernant la Convention que doivent connaître les gouvernements et les secrétariats. Cette disposition est une adaptation du Projet du Secrétariat.

Conclusion

Lorsque la Convention a été mise aux voix, dans son ensemble, elle a été adoptée par 33 voix sans opposition, avec trois abstentions. Dix-huit pays — la République fédérale d'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Cambodge, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Inde, l'Italie, l'Islande, le Mexique, le Royaume-Uni, le Saint-Siège, la Suède et la Yougoslavie — ont signé la Convention à l'issue de la Conférence, le 26 octobre 1961.

L'«Acte final» — document déclarant en substance qu'une Conférence diplomatique s'est tenue à Rome et qu'elle y a établi le texte de la Convention — a été signé par presque tous les pays représentés à la Conférence.

Dans la forme sous laquelle le présent rapport a été soumis à la Conférence, celui-ci couvrirait seulement les dispositions de substance, à savoir les vingt-deux premiers articles de la Convention. La Conférence l'a, sous cette forme, adopté à l'unanimité. La partie du présent rapport qui traite des clauses dites formelles, à savoir des douze derniers articles de la Convention, a été soumise pour commentaires à toutes les délégations après la Conférence.

Le Rapporteur général désire saisir cette occasion pour remercier tout particulièrement le Dr Arpad Bogsch, l'un des délégués des Etats-Unis d'Amérique, pour son assistance et sa collaboration inlassables apportées à la rédaction du présent rapport.

Le Conseiller d'Etat Henry Puget, chef de la délégation de la France, a exprimé, au nom de toutes les délégations comme en son propre nom, la reconnaissance et l'admiration de la Conférence toute entière pour les services rendus par son président, S. E. l'Ambassadeur Giuseppe Talamo Atenolfi Brancaccio di Castelnuovo. Sa sagesse, son énergie et son tact ont grandement contribué à la réussite de la Conférence diplomatique dont bénéficieront — il est à espérer — aussi bien le public que les intérêts particuliers protégés, et ce pendant les générations à venir.

(Signé) Abraham L. KAMINSTEIN

Conferencia diplomática sobre la protección internacional de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión (Roma, 10-26 de octubre de 1961)

Informe

del Sr. Abraham L. Kaminstein, Relator General

Introducción

La Conferencia diplomática sobre la protección internacional de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión se reunió en Roma, en el Palazzo dei Congressi de la Esposizione Universale di Roma, del 10 al 26 de octubre de 1961, gracias a la generosa invitación del Gobierno italiano.

Convocación de la Conferencia diplomática

Los Directores Generales de la Oficina Internacional del Trabajo (OIT) y de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (Unesco) y el Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas (Unión de Berna) convocaron conjuntamente la Conferencia diplomática.

Trabajos preparatorios

La preparación de la reunión tomó un tiempo considerable. Los derechos de que se trató fueron ya objeto de debate en la Conferencia diplomática celebrada en Roma en 1928 por la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas. La Organización Internacional del Trabajo inició desde 1926 estudios en relación con la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes y ha mantenido un interés constante en la materia. El problema fue examinado en una reunión celebrada en Samaden, Suiza (1939), y la Conferencia de Bruselas para la revisión de la Unión de Berna (1948) adoptó votos al respecto.

En 1951 se reunió un Comité de expertos en Roma que adoptó un anteproyecto de convención relativo a la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los fabricantes de discos fonográficos y los organismos de radiodifusión, denominado el Proyecto de Roma. En 1956 se redactó otro proyecto bajo los auspicios de la Oficina Internacional del Tra-

bajo y en 1957 un Comité de expertos, convocado por la Unesco y la Unión de Berna, adoptó el Proyecto de Mónaco. El Comité intergubernamental de derecho de autor y el Comité permanente de la Unión de Berna mantuvieron constantemente la materia en sus respectivos órdenes del día. Finalmente, en 1960, las tres organizaciones intergubernamentales antes mencionadas convocaron conjuntamente un Comité de expertos que se reunió en La Haya y que presidió con gran competencia el Profesor G. H. C. Bodenhausen. El Comité redactó y adoptó unánimemente un Proyecto de Convención (que en adelante se llamará el Proyecto de La Haya) que sirvió como base a las deliberaciones de Roma. El texto del Proyecto de La Haya y el correspondiente informe adoptado por los expertos fueron sometidos a los Gobiernos y por medio de éstos a las organizaciones interesadas.

Documentación

Las «Actas» del Comité de expertos de La Haya, incluyendo el Proyecto de La Haya, fueron sometidas a la Conferencia diplomática. Igualmente se sometieron un proyecto de cláusulas finales (que en adelante se denominará el Proyecto de la Secretaría) y un proyecto de Reglamento interior de la Conferencia. Estos dos proyectos fueron preparados por las Secretarías de las Organizaciones invitantes. Finalmente, se presentaron a la Conferencia las observaciones y sugerencias de los Gobiernos sobre los Proyectos de La Haya y de la Secretaría y un análisis de dichas observaciones y sugerencias preparado por las Secretarías.

Mandato de la Conferencia

La Conferencia tenía como misión la redacción y adopción de una Convención internacional para la protección de los derechos de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión (conocidos como «derechos conexos»).

Participación

Asistieron a la Conferencia delegaciones de 44 países. Durante el curso de la misma el Comité de verificación de poderes informó que se habían presentado poderes en debida forma en nombre de las Delegaciones de los siguientes 39 países que participaron en la Conferencia: Alemania (República Federal), Argentina, Australia, Austria, Bélgica, Brasil, Camboya, Congo (Leopoldville), Cuba, Checoslovaquia, Chile, Dinamarca, España, Estados Unidos de América, Finlandia, Francia, India, Irlanda, Islandia, Israel, Italia, Japón, Luxemburgo, Marruecos, Mauritania, México, Mónaco, Noruega, Países Bajos, Perú, Polonia, Portugal, Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte, República Sudafricana, Santa Sede, Suecia, Suiza, Túnez, Yugoslavia.

Los representantes de los cinco países siguientes se inscribieron como participantes: Ghana, Nicaragua, República Dominicana, Rumania y Venezuela. Estos dos últimos países anunciaron que participaban a título de observadores.

La Delegación de Marruecos objetó la presencia de la Mauritania, pero el Presidente manifestó que como se había enviado una invitación a dicho país, su delegación podía participar en la Conferencia. La Delegación de Marruecos pidió se hiciera constar su protesta a la decisión del Presidente.

Las Naciones Unidas, el Consejo de Europa y el Instituto internacional para la unificación del derecho privado se hallaban representados por observadores. Además, se hallaban presentes observadores de 15 organizaciones internacionales no gubernamentales que presentaron sus puntos de vista a la Conferencia en el curso de los debates.

Organización de la Conferencia

Durante la sesión de apertura pronunciaron alocuciones: el Sr. H. Saba, en representación del Director General de la Unesco, el Sr. J. Secretan, Director de las Oficinas Internacionales Reunidas para la Protección de la Propiedad Intelectual, el Sr. Abbas Ammar, Subdirector General de la OIT y el Sr. G. Giraudo, Subsecretario de Estado, en representación del Gobierno italiano.

Mesa de la Conferencia

En el curso de su primera sesión plenaria, la Conferencia diplomática eligió Presidente por aclamación al Embajador Giuseppe Talamo Atenolfi Brancaccio di Castelnuovo, Jefe de la Delegación italiana.

Fueron electos Vicepresidentes de la Conferencia los siguientes jefes de sus respectivas delegaciones: Sres. Eugen Ulmer (República Federal de Alemania), Ricardo Tiscornia (Argentina), Samreth Soth (Camboya), Vojtech Strnad (Checoslovaquia), Henry Puget (Francia), Dua-Sakyi (Ghana), G. H. C. Bodenhause (Países Bajos), Gordon Grant (Reino Unido), Sture Petré (Suecia) y Mustafá Fersi (Túnez).

El Sr. Abraham L. Kaminstein (Estados Unidos de América) fue designado como Relator General de la Conferencia.

El Embajador Michithoshi Takahashi (Japón) fue nombrado Presidente del Comité de verificación de poderes, y el

Consejero de Estado Henry Puget (Francia) Presidente del Comité de redacción.

El Presidente de la Conferencia, los diez Vicepresidentes, el Relator General y el Presidente del Comité de verificación de poderes constituyeron la Mesa o Comité Director de la Conferencia.

Procedimiento

El proyecto de Reglamento interior fue aprobado con modificaciones de orden menor, incluyendo un cambio en el artículo 10 con el fin de disponer que el Comité de redacción contaría con 9 miembros (más adelante se aumentó esta cifra a 12) y una enmienda al artículo 16 mediante el cual se limitaba el derecho de presentar proyectos de resolución o enmienda a los representantes de Estados.

Cada delegación nacional tenía derecho a un voto en la Conferencia y sus órganos subsidiarios. Las decisiones del plenario de la Conferencia exigían un voto afirmativo de dos tercios de las delegaciones presentes y votantes.

Las sesiones plenarias de la Conferencia y las reuniones de la Comisión principal y de los Grupos de trabajo fueron públicas.

Las lenguas de trabajo de la Conferencia fueron el inglés, francés y español.

Secretaría de la Conferencia

Las organizaciones invitantes se hallaban representadas por los siguientes funcionarios: la OIT por los Sres. A. Ammar, F. Wolf, W. Dobbernack, P. P. Fano y K. St. Grunberg; la Unesco por los Sres. H. Saba, J. O. Díaz Lewis y T. Ilosvay; y la Oficina de la Unión de Berna por los Sres. J. Secretan, C. Masouyé y G. R. Wipf.

Las tres organizaciones se encargaron de los servicios necesarios al trabajo de la Conferencia, incluyendo la traducción de los debates y de los documentos. Dichos servicios se hallaban dirigidos por el Sr. J. P. Urlik, funcionario de Conferencias. La Secretaría conjunta de la Conferencia, constituida por funcionarios de las tres organizaciones, se hallaba bajo la dirección del Sr. J. O. Díaz Lewis, Secretario General, los Sres. K. St. Grunberg y C. Masouyé, Secretarios, y los Sres. T. Ilosvay y G. R. Wipf, Subsecretarios. Se completó el personal de la Secretaría conjunta con personal delegado a la Conferencia por el Gobierno italiano. El Sr. R. Ferretti, Ministro Plenipotenciario, actuó como funcionario de enlace.

Comisión principal y Grupos de trabajo

Además de las sesiones plenarias, la Conferencia se reunió en Comisión principal. El Presidente de la Conferencia asumió igualmente las funciones de Presidente de la Comisión.

Luego de haber procedido a un debate general en sesión plenaria y en Comisión principal se organizaron tres Grupos de trabajo:

El Grupo de trabajo N° I, bajo la presidencia del Profesor G. H. C. Bodenhause (Países Bajos) quedó encargado de examinar los artículos 2 a 4, 7 y 10 del Proyecto de La Haya y del estudio de las cuestiones de fondo relativas a los artículos 1, 18 y 19.

El Grupo de trabajo N° II, bajo la presidencia del Profesor Eugen Ulmer (República Federal de Alemania), estudió los artículos 5, 6 y 8 y del artículo 11 al 16 del Proyecto de La Haya.

El Grupo de trabajo N° III, bajo la presidencia del Embajador Sture Petré (Suecia), tenía a su cargo las cláusulas finales, es decir los artículos 20 a 29 del Proyecto de la Secretaría, y además, los artículos 1, 18 y 19 del Proyecto de La Haya luego que el Grupo de trabajo N° I hubiera estudiado las cuestiones de fondo relativas a dichas disposiciones.

Los tres Grupos de trabajo examinaron el texto íntegro de la Convención excepto los artículos 9 y 17 que quedaron reservados a la Comisión principal.

Los respectivos Relatores de dichos Grupos de trabajo presentaron sus informes a la Comisión principal: El Sr. William Wallace (Reino Unido) el del Grupo de trabajo N° I; el Dr. Valerio de Sanctis (Italia) el del Grupo N° II [el Sr. Arpad Bogsch (Estados Unidos de América) presentó el informe de un subgrupo de dicho Grupo de trabajo relativo a la disposición que constituyó más tarde el artículo 16 de la Convención] y el Embajador Sture Petré (Suecia) el del Grupo de trabajo N° III. Estos informes fueron de gran utilidad a los trabajos de la Conferencia.

Al iniciar sus labores la Conferencia, la Delegación de Francia declaró que estimaba que una convención sobre derechos conexos era superflua e inoportuna: superflua ya que la mayoría de las situaciones previstas en ella podrían regularse mediante contratos, e inoportuna ya que las convenciones internacionales deberían ser posteriores y no anteriores al desarrollo jurídico.

Otras delegaciones se declararon en desacuerdo ya que estimaban que el momento era propicio a la reglamentación internacional. Los países Nórdicos hicieron destacar la reciente adopción de su propia legislación nacional. Algunas delegaciones opinaron que una convención internacional es útil ya que establece normas y ofrece modelos que pueden seguir las legislaciones nacionales.

Disposiciones convencionales

Protección de los derechos de autor

(Artículo 1)

En el Proyecto de La Haya figuraba un artículo en el que se establecía que la protección concedida con arreglo a la Convención «dejará intacta y no afectará en modo alguno la protección de los derechos de los autores de obras literarias y artísticas o de los demás titulares de dichos derechos», y que, en consecuencia, «ninguna de las disposiciones de la presente Convención podrá interpretarse en forma que afecte a dichos derechos». El significado de esta disposición, tal como se expresaba claramente en el informe de La Haya, era que la Convención no afectaría a la situación legal de los titulares del derecho de autor. Su posible efecto respecto a los intereses económicos era una cuestión distinta.

Algunas delegaciones estimaron que la disposición era superflua, ya que la Convención, que no se refiere a los de-

rechos del autor, no podía afectar a éstos. Otras, en especial las de Francia, Italia y México insistieron en la importancia de esa disposición. Las delegaciones de Francia e Italia propusieron (doc. 15) que se enmendara esa cláusula del Proyecto, a fin de declarar también en ella que la protección concedida en virtud de la Convención no afectará «al derecho de autor y a su ejercicio sobre la obra interpretada, ejecutada o radiodifundida». Las dos delegaciones declararon que su propuesta serviría para aplicarla a casos extremos.

Durante el debate, algunas delegaciones declararon que la enmienda propuesta era peligrosa, ya que podía interpretarse en el sentido de que creaba una situación merced a la cual podía considerarse que las disposiciones por las que se requería el consentimiento del artista ejecutante, el productor de fonogramas, o el organismo de radiodifusión afectaban al ejercicio del derecho de autor. También manifestaron que, caso de aceptarse esta interpretación, las disposiciones en que se exigía el consentimiento del artista ejecutante, el productor de fonogramas o el organismo de radiodifusión, podían quedar sin efecto merced a la enmienda propuesta. Por ejemplo, podía considerarse que para la reproducción del fonograma sólo era necesaria la autorización del compositor de la música grabada, ya que podía decirse que la exigencia adicional de la autorización del productor del fonograma afectaba al ejercicio del derecho de autor del compositor. Varias delegaciones manifestaron que ello privaría a la Convención de todo significado.

Al ponerse a votación, la propuesta francoitaliana fue rechazada, aprobándose el texto de La Haya con algunas modificaciones basadas principalmente en una propuesta de Suiza (doc. 19). Ese texto ha pasado a ser el artículo 1 de la Convención. No se pusieron a debate las propuestas de la India (doc. 30) y del Reino Unido (doc. 20), porque sus autores estimaron que la finalidad perseguida estaba contenida implícitamente en el texto aprobado.

De acuerdo con el texto del artículo 1, tal como fue adoptado, es claro que siempre que, en virtud de la legislación sobre derecho de autor, sea necesaria la autorización del autor para la reproducción de su obra o para otro uso, la presente Convención no afectará a la necesidad de contar con esa autorización. A la inversa, cuando en virtud de la presente Convención sea necesario el consentimiento del artista ejecutante, el productor de fonogramas o el organismo de radiodifusión, la necesidad de tal consentimiento no quedará sin efecto por el hecho de que sea también necesaria la autorización del autor.

Protección concedida por la Convención

(Artículo 2)

Fundándose en una propuesta de los Estados Unidos de América (doc. 43), la Conferencia decidió tratar por separado las cuestiones a) de quiénes están protegidos por la Convención y en qué casos y b) de la naturaleza y contenido de esa protección.

El Proyecto de La Haya trataba estas cuestiones conjuntamente; en lo que se refiere a los beneficiarios lo hacía también en forma indirecta, es decir, estableciendo en primer

término que un Estado contratante debía conceder protección si el país de origen de una ejecución, fonograma o radiodifusión era otro Estado contratante, y definiendo después lo que significaba en cada caso la expresión «país de origen». La Conferencia consideró ambigua la definición del Proyecto de La Haya y demasiado complicado el método de trato. Por ello, decidió determinar directamente a quién se debe proteger y en qué casos (art. 4, 5 y 6), y en el texto aprobado de la Convención no se emplea el concepto «país de origen». El artículo 2 determina la naturaleza y el contenido de la protección.

La protección de base concedida por la Convención consiste en dar el mismo trato que a los nacionales, tal como se define en el párrafo 1 del artículo 2. La definición es diferente en la forma pero idéntica en esencia y propósito a la que figura en el Proyecto de La Haya. Simplemente expuesto, el mismo trato que a los nacionales es el que un Estado concede mediante su legislación nacional a las ejecuciones, fonogramas y radiodifusiones nacionales.

A propuesta de Bélgica (doc. 13) y Suiza (doc. 14), la Convención contiene también una disposición con arreglo a la cual el trato dado a los nacionales está sujeto a la protección expresamente concedida por la Convención. Esto es una referencia a la llamada protección mínima prevista especialmente en los artículos 7, 10, 12 y 13, que los Estados contratantes se comprometen a conceder — a excepción de determinadas reservas y excepciones permitidas — aun cuando no la concedan a las ejecuciones, fonogramas o radiodifusiones nacionales. Esta idea se expresa en el párrafo 2 del artículo 2, en el que se establece también que el «mismo trato que a los nacionales» estará sujeto a las limitaciones concretamente previstas en la Convención. Por ejemplo, de acuerdo con el artículo 16 un Estado contratante puede negar o limitar la concesión de los llamados derechos de utilización secundaria (art. 12) respecto a los fonogramas a pesar de que su legislación nacional conceda o no dicha protección.

A este respecto, Checoslovaquia propuso (doc. 31) que un Estado que concediera derechos diferentes de los mínimos exigidos por la Convención no tendría obligación de concederlos a los nacionales de otros Estados que no concedieran aquellos derechos a los nacionales del primer Estado. Esta propuesta no fue aceptada por la Conferencia.

Durante el debate, varias delegaciones expresaron la opinión de que, desde el punto de vista de una lógica jurídica estricta, el párrafo 2 del artículo 2 era innecesario, ya que las condiciones del «mismo trato que a los nacionales» quedaban determinadas por varias disposiciones de la Convención y no exigían una mención especial. Sin embargo, la mayoría estimó que una disposición como la contenida en el párrafo 2 facilitaría la comprensión de la Convención. La mayoría favoreció una declaración específica de que la obligación impuesta a los Estados por la Convención no coincide necesariamente con el «mismo trato que a los nacionales», ya que, en las circunstancias antes mencionadas, la protección derivada de la Convención podría ser mayor o menor que la representada por la igualdad de trato con los nacionales.

Definiciones

(Artículo 3)

Artista intérprete o ejecutante. Austria (doc. 49) y los Estados Unidos de América (doc. 52) propusieron definiciones al concepto de «artistas intérpretes o ejecutantes»; la que se incluyó en la Convención se basa en la propuesta de los Estados Unidos de América. Según esta definición, se entenderá por «artista intérprete o ejecutante, todo actor, cantante, músico, bailarín u otra persona que represente un papel, cante, recite, declame, interprete o ejecute en cualquier forma una obra literaria o artística». Se acordó en la Conferencia que el significado de la expresión «obra literaria o artística» utilizada en la definición de «artista intérprete o ejecutante» y en otras disposiciones de la Convención será el mismo que tiene esa expresión en la Convención de Berna y en la Convención Universal sobre derecho de autor y que incluye concretamente las obras musicales, teatrales y dramático-musicales. Además, se acordó que los directores de orquestas o cantantes se considerarían incluidos en la definición de «artista intérprete o ejecutante».

El Proyecto de La Haya contenía una definición de «ejecución» pero no de «artista intérprete o ejecutante». Al añadir en la presente Convención una definición de «artista intérprete o ejecutante» la Conferencia consideró superfluo definir por separado el término «ejecución»; no hay duda de que ejecución significa la actividad desarrollada por un artista intérprete o ejecutante en calidad de tal. No obstante, se acordó que cuando la Convención emplea la expresión «ejecución» o, en el texto francés «exécution» y en inglés «performance», se considerará como un término genérico que también comprende la recitación («récitation», «recitation») y la representación («représentation», «presentation»).

Fonograma. A los efectos de la Convención, «fonograma» significa toda fijación exclusivamente sonora de los sonidos de una ejecución o de otros sonidos. La definición es casi idéntica de la que figuraba en el Proyecto de La Haya. Se hizo observar que el canto de los pájaros y otros sonidos de la naturaleza son ejemplos de sonidos que no tienen su origen en una ejecución.

Productor de fonogramas. Igual que en el Proyecto de La Haya se define al «productor de fonogramas» como la persona natural o jurídica que fija por primera vez los sonidos de una ejecución o interpretación u otros sonidos. Durante el debate se indicó que cuando un operador empleado por una persona jurídica fije sonidos durante su empleo, se considerará como productor a la persona jurídica, que es el empleador, y no al operador.

Publicación. Basándose en propuestas de Austria (doc. 27), del Reino Unido (doc. 20) y de los Estados Unidos de América (doc. 50), se definió la publicación como «el hecho de poner a disposición del público, en cantidad suficiente, ejemplares de un fonograma». Esta definición se examinará de nuevo al tratar del artículo 5.

Reproducción. Se define este término como la realización de uno o más ejemplares de una fijación. La definición se basa en una propuesta del Reino Unido (doc. 20) y se consi-

deró conveniente porque permitía precisar que reproducción significa el acto de hacer ejemplares. De otra parte, las ejecuciones, las representaciones o exhibiciones y las demás actividades cuyo resultado no sea un nuevo ejemplar permanente y tangible quedan excluidas. Se indicó en la Conferencia que los términos «fonograma» y «fijación» se usan en la Convención con un sentido distinto: los «fonogramas» son fijaciones exclusivamente sonoras; la «fijación» comprende también las fijaciones visuales o audiovisuales.

Emisión. Se define este término como la difusión inalámbrica de sonidos o de imágenes y sonidos para su recepción por el público. Austria propuso (doc. 49) que se incluyera en la definición la transmisión alámbrica. La Conferencia estimó que sólo la transmisión por ondas hertzianas o por otros medios de transmisión inalámbrica constituye una emisión. Las palabras «para su recepción por el público» utilizadas en la definición sirven para precisar que las emisiones destinadas a una persona o a un grupo bien determinado (como ocurre con los buques o las aeronaves durante una travesía, los taxis al circular por una ciudad, etc.) no se considerarán como emisiones.

Retransmisión. Tal como fue adoptada la definición basándose en una propuesta de Austria (doc. 98) dispone que la retransmisión es «la emisión simultánea por un organismo de radiodifusión de una emisión de otro organismo de radiodifusión». Austria propuso anteriormente (doc. 49) que se considerara también como retransmisión una emisión diferida, pero se objetó que en ésta hay que utilizar necesariamente una fijación de la emisión del organismo de radiodifusión que primero hizo la emisión y la propuesta fue retirada.

La delegación de la India presentó otras definiciones (docs. 30 y 50) y los Estados Unidos de América propusieron una definición de la expresión «organismo de radiodifusión» (doc. 52), pero tales propuestas fueron también retiradas. No obstante, el debate desarrollado con respecto a esta última propuesta sirvió para precisar algunas cuestiones. Por ejemplo, si en un Estado contratante el equipo técnico es propiedad de la administración postal pero lo emitido por estos aparatos ha sido organizado por entidades como la Radiodiffusion-Télévision Française o la British Broadcasting Corporation, serán esas organizaciones y no la administración postal las consideradas como el organismo de radiodifusión a que se refiere la Convención. Además, si una empresa anunciadora patrocina un programa determinado o si dicho programa fue grabado con anterioridad por un productor independiente de films de televisión y lo transmiten organizaciones tales como el Columbia Broadcasting System, en los Estados Unidos de América, se considerará como organismo de radiodifusión a esas organizaciones y no a la empresa anunciadora o al productor independiente.

Ejecuciones protegidas

(Artículo 4)

Como ya se ha apuntado, los artículos 4, 5 y 6 determinan quiénes son las personas protegidas y en qué casos cuentan con la protección. Una cuestión planteada con respecto a los tres artículos fue la de si la Convención se aplicaría exclusi-

vamente a situaciones de carácter internacional o también a situaciones nacionales, es decir, en forma general, la de si un Estado contratante debe aplicar la Convención únicamente a las ejecuciones, fonogramas y radiodifusiones extranjeras, o si debe hacerlo también a las nacionales.

En una propuesta de Bélgica (doc. 13) y en otra de Camboya (doc. 18), apoyadas oralmente por otros países, se pidió que la Convención se aplicara a las situaciones de carácter nacional así como a las de carácter internacional. Se estimó que la cuestión tenía poca importancia práctica, ya que no era probable que un Estado dejase de conceder a las ejecuciones nacionales por lo menos las mismas ventajas que a las extranjeras. Por otra parte, varias delegaciones, y en especial la de los Estados Unidos de América, pusieron de relieve el hecho de que las situaciones de carácter nacional no deberían regularse en un tratado internacional. Las enmiendas no se sometieron a votación y la Convención se refiere, como lo hacía el Proyecto de La Haya, únicamente a las situaciones de carácter internacional.

En el artículo 4 se establece que los Estados contratantes deberán otorgar protección a los artistas intérpretes o ejecutantes en cada uno de los tres casos siguientes: a) cuando la ejecución se realice en otro Estado contratante; b) cuando se haya fijado la ejecución sobre un fonograma protegido en virtud del artículo 5; y c) cuando la ejecución, no fijada en el fonograma, sea radiodifundida en una emisión protegida en virtud del artículo 6. En el curso del debate se aclaró que el objetivo de los apartados b) y c) era establecer un sistema merced al cual la ejecución grabada en un fonograma quedase protegida siempre que el fabricante de ese fonograma lo estuviere, y en el que una ejecución radiodifundida (excepto las que se hallaren fijadas sobre un fonograma), quedase protegida siempre que el organismo de radiodifusión transmisor estuviese protegido.

La República Federal de Alemania propuso que la Convención estableciese que los artistas intérpretes o ejecutantes, nacionales de un Estado contratante, que realizan una ejecución en otro Estado contratante, deberían tener en este Estado los mismos derechos que los artistas intérpretes o ejecutantes nacionales (doc. 29). Hubo divergencia de opiniones respecto a si ese caso constituía en realidad una situación internacional, ya que, por una parte, el artista intérprete o ejecutante sería extranjero en el Estado en que pidiera protección, y, por otra, el lugar de la ejecución y el lugar en que se pidiera protección serían el mismo. En vista de las dudas expresadas por algunas delegaciones, la propuesta fue retirada.

Fonogramas protegidos

(Artículo 5)

Respecto a la protección de los productores de fonogramas, el Proyecto de La Haya distinguía entre fonogramas publicados y no publicados. Con arreglo a ese Proyecto, un Estado contratante tendría que proteger los fonogramas publicados si la primera publicación se hubiere realizado en otro Estado contratante, y hubiera tenido que proteger los fonogramas no publicados si su fijación se hubiere realizado en otro Estado contratante, siempre que el productor fuera nacional de un Estado contratante.

En la Convención aprobada, los casos en que deben protegerse los fonogramas son algo distintos. Salvo ciertas excepciones, el artículo 5 dispone que cada uno de los Estados contratantes concederá el mismo trato que a los nacionales en todos y en cada uno de los siguientes casos: *a)* cuando el productor sea nacional de otro Estado contratante; *b)* cuando la primera fijación se hubiera efectuado en otro Estado contratante; *c)* cuando el fonograma se hubiere publicado por primera vez en otro Estado contratante.

Varias delegaciones declararon que sus Estados no podían conceder protección sobre la base del criterio de la fijación. Al mismo tiempo otras indicaron que sus Estados no podrían aceptar el criterio de la primera publicación (*cf.* Francia, doc. 51). Por lo tanto, se logró una solución de transacción. La fórmula de transacción, que figura en el párrafo 3 del artículo 5, permite a cada Estado contratante hacer una reserva declarando que no aplicará el criterio de la publicación, o el criterio de la fijación. Un mismo Estado no puede excluir simultáneamente la aplicación de ambos criterios y tampoco podrá excluir la aplicación del criterio de la nacionalidad. (Véase sin embargo el artículo 17.)

En relación con los fonogramas *publicados*, la disposición significa que puede haber tres categorías de Estados contratantes, a saber:

- 1° los que no hacen declaración alguna en virtud del párrafo 3; tales Estados tendrán que proteger los fonogramas publicados cuando sea aplicable cualquiera de los tres criterios (nacionalidad, publicación, fijación);
- 2° los que, mediante una declaración hecha en virtud del párrafo 3, excluyan la aplicación del criterio de la publicación; tales Estados tendrán que proteger los fonogramas publicados cuando sea aplicable cualquiera de los criterios restantes (nacionalidad, fijación);
- 3° los que, mediante una declaración hecha en virtud del párrafo 3, excluyan la aplicación del criterio de la fijación; tales Estados tendrán que proteger los fonogramas publicados cuando sea aplicable cualquiera de los dos criterios restantes (nacionalidad, publicación).

En relación con los fonogramas *no publicados*, la exclusión del criterio de la publicación no tiene evidentemente ninguna importancia. Por lo tanto, la disposición significa que podrá haber dos categorías de Estados contratantes, a saber:

- 1° los que no hagan ninguna declaración en aplicación del párrafo 3; tales Estados tendrán que conceder protección a los fonogramas no publicados cuando sea aplicable cualquiera de los dos criterios (nacionalidad, fijación);
- 2° los que, mediante una declaración hecha en virtud del párrafo 3, excluyan la aplicación del criterio de la fijación; tales Estados tendrán que proteger los fonogramas no publicados únicamente en el caso de que sea aplicable el criterio de la nacionalidad.

En cuanto a los fonogramas publicados, la fórmula de transacción no satisfizo a varios países que habían promulgado recientemente leyes en las que se reconoce únicamente el criterio de la fijación. Esos países presentaron una enmienda que hubiera tenido por efecto permitir a todo Estado contratante la aplicación exclusiva del criterio de la fijación [Dina-

marca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia (doc. 59)]. Esa enmienda fue rechazada, aunque pocos días después se aprobó otra enmienda presentada por el Reino Unido (doc. 110), que daría el mismo resultado. De acuerdo con esta enmienda se daba la misma oportunidad no a todos los Estados contratantes, sino únicamente a aquellos cuya legislación en vigencia el 26 de octubre de 1961 se basase exclusivamente en el criterio de la fijación. La enmienda fue adoptada y la disposición correspondiente figura en el artículo 17.

El párrafo 2 del artículo 5 que trata de la «publicación simultánea» dispone que cuando un fonograma hubiere sido publicado por primera vez en un Estado no contratante pero lo hubiere sido también, dentro de los 30 días subsiguientes, en un Estado contratante, se considerará como publicado por «primera» vez en el Estado contratante.

Esta norma de «publicación simultánea» figura también en el Proyecto de La Haya. Argentina, Francia, Italia y Yugoslavia protestaron contra esta disposición, ya que, a su juicio, la definición de «publicación» era más estricta en el Proyecto de La Haya que en la Convención. En aquél se definía la publicación como la multiplicación de ejemplares del fonograma y el hecho de poner a disposición del público tales ejemplares en cantidad suficiente, mientras que la Convención habla únicamente del hecho de poner los ejemplares a disposición del público y no de su multiplicación. Otras delegaciones consideraron que el sentido del Proyecto de La Haya era el mismo, y que si en él se empleaba la palabra multiplicación era únicamente para subrayar la necesidad de que hubiera cierto número de ejemplares.

Emisiones protegidas (Artículo 6)

El párrafo 1 del artículo 6 dispone que cada uno de los Estados contratantes concederá igual trato que a los nacionales a los organismos de radiodifusión, siempre que se produzca una o dos de las condiciones siguientes: *a)* que el domicilio legal del organismo de radiodifusión esté situado en otro Estado contratante y *b)* que la emisión haya sido transmitida desde una emisora situada en otro Estado contratante. El párrafo 2 del mismo artículo dispone, en efecto, que un Estado contratante podrá reservarse el derecho de proteger las emisiones únicamente en el caso de que se cumplan a la vez *ambas* condiciones de nacionalidad y territorialidad.

Se convino en el curso de los debates en que se considerará que el Estado en cuyo territorio esté situado el domicilio legal de un organismo de radiodifusión es el Estado con arreglo a cuya legislación se ha establecido esa entidad; que, en el texto francés «siège social» deberá entenderse como equivalente a «siège statutaire»; y que la persona jurídica de que se trata puede ser lo que en algunos países europeos se denomina «offene Handelsgesellschaft» o «Kommanditgesellschaft».

Protección mínima de los artistas intérpretes o ejecutantes (Artículo 7)

En el párrafo 1 de este artículo figura una enumeración de la protección mínima garantizada a los artistas intérpretes

o ejecutantes. En la primera frase se indica que la protección prevista por la Convención en favor de los artistas intérpretes o ejecutantes «comprenderá la facultad de impedir» ciertos actos realizados sin su consentimiento. Algunas delegaciones se pronunciaron en contra de la expresión citada y Checoslovaquia propuso (doc. 31) que se sustituyera por la expresión «gozarán del derecho de autorizar o prohibir» que es la empleada al principio de las disposiciones correspondientes, que enumeran los derechos mínimos de los productores de fonogramas (art. 10) y de las organizaciones de radiodifusión (art. 13). No obstante, la Conferencia decidió conservar la expresión utilizada en el Proyecto de La Haya. Se aclaró que dicha expresión se utilizaba para que algunos países, como el Reino Unido, pudieran continuar protegiendo a los artistas intérpretes o ejecutantes mediante disposiciones de derecho penal.

Quedó entendido que los actos enumerados en ese párrafo requerían la autorización del artista intérprete o ejecutante. Por lo tanto, la institución de un sistema de licencia obligatoria sería incompatible con la Convención ya que con arreglo a dicho sistema, el artista intérprete o ejecutante no podría impedir los actos en cuestión y tendría que tolerarlos.

Se planteó el problema de si la Convención debía emplear la expresión «ejecución directa» (en el texto francés «exécution directe»; en el inglés «live performance»). Se trató de definir esta expresión que es ambigua, primero porque la palabra «live» (viva) del texto inglés tiene una acepción distinta que la palabra «directa» en español o «directe» del texto francés; en segundo lugar, porque una ejecución *directa* para el artista intérprete o ejecutante puede no serlo para el público; tercero, porque estos términos tienen distintas acepciones en diferentes países. Por consiguiente, se trató de definir el término en cuestión y como no se tuvo éxito se decidió no emplear dicha expresión en el texto de la Convención.

En cuanto al apartado *a)* del párrafo 1, el Reino Unido propuso (doc. 20) suprimir toda referencia a la comunicación al público de ejecuciones directas. En el curso del debate se indicó que ni la comunicación al público ni la fijación de una ejecución directa implicaban, por regla general, el cruce de fronteras; no era, por lo tanto, necesario prever el caso en una convención que se limitaba a situaciones internacionales. Aunque la Conferencia reconoció que estos casos no serían frecuentes, decidió no considerarlos como fuera de la esfera de lo posible. La Conferencia se negó a suprimir la referencia en cuestión.

Con respecto al apartado *b)* del párrafo 1, Austria propuso que fuese necesaria la autorización del artista intérprete o ejecutante no sólo en el caso de la fijación de una ejecución directa radiodifundida, sino también en el caso de la fijación de una ejecución directa comunicada al público por otros medios (doc. 63). La propuesta fue aceptada y el texto del artículo 7, párrafo 1, *b)*, aprobado corresponde al propuesto por Austria.

La República Federal de Alemania (doc. 74) propuso que se exigiese la autorización del artista intérprete o ejecutante en el caso de retransmisión de su ejecución directa, pero

retiró su propuesta porque la cuestión estaba ya resuelta en gran parte en el párrafo 2.

El apartado *c)* del párrafo 1, en la versión correspondiente del Proyecto de La Haya, preveía la necesidad del consentimiento de los artistas intérpretes o ejecutantes para la reproducción de una fijación de sus ejecuciones en tres casos concretos. Los Estados Unidos de América propusieron (doc. 80) que ese consentimiento fuera necesario en todos los casos y no sólo en los tres indicados. Rechazada esa propuesta, la delegación de los Estados Unidos de América propuso (doc. 80) que se añadiera un cuarto caso, cuyo efecto hubiera sido requerir el consentimiento del productor del fonograma y también el del artista intérprete o ejecutante en el caso de que un fonograma que contuviera su ejecución fuera reproducido por una persona que no dispusiera de la licencia correspondiente otorgada por el productor autorizado. La Conferencia no aceptó esta propuesta. La mayoría estimó suficiente reconocer, en tales casos, el derecho de reproducción al productor del fonograma, el cual, lógicamente, haría valer su derecho cuando alguien hiciera reproducciones no autorizadas. Se expresó el criterio de que los casos en que, por una u otra razón, el productor no pudiera o no quisiera hacer valer su derecho eran probablemente tan raros que no resultaba necesario incluirlos en la disposición sobre la protección mínima de los artistas intérpretes o ejecutantes.

En el inciso (i) del apartado *c)* del párrafo 1, el Proyecto de La Haya establecía que la reproducción de una fijación requería el consentimiento del artista intérprete o ejecutante si la fijación original era «ilícita». A propuesta de Austria (doc. 63), se sustituyó la palabra «ilícita» por la fórmula «se hizo sin su consentimiento» (del ejecutante). Quedó entendido, sin embargo, que el inciso (i), apartado *c)* del párrafo 1 del artículo 7 no se aplicaría en el caso de una legislación nacional que, aprovechando el artículo 15, no exigiera el requisito del consentimiento para la fijación, y que en tal caso sería aplicable sólo al inciso (iii), apartado *c)*, del párrafo 1 del artículo 7.

El inciso (ii) del mismo apartado se conservó, esencialmente, igual que en el Proyecto de La Haya. Se dispone en él que los artistas intérpretes o ejecutantes deben tener la posibilidad de impedir la reproducción sin su consentimiento de una fijación cuando se trate de una reproducción para fines distintos de los que habían autorizado. Una propuesta del Reino Unido (doc. 20) tendía a limitar la aplicación de esta disposición a los casos en que la fijación original se hubiere hecho para fines distintos de la producción de fonogramas comerciales, pero esta propuesta no se aprobó. Se rechazó también una propuesta austríaca (doc. 63), así como una propuesta de Checoslovaquia (doc. 128) presentadas a la Conferencia en sesión plenaria. Con arreglo a la última propuesta hubiera sido necesario el consentimiento de los artistas intérpretes o ejecutantes únicamente «cuando la reproducción hecha para la radiodifusión se utilice para fines de difusión inalámbrica distintos de aquellos para los que dieron su consentimiento». Los que se opusieron a esta propuesta dijeron, entre otras cosas, que se excluiría así la posibilidad de impedir la reproducción en la pista sonora de una película de una fijación que hubiere sido autorizada para

la producción de discos comerciales. La posibilidad de impedir tal acto figura entre los casos que garantiza la Convención, tal como ha sido aprobada.

La Conferencia rechazó una propuesta de Austria (doc. 63) cuyo objeto era dar a los artistas intérpretes o ejecutantes un derecho de impedir que se pusieran en circulación sin su autorización las reproducciones, y una propuesta de Polonia (doc. 41) que hubiera permitido sustituir el requisito del consentimiento del ejecutante por licencias obligatorias.

El párrafo 2, apartados (1) y (2), dispone que un Estado contratante puede reglamentar, mediante su legislación nacional, ciertas cuestiones en favor de los organismos de radiodifusión cuando el intérprete o ejecutante haya autorizado la emisión o respecto a la utilización por los organismos radiodifusores de las fijaciones hechas para las emisiones radiodifundidas. La delegación de los Estados Unidos de América propuso (doc. 81) que se suprimiesen esas disposiciones que se hallaban incluidas igualmente en el Proyecto de La Haya. A su parecer, las cuestiones relativas a la retransmisión, las fijaciones para las emisiones radiodifundidas y la utilización de estas fijaciones deberían regularse mediante acuerdos contractuales libremente negociados entre los artistas intérpretes o ejecutantes y los organismos de radiodifusión. La propuesta de suprimir estas disposiciones no fue aceptada, pero en una nueva disposición que constituye actualmente el apartado (3) del párrafo 2 se reconoció el principio de la primacía de los acuerdos contractuales libremente negociados.

Este nuevo apartado basado en una propuesta del Reino Unido (doc. 77) dispone que la legislación nacional no podrá, en los casos a que se hace referencia en los apartados (1) y (2), privar a los artistas intérpretes o ejecutantes de la facultad de regular, mediante contrato, sus relaciones con los organismos de radiodifusión. En el debate se convino que en este contexto, «contrato» significaba también contratos colectivos así como las decisiones de un consejo arbitral si éste era el método que se aplicaba usualmente para resolver diferencias entre los artistas intérpretes o ejecutantes y los organismos de radiodifusión.

La delegación de Austria propuso (doc. 63) que se incluyese en este artículo una disposición relativa a los casos en que un artista intérprete o ejecutante hubiera transferido sus derechos a otra persona o a una asociación. De acuerdo con la propuesta el artista conservaría el derecho de ejercitar directamente esos derechos si era necesario para cumplir un compromiso de grabación o de radiodifusión que hubiere aceptado. Algunas delegaciones estimaron que esta propuesta era contraria al principio de la libertad contractual ya que significaba o que los artistas intérpretes o ejecutantes tenían el derecho de rescindir sus contratos o que su libertad de contratar estaba limitada desde el principio. La propuesta fue rechazada.

Ejecuciones colectivas

(Artículo 8)

El Proyecto de La Haya preveía que todo Estado contratante podría, mediante su legislación nacional, determinar las condiciones en las que ejercerían sus derechos los artistas intérpretes o ejecutantes cuando varios de ellos participaran

en una misma ejecución. Los debates pusieron de relieve la importancia de esta disposición, ya que en casi todas las ejecuciones o representaciones participan varios artistas.

Se presentaron varias propuestas encaminadas a que estos derechos se ejercitaran «conjuntamente» o «en común» y a que los Estados contratantes estuvieran obligados, más bien que autorizados, a legislar en esta materia (Bélgica, doc. 66; Mónaco, doc. 32, apoyados por Francia y Portugal). Sin embargo, después del debate esas propuestas fueron retiradas.

Los Estados Unidos de América propusieron primero que sólo se aplicara la legislación nacional cuando los miembros del grupo de artistas no se pusieran de acuerdo sobre el ejercicio en común de sus derechos (doc. 82). Varias delegaciones se opusieron a esta propuesta, basándose en que impediría a los Estados regular la cuestión con carácter general; dichas delegaciones preferían permitir la regulación nacional independientemente de si había o no acuerdo entre los miembros de una determinada orquesta o de otro conjunto. Puesta a votación, la propuesta fue rechazada.

Los Estados Unidos de América propusieron entonces (doc. 101) que se restringiera el ámbito de la legislación nacional en esta materia. De acuerdo con esta propuesta, la disposición precisaría que la legislación nacional no podría fijar condiciones para el ejercicio de estos derechos, sino limitarse a determinar la forma de *representación* del grupo de artistas para el ejercicio de sus derechos. En el debate, se llegó a la conclusión de que no era conveniente emplear la expresión «condiciones en las que los artistas intérpretes o ejecutantes ejercerían sus derechos», ya que esta expresión podría tener otro sentido, especialmente como es empleada en la Convención de Berna, en la que constituye un eufemismo para designar las licencias obligatorias.

El texto del Proyecto de La Haya, modificado por esta segunda propuesta, fue aprobado como artículo 8 de la Convención.

Artistas de variedades

(Artículo 9)

Como se indicó al tratar del artículo 3, se ha definido al «artista intérprete o ejecutante» como la persona que interprete o ejecute una obra literaria o artística. Esta definición dio lugar a debate, ya que algunos delegados consideraron que la Convención debía ser aplicable a todos los intérpretes o ejecutantes, es decir, incluso a las personas que no ejecutan «obras». Otras delegaciones estimaron — y la mayoría aceptó su criterio — que la Convención no debía otorgar protección cuando se tratase de «ejecuciones» que no fueran «ejecuciones de obras». Estimaron necesario indicarlo así para evitar dificultades de orden práctico, ya que el término «interpretación o ejecución» en el lenguaje cotidiano tiene muchas acepciones.

La Conferencia decidió que se indicara en el texto de la Convención, como se había hecho en términos algo distintos en el Proyecto de La Haya, que cualquier Estado contratante podrá, mediante su legislación nacional, extender la protección a «artistas» que no ejecuten obras literarias o artísticas. Algunas delegaciones declararon que la disposición era superflua, puesto que incluso sin ella, un Estado podría proteger a estos artistas en su territorio si deseaba hacerlo así. Otras

opinaron que la disposición tenía cierto valor, ya que serviría para recordar a los Estados que no estaban obligados a limitar la protección a los artistas que ejecutaran obras literarias o artísticas. Hubo acuerdo general en que los artistas de variedades que no ejecutan obras estaban comprendidos en este artículo 9.

Derecho de reproducción de los productores de fonogramas (Artículo 10)

El Proyecto de La Haya disponía que los productores de fonogramas gozarían del derecho de autorizar o prohibir la reproducción de sus fonogramas, tanto directamente como cuando éstos fueran difundidos por radio.

Como consecuencia de propuestas presentadas por Austria (doc. 76), Bélgica (doc. 70), Dinamarca (doc. 62) y Portugal (doc. 88), la Convención habla de reproducción «indirecta» de fonogramas en vez de reproducción de fonogramas difundidos por radio. Quedó entendido que la reproducción directa o indirecta incluía, entre otras formas, la reproducción, por los siguientes medios: *a)* procedimientos de moldeado y vaciado; *b)* grabación de los sonidos producidos al tocar un fonograma preexistente; *c)* grabación, tomándola de las ondas, de una emisión de los sonidos producidos en el estudio de radio mediante un disco o cinta.

Bélgica propuso que el derecho de reproducción comprendiera no sólo la reproducción completa del fonograma sino también la reproducción de una parte del mismo (doc. 70). Esta enmienda se consideró superflua, toda vez que al no calificarse el derecho de reproducción, tenía que interpretarse en el sentido de que incluye el derecho de impedir la reproducción parcial del fonograma. Se convino en que la misma interpretación debería aplicarse a la reproducción de otras fijaciones, y debería extenderse tanto a los artistas intérpretes o ejecutantes y a los organismos de radiodifusión como a los productores de fonogramas.

Austria propuso que la Convención concediese a los productores el derecho de prohibir que se pusieran en circulación ejemplares de sus fonogramas sin su consentimiento o más allá de los términos de ese consentimiento (doc. 76); Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia (doc. 24) y la India (docs. 50 y 104) propusieron que la Convención prohibiese la importación de ejemplares en un Estado contratante cuando, de haberse fabricado en ese Estado contratante, tales ejemplares hubieran sido ilegales. Se objetó a esas propuestas que ni siquiera en las convenciones sobre derecho de autor se reconocen tales derechos, por ejemplo, con respecto a los libros. Se estimó que este asunto debería dejarse a la discreción de cada Estado contratante, y las propuestas no fueron aceptadas.

Portugal propuso que la Convención no reconociera el derecho de reproducción cuando las reproducciones las hicieren «los organismos de radiodifusión por razones de orden técnico» (doc. 88). Se criticó esta propuesta por ser demasiado vaga y amplia, y se consideró innecesaria ya que la mayor parte de las situaciones a que pretendía referirse podían regularse mediante la legislación nacional; en virtud de otra disposición de la Convención (art. 15), los países son libres de permitir la reproducción, sin autorización, cuando se trate

de fijaciones efímeras realizadas por un organismo de radiodifusión por sus propios medios y para sus propias emisiones.

Formalidades (Artículo 11)

En lo fundamental, el Proyecto de La Haya disponía que, si la legislación interna de un Estado contratante exigía como condición para la protección de los fonogramas el cumplimiento de formalidades, se considerarían satisfechas éstas si todos los ejemplares distribuidos en el comercio del fonograma publicado llevaban una mención especial. Dicha mención estaría constituida por el símbolo © acompañado del nombre del país y del año de la primera publicación.

Austria (doc. 58) y los Estados Unidos de América (doc. 86) propusieron, entre otras cosas, que se pudiese poner la indicación en la envoltura de los ejemplares del fonograma en lugar de ponerse en los propios ejemplares. Se aceptó esta modificación. [Véase también una propuesta un tanto similar formulada por Checoslovaquia (doc. 31).]

Las propuestas de Austria y de los Estados Unidos de América sugerían también que no fuese necesario incluir la indicación del nombre del Estado contratante en el que se hizo la primera publicación. Esta propuesta fue asimismo aprobada.

Se aprobó, además, otra propuesta de los Estados Unidos de América encaminada a que sólo fuera necesario indicar los nombres de los titulares de los derechos del productor y de los derechos de los artistas intérpretes o ejecutantes en los casos en que en los ejemplares o en sus envolturas no se indicaran los nombres del productor y de los principales artistas. Como corrientemente los ejemplares y los envoltorios indican los nombres de unos y otros, la indicación consistirá, por lo general, en la práctica, únicamente en el símbolo © y en la mención del año.

Se enmendó la propuesta como consecuencia de una sugerencia de la República Federal de Alemania. A fin de dejar claramente sentado que, en los casos en que es necesario indicar los nombres de los titulares del derecho, la cuestión de quiénes sean esos titulares se decidirá sobre la base de la situación de hecho y legislativa existente en el país en donde se haya hecho la fijación del fonograma. La propuesta de los Estados Unidos de América, con esa enmienda, pasó a constituir el artículo 11 de la Convención.

Quedó entendido que en este artículo no se exige a los Estados contratantes que promulguen en sus legislaciones nacionales disposiciones que exijan el cumplimiento de formalidades para la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes o de los productores de fonogramas con respecto a tales fonogramas. Quedó también claramente entendido que, en los países en que no se exijan formalidades para la protección, deberá otorgarse la protección concedida por la Convención aunque el fonograma no lleve la indicación especificada en la Convención.

Utilizaciones secundarias de los fonogramas (Artículo 12)

El problema de la disposición que la Convención debería contener en relación con las utilizaciones llamadas secun-

darias fue sin duda el más difícil que hubo de resolver la Conferencia. «Utilizaciones secundarias» es una expresión generalizada que no figura en la Convención, pero que se emplea aquí para designar la utilización de los fonogramas en la radiodifusión o para la comunicación al público.

En esencia, el Proyecto de La Haya establecía que si se utilizaba directamente para la radiodifusión o para cualquier comunicación al público un fonograma publicado con fines comerciales, el utilizador debía pagar una remuneración única y equitativa a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas o a ambos. Al propio tiempo, el Proyecto de La Haya permitía a los Estados contratantes negarse a conceder este derecho a remuneración en su totalidad o en relación con algunas de las utilizaciones indicadas.

Por otra parte, un proyecto anterior, el redactado en Mónaco (1957), no imponía a los Estados contratantes la obligación de reconocer derechos sobre las utilizaciones secundarias.

Durante la Conferencia se explicó repetidas veces que el efecto de ambos proyectos es, en la práctica, exactamente el mismo, es decir, que los Estados contratantes no estarían obligados a reconocer los derechos sobre las utilizaciones secundarias. La diferencia entre los dos proyectos estribaba más bien en la forma de concebir el problema. En el Proyecto de La Haya la concesión de derechos sobre las utilizaciones secundarias constituía una regla que un Estado contratante sólo podía dejar de aplicar mediante una reserva expresa; mientras que con arreglo al Proyecto de Mónaco, no era necesario hacer ninguna reserva.

Los dos proyectos tenían también otro rasgo común. Los Estados contratantes cuya legislación concedía derechos sobre las utilizaciones secundarias en su legislación nacional, podían negar esta protección a los fonogramas producidos en los países que no reconocían recíprocamente estos derechos a dichos Estados contratantes.

Los debates desarrollados en la Conferencia versaron sobre si debía seguirse el sistema de La Haya o el de Mónaco, es decir, si la Convención debía establecer el principio de la obligación de un pago por las utilizaciones secundarias.

La delegación de los Países Bajos sugirió (doc. 38) que se adoptase el sistema del Proyecto de Mónaco. Explicó que, a su parecer, una obligación general de reconocer los derechos sobre las utilizaciones secundarias «no estaba suficientemente justificada ni desde el punto de vista de la equidad ni por consideraciones sociales y económicas». Las delegaciones de Francia (doc. 71) y de Portugal (doc. 73) presentaron propuestas en el mismo sentido. La delegación francesa, al explicar su propuesta, hizo hincapié sobre la diversidad de situaciones económicas y legislativas de los diferentes países. Al discutirse el problema en el Grupo de trabajo, estas propuestas fueron apoyadas por Japón, Mónaco, Túnez y Yugoslavia.

Por el contrario, la República Federal de Alemania, Austria, Checoslovaquia, India y el Reino Unido apoyaron la solución dada al problema en el Proyecto de La Haya.

Puesta a votación en el Grupo de trabajo, la solución contenida en el Proyecto de Mónaco quedó rechazada por 14 votos contra 12 y 10 abstenciones. Una solución según las

líneas del Proyecto de La Haya, quedó aprobada por 24 votos contra 8 y 3 abstenciones.

La cuestión volvió a plantearse en la Comisión principal pocos días después, sobre la base de una propuesta conjunta de Francia, Países Bajos y Portugal (doc. 108); la Comisión aprobó el sistema del Proyecto de La Haya por 21 votos contra 11 y 4 abstenciones.

Cuando se presentó el mismo problema en sesión plenaria, el Proyecto de La Haya quedó aprobado por 20 votos (República Federal de Alemania, Argentina, Australia, Austria, Brazil, Camboya, Congo [Lcopoldville], Cuba, Checoslovaquia, Chile, India, Irlanda, Islandia, Israel, Italia, Mauritania, México, Perú, Polonia y el Reino Unido), contra 8 (Francia, Japón, Luxemburgo, Mónaco, Países Bajos, República Sudafricana, Túnez y Yugoslavia) y 9 abstenciones (Bélgica, Dinamarca, España, Estados Unidos de América, Finlandia, Noruega, Portugal, Suecia y Suiza). Como se había reunido la mayoría de dos tercios necesaria para la aprobación de una disposición en sesión plenaria, el asunto quedó resuelto y no se puso a votación por lo tanto la propuesta conjunta de Francia, Países Bajos y Portugal (doc. 108).

En cuanto a los beneficiarios de los derechos de utilización secundaria, se propusieron varias enmiendas. Bélgica propuso (doc. 65) que el pago debería abonarse siempre al productor de fonograma, y éste debería compartir esta suma con los artistas intérpretes o ejecutantes. Esta propuesta fue rechazada.

Argentina propuso (doc. 85) que los derechos deberían concederse en cada Estado a los artistas intérpretes o ejecutantes o a éstos y a los productores de fonogramas. Checoslovaquia y México apoyaron esta propuesta. En el curso del debate varias delegaciones manifestaron que la propuesta le impediría a sus países aceptar la Convención por lo que la Argentina retiró su propuesta que Cuba hizo suya, pero que a su vez fue rechazada por la mayoría de los participantes. Se aprobó una propuesta del Reino Unido (doc. 20) consistente en añadir en el Proyecto de La Haya la conjunción «o» entre las palabras «ejecutantes» y «a los productores de fonogramas». Quedó así claro que un Estado contratante tiene la posibilidad de elegir cualquiera de las tres soluciones siguientes: a) reconocer el derecho a una remuneración equitativa únicamente a los artistas intérpretes o ejecutantes; b) únicamente a los productores de fonogramas; o bien c) concederlo a los artistas intérpretes o ejecutantes y a los productores de fonogramas.

El artículo 12 debe leerse conjuntamente con el artículo 16 que trata de las reservas a la Convención y que se examinará en el lugar correspondiente de este informe. En la Comisión principal las delegaciones de Italia y Polonia presentaron una moción de orden y pidieron que se votaran conjuntamente los artículos 12 y 16. Como esto no había sido posible, la delegación italiana anunció a la Comisión principal que no podría votar el artículo 12 sin ligarlo al 16.

En el curso de los debates, se subrayó repetidamente — y así resulta claramente del propio texto — que la disposición no se aplica a *cualquier* clase de fonogramas. El texto se aplica únicamente a los fonogramas publicados, y sólo en caso de que su publicación se haya hecho con fines comerciales. Se

subrayó también que la utilización de los fonogramas en la radiodifusión es una utilización directa que entra en lo previsto por la disposición. Así pues, la utilización en una retransmisión no sería una utilización directa. No obstante, el solo hecho de que un organismo de radiodifusión fije primero un disco comercial en una cinta y lo emita después a partir de esa cinta no se considerará como utilización indirecta.

Protección mínima de las emisiones (Artículo 13)

Como lo hacía el Proyecto de La Haya, la Convención establece que los organismos de radiodifusión gozarán del derecho de autorizar o prohibir la retransmisión de sus emisiones. La definición de retransmisión figura en el artículo 3.

En la Convención se establece también que los organismos de radiodifusión tendrán el derecho de autorizar la fijación de sus emisiones. A este respecto, Austria (doc. 89) y Suiza (doc. 92) propusieron que se estableciese en la Convención que la prohibición de la fijación de una emisión de televisión implicaba la prohibición de hacer fotografías fijas de la misma. La Conferencia convino en que la prohibición de fijar la emisión implicaba la prohibición de fijar una parte de la misma. Sin embargo, se negó a tomar una decisión sobre si una fotografía fija de una emisión de televisión constituía o no parte de la misma, y decidió dejar este problema a la discreción de la legislación nacional en cada uno de los Estados contratantes.

El Proyecto de La Haya prohibía la retransmisión de una fijación de una emisión si la fijación era «ilícita». A propuesta de Austria (doc. 89) y de acuerdo con el artículo 7, «ilícita» fue sustituido por «sin su consentimiento». Se convino asimismo que el artículo 13 c) (ii) mas bien que el artículo 13 c) (i) se aplicaba a aquellos casos en que, de acuerdo con el artículo 15, la fijación había sido hecha sin el consentimiento del organismo de radiodifusión.

La Convención, al igual que el Proyecto de La Haya, concede a los organismos de radiodifusión un derecho de exhibición de televisión, es decir, el derecho a prohibir la comunicación al público de las emisiones de televisión si la comunicación se efectúa en lugares accesibles al público y se exige el pago de un derecho de entrada. Se hicieron propuestas para suprimir este derecho mínimo pero la Conferencia no las aceptó. (Véase, sin embargo, el artículo 16 que permite formular reservas respecto a esta disposición.)

Suiza propuso (doc. 92) que se concediera este derecho siempre que la comunicación al público se efectuase «con propósito de lucro» con preferencia a cuando se exija un «pago por derecho de entrada». Austria propuso (doc. 89) que se aplicara el derecho aun cuando se cobrara o no un derecho de entrada, siempre y cuando que el lugar en que se realizó la comunicación al público fuera accesible al mismo. Estas propuestas fueron rechazadas después de debatirse.

Por último, Austria propuso que se concediera a los organismos de radiodifusión el derecho a autorizar la circulación de ejemplares de una fijación de sus emisiones. La Conferencia no aprobó esta propuesta por razones análogas a las expuestas en relación con el artículo 10.

Duración mínima de la protección (Artículo 14)

Aparte de establecer plazos mínimos de protección, el artículo sobre duración de la protección en el Proyecto de La Haya disponía igualmente que la duración estaría determinada por la ley del país en el que se pidiera la protección. El artículo contenía una disposición sobre «comparación de plazos» según la cual ningún país estaría obligado a conceder protección por un período mayor que el fijado por el país de origen.

La Conferencia decidió que estas disposiciones eran superfluas y las suprimió de la Convención.

No es necesario indicar que la duración está determinada por la ley del país en que se pide la protección por ir implícito en la disposición sobre el «mismo trato que a los nacionales».

En cuanto a la comparación de plazos, la Conferencia observó que sólo podía ser importante en el caso de los derechos de utilización secundaria. Notó sin embargo que este caso estaba adecuadamente previsto en el artículo 16, párrafo 1, apartado a), inciso (iv), en el que se permite expresamente la reciprocidad material con respecto a la duración. No se consideró que fuera esencial la comparación de plazos en cuanto al derecho de reproducción de las fijaciones, tanto más cuanto que, en la mayor parte de los países, la reproducción no autorizada es un acto de competencia desleal sin límites de tiempo bien definidos.

En lo que se refiere al plazo mínimo, tenían que decidirse dos cuestiones: a) su duración, y b) el momento en que debía comenzar.

En cuanto a la duración, el Proyecto de La Haya establecía 20 años. Polonia propuso 10 años (doc. 41), Austria 30 años (doc. 90), los Estados Unidos de América recomendó 25, con una posible prórroga de otros 25 (doc. 102); Checoslovaquia propuso 20 años para las ejecuciones y 10 para los fonogramas y las emisiones (doc. 107). No se aprobó ninguna de estas propuestas, y la Convención dispone, como en el Proyecto de La Haya, un plazo de 20 años.

En cuanto al momento desde el cual había que contar el plazo, Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia propusieron que, con respecto a los fonogramas, se computara el plazo desde el momento de la fijación, independientemente de que se hubiere publicado o no el fonograma (doc. 24). La propuesta se aceptó en una forma algo modificada y pasó a ser el apartado a) del artículo 14. Este cómputo se aplica a los fonogramas y a las ejecuciones incorporadas a ellos. En el caso de ejecuciones no incorporadas en fonogramas, el punto de partida del plazo es la fecha en que se realizó la ejecución (apartado b, art. 14); para las emisiones, el plazo corre desde la fecha en que se realizaron (apartado c, art. 14).

Checoslovaquia propuso (doc. 128) en sesión plenaria que se omitiera en la Convención un plazo mínimo: a) para las ejecuciones no incorporadas en fonogramas, y b) para las emisiones. Pero se rechazó esta propuesta después de que varias delegaciones expresaron la opinión de que dejaría sin plazo mínimo de protección las fijaciones visuales o audiovisuales de ejecuciones y las fijaciones de emisiones.

Excepciones posibles

(Artículo 15)

El párrafo 1 de este artículo, como el Proyecto de La Haya, le permite a cada uno de los Estados contratantes que establezca excepciones en su legislación nacional a la protección concedida por la Convención. Dichas excepciones se refieren: *a)* a las utilizaciones para uso privado; *b)* al uso de breves fragmentos con motivo de informaciones sobre sucesos de actualidad; *c)* a las fijaciones efímeras realizadas por un organismo de radiodifusión por sus propios medios y para sus propias emisiones; y *d)* a la utilización con fines exclusivamente docentes. A la última excepción la Conferencia añadió también, a propuesta de la India, el uso con fines exclusivamente de investigación científica.

En cuanto a las utilizaciones para uso privado, Suiza presentó una enmienda (doc. 75) que preveía *ex jure conventionis* — en lugar de dejar su reglamentación a la legislación nacional — que el uso de una ejecución, fonograma o emisión exclusivamente para los fines personales y privados de la persona que había reproducido el fonograma, fijado la emisión tomándola directamente de las ondas, etc. sería lícito si la reproducción del fonograma o la fijación no eran utilizadas por, o puestas a disposición de, una tercera persona con miras a una ganancia pecuniaria. Suiza sugirió igualmente que los Estados contratantes podrían impedir la aplicación de la disposición mediante una reserva formulada al adherirse a la Convención. Luego de debatirse la propuesta, Suiza la retiró ya que puede obtenerse el mismo resultado mediante el apartado *a)* del presente artículo tal como fue adoptado por la Conferencia.

Se sugirieron varias otras enmiendas (Austria, doc. 95; Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia, doc. 61; Polonia, doc. 41; India, doc. 115) pero no se sometieron a votación, probablemente porque muchos de los casos previstos en ellas se hallaban ya incluidos en la disposición general contenida en el párrafo 2.

Ese párrafo fue aprobado a base de la propuesta de la República Federal de Alemania (doc. 100). Establece que, sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 1, todo Estado contratante podría disponer las mismas limitaciones a la protección concedida a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas y a los organismos de radiodifusión, que las que haya previsto respecto a la protección del derecho de autor sobre las obras literarias o artísticas. Así, por ejemplo, si la legislación sobre derecho de autor de un Estado contratante permite la libre cita para fines de crítica, o la utilización gratuita para fines benéficos, el Estado podrá establecer las mismas excepciones en cuanto a la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas o los organismos de radiodifusión. Sin embargo, como se declara en la última frase del párrafo «no podrán establecerse licencias o autorizaciones obligatorias sino en la medida en que sean compatibles con las disposiciones de la presente Convención».

Reservas

(Artículo 16)

La Convención permite, como lo hacía el Proyecto de La Haya, que los Estados formulen reservas con respecto a

determinadas disposiciones. Polonia propuso (doc. 41) que la Convención permitiera a un Estado contratante hacer reservas sobre cualquier disposición de la Convención; pero la propuesta no fue aceptada.

Una de las reservas autorizadas se refiere a las disposiciones sobre los derechos de utilización secundaria de los fonogramas, previstos en el artículo 12. Con respecto a este artículo los Estados contratantes podrán formular las siguientes reservas:

- (i) Que no aplicarán ninguna de las disposiciones del artículo 12. Esto sería una reserva total.
- (ii) Que no aplicarán las disposiciones del artículo 12 con respecto a determinadas utilizaciones. La Conferencia convino en que, en virtud de esta disposición, un país podrá decidir que no hará ningún pago cuando se trate de utilizaciones en la radiodifusión, o en caso de comunicación al público, o en ciertos tipos de emisión radiofónica o de comunicación al público.
- (iii) Que no aplicará las disposiciones del artículo 12 cuando el productor de los mismos no sea nacional de otro Estado contratante. Esta disposición se basa en una propuesta de Irlanda (doc. 99). Ella significa que puede negarse la aplicación del artículo 12 incluso si el fonograma fue fijado o publicado por primera vez en un Estado contratante, siempre que no haya sido fijado por primera vez por un productor que sea nacional de un Estado contratante.

Además, un Estado contratante podrá limitar la protección a los derechos de utilización secundaria concedida de acuerdo con su legislación nacional, aunque el fonograma haya sido fijado por un productor que sea nacional de otro Estado contratante, en la medida en que este último Estado otorgue una protección análoga. Esta cláusula, llamada generalmente cláusula de reciprocidad material, fue aprobada a propuesta de Dinamarca, Finlandia y Suecia (doc. 106). La disposición permite al Estado que formule esa reserva, reducir la protección que otorgue al mismo grado de protección que reciba. La posibilidad de comparación y reducción se aplica también a la duración de la protección y así se hace constar expresamente en la Convención. No obstante, no se podrá aplicar la comparación con respecto a los beneficiarios: un Estado que conceda protección a los artistas intérpretes o ejecutantes y a los productores no podrá reducir la protección con respecto a un Estado que la otorgue únicamente a los artistas intérpretes o ejecutantes o sólo a los productores. Igualmente, un Estado que sólo conceda protección al productor no podrá negarla a otro que sólo la otorgue a los artistas intérpretes o ejecutantes y viceversa. La Conferencia tomó esta decisión después de un largo debate basado en un documento preparado por un Grupo de trabajo encargado especialmente de esta cuestión (doc. 119). Dicho documento planteaba claramente a la Conferencia la necesidad de decidir si se extendía la norma de reciprocidad material a los beneficiarios.

La otra reserva permitida en el artículo 16 se refiere al derecho de los organismos de radiodifusión de comunicar al público sus emisiones de televisión, derecho previsto en el apartado *d)* del artículo 13 de la Convención. En el Proyecto de La Haya se preveía la posibilidad de formular una reserva

sobre cualquiera de los derechos mínimos concedidos a los organismos de radiodifusión. En la Convención, en cambio, se ha dispuesto, siguiendo una propuesta de Francia (doc. 97), que sólo se podrán formular reservas respecto del derecho antes indicado.

Se hace constar en la Convención que las reservas sobre el artículo 12 y el apartado *d*) del artículo 13 podrán formularse en cualquier momento y no sólo al depositar los instrumentos de ratificación, aceptación o adhesión. Esto tiene por objeto permitir que los países hagan reservas, después de la fecha de su adhesión a la Convención, si cualquier cambio en su legislación nacional lo justificara.

Países que aplicarán únicamente el criterio de la fijación (Artículo 17)

El artículo 17 permite a ciertos países aplicar únicamente el criterio de la fijación con respecto al artículo 5. Se estudió esta cuestión en el presente informe al tratar de dicho artículo.

El artículo 17 permite también a los mismos países aplicar, con respecto al párrafo 1, apartado *a*), incisos (iii) y (iv), del artículo 16, el criterio de la fijación en lugar del criterio de la nacionalidad.

Ambas prerrogativas concedidas en el artículo 17 podrán ejercerse depositando una declaración al respecto con el Secretario General de las Naciones Unidas. La declaración debe depositarse al mismo tiempo que el instrumento de ratificación, aceptación o adhesión y no posteriormente.

Cambios en las reservas (Artículo 18)

Basado en una propuesta de los Países Bajos (doc. 54), este artículo permite a todo Estado que haya formulado reservas en virtud de otras disposiciones de la Convención limitar su alcance o retirar la declaración correspondiente. Los cambios podrán efectuarse, en cualquier momento, mediante la entrega al Secretario General de las Naciones Unidas para su depósito, de una notificación al efecto.

Protección de los ejecutantes y de los organismos de radiodifusión en relación con las fijaciones visuales

(Artículo 19)

En el Proyecto de La Haya, se concedía protección convencional a los artistas intérpretes o ejecutantes con respecto a la reproducción sin su consentimiento de fijaciones que contuvieran sus ejecuciones, cuando tal reproducción se hubiere hecho con fines distintos de aquellos para los que los ejecutantes habían dado su consentimiento. Sin embargo, esta protección mínima no se extendía a las fijaciones visuales y audiovisuales, como por ejemplo, las películas cinematográficas. Además, el Proyecto de La Haya no parecía conceder el mismo trato que a los nacionales, a los ejecutantes ni a los organismos de radiodifusión en cuanto a la reproducción o a otras utilidades de las fijaciones visuales o audiovisuales.

Austria (doc. 103) y Checoslovaquia (doc. 128) presentaron propuestas que hubieran dado soluciones distintas para el caso de las obras cinematográficas por una parte y para el caso de las fijaciones visuales o audiovisuales realizadas para

la televisión por otra. Sin embargo, la mayoría de las delegaciones estimaron que tal distinción no era práctica. La enmienda de Checoslovaquia se presentó en la última sesión plenaria de la Conferencia y fue rechazada por 22 votos contra 7 y 8 abstenciones.

El artículo 19 fue aprobado tomando como base una propuesta de los Estados Unidos de América (doc. 105). Dicho artículo dispone que, no obstante cualesquiera otras disposiciones de la Convención, una vez que un artista intérprete o ejecutante haya consentido en que se incorpore su actuación en una fijación visual o audiovisual, dejará de ser aplicable el artículo 7. Quedó entendido claramente durante el debate que la exclusión de las garantías mínimas previstas en el artículo 7 para los artistas intérpretes o ejecutantes, en el caso de fijaciones visuales o audiovisuales, era más extensa que en el Proyecto de La Haya. Por otra parte, el artículo 19 no afecta a la libertad de contratación de los artistas en relación con la producción de fijaciones visuales o audiovisuales, y no afecta tampoco a su derecho de gozar del mismo trato que los nacionales incluso en relación con tales fijaciones. El artículo es similar al Proyecto de La Haya en cuanto no limita los derechos de los organismos de radiodifusión respecto a las emisiones en que se utilicen fijaciones visuales o audiovisuales.

No retroactividad de la Convención (Artículo 20)

El párrafo 1 de este artículo es análogo a una disposición del Proyecto de La Haya. Dispone que la Convención no entrañará menoscabo de los derechos adquiridos en cualquier Estado contratante con anterioridad a la fecha de entrada en vigor de la Convención en ese Estado.

El párrafo 2 de este artículo se basa en una propuesta de los Estados Unidos de América (doc. 117). Dispone que los Estados contratantes no estarán obligados a aplicar las disposiciones de la Convención a interpretaciones, ejecuciones o emisiones de radiodifusión realizadas, ni a fonogramas grabados, con anterioridad a la entrada en vigor de la Convención en ese Estado.

Otras fuentes de protección (Artículo 21)

En este artículo se dispone que la protección otorgada por la Convención no podrá entrañar menoscabo de cualquier otra fuente de protección de que disfruten los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión. Se basa en una propuesta conjunta de Dinamarca, Finlandia, Islandia, Noruega y Suecia (doc. 24).

Acuerdos especiales (Artículo 22)

En virtud de este artículo, basado en una propuesta de Bélgica (doc. 96), los Estados contratantes se reservan el derecho de concertar entre sí acuerdos especiales siempre que tales acuerdos confieran derechos más amplios que los reconocidos por la Convención o comprendan estipulaciones que no sean contrarias a la misma.

Firma y depósito de la Convención
(Artículo 23)

El Proyecto de La Haya establecía que la Convención sólo «surtiría efecto» con respecto a aquellos Estados que fueran partes en la Convención Universal sobre derecho de autor o miembros de la Unión Internacional para la protección de las obras literarias y artísticas (Unión de Berna). Esta disposición implicaba que era posible firmar, ratificar, aceptar o adherir a la Convención sin pertenecer a una de dichas Convenciones sobre derecho de autor. El Proyecto de la Secretaría disponía que cualquier Estado invitado a la Conferencia diplomática podría firmar la Convención y que todo país que hubiere sido invitado o que perteneciera a las Naciones Unidas podría adherir a ella (con el fin de simplificar el presente texto se utilizará la expresión «adhesión» para significar ratificación, aceptación y adhesión). Se enviaron invitaciones a la Conferencia diplomática a los Estados miembros de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (Unesco), de la Organización internacional del Trabajo (OIT) y de la Unión internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas (Unión de Berna), así como a los Estados partes en la Convención Universal sobre derecho de autor.

En la Conferencia existían dos tendencias opuestas en relación con el punto que se acaba de mencionar. Algunas delegaciones estimaron inútil que se les permitiera a países que no pertenecían a una o a ambas de las Convenciones sobre derecho de autor que firmaran y adhirieran a la Convención, ya que dicha acción no surtiría efecto alguno. Propusieron por lo tanto que exigiera que un país debería pertenecer por lo menos a una de las dos Convenciones sobre derecho de autor antes de poder firmar o adherir a la Convención. Las enmiendas sometidas por Austria (doc. 14), Estados Unidos de América (doc. 12), India (doc. 25 modificado oralmente) y Reino Unido (doc. 20) contenían propuestas al respecto. Igualmente la enmienda del Japón (doc. 37) hacía implícitamente una propuesta similar. La posición contraria la tomaron Checoslovaquia (docs. 31, 36 y 42) y Polonia (doc. 41) que deseaban además abrir la Convención a Estados que no fueran partes en una u otra de las Convenciones sobre derecho de autor. Checoslovaquia sugirió además que la Convención debería estar abierta a todos los países ya invitados o no a la Conferencia o que fueran miembros o no de las Naciones Unidas. Cuando la Conferencia rechazó las propuestas de Checoslovaquia y Polonia, el primero de estos países propuso (doc. 42) que la Convención debería estar abierta a cualquier país, pero los Estados contratantes podrían declarar mediante reserva que sólo estarían ligados a aquellos países que fueran partes en una de las Convenciones sobre derecho de autor. Esta propuesta fué igualmente derrotada.

Los proponentes del punto de vista opuesto, especialmente Francia e Italia, argüían que estaba habitualmente implícito en el trabajo de los ejecutantes, de los productores de fonogramas y de los organismos de radiodifusión el uso de obras literarias y artísticas. Era por lo tanto lógico establecer una relación entre las Convenciones sobre derecho de autor y la presente Convención, que era conocida popularmente con el

nombre de «Convención sobre derechos conexos», es decir, derechos conexos al derecho de autor. Estimaron que no sería equitativo que los ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión de un país disfrutaran de protección internacional si las obras literarias y artísticas que utilizaban no tenían protección en dicho país por no ser éste miembro de por lo menos una de las Convenciones sobre derecho de autor. Checoslovaquia y otros países opinaron a su vez que no existía razón lógica o equitativa para establecer dicha relación especialmente en vista de que la Convención protegería igualmente las ejecuciones o interpretaciones de obras literarias o artísticas pasadas ya al dominio público, así como fonogramas o emisiones que no utilizaban obras literarias o artísticas.

La mayoría de la Conferencia votó en favor del establecimiento de una relación con el derecho de autor. Por lo tanto, la Convención dispone que para poder firmar la Convención un Estado debe haber cumplido las dos condiciones siguientes:

- i) haber sido invitado a asistir a la Conferencia aunque sin necesidad de haber asistido; y
- ii) ser parte en la Convención Universal sobre derecho de autor o miembro de la Unión de Berna.

Evidentemente cumplen con dichas condiciones los países miembros de la Convención de Berna y partes en la Convención Universal.

De acuerdo con el artículo 24 (2), podría adherir a la Convención un Estado no signatario que hubiera sido o no invitado a la Conferencia si dicho Estado es miembro de las Naciones Unidas y pertenece a una de las Convenciones sobre derecho de autor. Congo (Leopoldville), Cuba, Checoslovaquia y Polonia protestaron ante esta decisión de la Conferencia, ya que estimaban que tendería a excluir ciertos países que en su opinión deberían ser admitidos a la adhesión.

Tal como lo proponía el Proyecto de la Secretaría, el ejemplar original firmado de la Convención se halla depositado con el Secretario General de las Naciones Unidas.

Adhesión
(Artículo 24)

Los Estados que hayan firmado la Convención podrán ratificarla o aceptarla. Que un Estado signatario denomine su adhesión «ratificación» o «aceptación» es materia que incumbe al derecho interno de dicho Estado. Para aquellos Estados que no hubieren firmado, la Convención está abierta a su «adhesión». Las condiciones necesarias para la adhesión establecida en el artículo 23 se mencionaran anteriormente en relación con dicho artículo. Las delegaciones que protestaron con respecto a este problema repitieron sus protestas durante la discusión sobre el artículo 24. El instrumento de ratificación, aceptación o adhesión deberá entregarse, para su depósito, al Secretario General de las Naciones Unidas.

Entrada en vigor
(Artículo 25)

El Proyecto de la Secretaría proponía que la Convención entraría en vigor al recibirse la adhesión de tres Estados. El Reino Unido (doc. 20) opinó que este número era demasiado

bajo; Francia, Italia y los Estados Unidos de América propusieron que se aumentara el número a doce. Con el fin de encontrar una transacción, Italia sugirió que se exigieran 9 adherentes, aunque la República Federal de Alemania y otras delegaciones favorecían el número de seis. La Conferencia adoptó esta última propuesta. La Convención entrará en vigor con respecto a los primeros seis Estados que se le adhieran tres meses después del depósito del sexto instrumento de adhesión. En lo que a otros Estados se refiere, la Convención entrará en vigor tres meses después del depósito por el Estado en cuestión de su instrumento de adhesión.

Aplicación de la Convención

(Artículo 26)

El Proyecto de la Secretaría contenía una disposición según la cual todo Estado contratante se comprometía a adoptar, de conformidad con las disposiciones de su Constitución, las medidas necesarias para garantizar la aplicación de la presente Convención. India propuso que se reemplazara «medidas necesarias» por «legislación necesaria» (doc. 116). Sin embargo, la Conferencia adoptó el texto propuesto en el Proyecto de la Secretaría, que constituye el párrafo 1 del artículo 26.

El párrafo 2 del artículo adopta igualmente la redacción del Proyecto de la Secretaría y establece que en el momento de su adhesión todo Estado debe hallarse en condiciones de aplicar, de conformidad con su legislación nacional, las disposiciones de la Convención.

Algunas delegaciones estimaron que este artículo era innecesario ya que todo Estado contratante debería aplicar la Convención y, si fuera necesario, adoptar medidas que se conformaran con las disposiciones de ésta. Algunas delegaciones formularon objeciones a la referencia a la Constitución de un Estado, ya que era poco probable que éste adoptara medidas inconstitucionales; además, opinaron que el párrafo 2 era inútil, ya que si se necesitaban medidas de aplicación éstas deberían preceder la adhesión. Sin embargo, la mayoría de la Conferencia no estaba de acuerdo con esta tesis y estimó más prudente formular estos puntos explícitamente y destacar la obligación de los Estados de garantizar la aplicación de la Convención en sus propios territorios. Se indicó igualmente que de acuerdo con el párrafo 2 las medidas de legislación nacional deberían formularse con anterioridad al depósito y no podrían dejarse para el período que transcurriría entre el depósito y la entrada en vigor.

Durante la discusión, se dió por entendido que la legislación de aplicación relativa a puntos regulados por las disposiciones de la Convención misma no sería necesaria en aquellos países en que los tratados internacionales se aplican directamente y tienen precedencia sobre la legislación nacional aun cuando ésta fuere contraria a dichos tratados.

Territorios

(Artículo 27)

Este artículo se refiere al método que ha de emplearse para extender la aplicación de la Convención a territorios que

no sean responsables de sus propias relaciones internacionales. Se estableció que la extensión podría realizarse mediante notificación dirigida al efecto al Secretario General de las Naciones Unidas. La notificación debe presentarla el Estado contratante responsable de las relaciones internacionales de un territorio determinado y sólo podrá presentarse si una por lo menos de las Convenciones sobre derecho de autor se aplica a dicho territorio.

Checoslovaquia (doc. 33) y Polonia (doc. 41) propusieron que no se incluyera ninguna disposición en la Convención en relación con los territorios, y el Congo (Leopoldville), Cuba, Checoslovaquia y Polonia protestaron cuando la Conferencia adoptó el artículo 27 y otras disposiciones relativas a los territorios. Checoslovaquia opinó que toda disposición sobre territorios sería anacrónica y contraria a la «Declaración sobre la Concesión de la Independencia a los Países y Pueblos Coloniales» adoptada por la Asamblea General de las Naciones Unidas en 1960 [Resolución 1514 (XV)] que destaca «la necesidad de poner fin rápida e incondicionalmente al colonialismo en todas sus formas y manifestaciones».

Otras delegaciones consideraron que la Declaración no abolía el status de los territorios, que la existencia de dichos territorios — alguno de los cuales se hallaban bajo tutela de las Naciones Unidas — era un hecho y que las disposiciones de que se trata eran necesarias ya que aumentaban el alcance territorial posible de la Convención.

Suspensión de los efectos de la Convención

(Artículo 28)

De acuerdo con el artículo 28, la Convención dejará de tener efecto en un Estado determinado o en un territorio: i) cuando el Estado contratante la denuncia; o ii) cuando el Estado contratante o el territorio deje de pertenecer a una por lo menos de las dos Convenciones sobre derecho de autor. Esta última disposición — que cancela automáticamente los efectos de la Convención en Estados que dejen de pertenecer a una por lo menos de las Convenciones sobre derecho de autor — la adoptó la Conferencia de acuerdo con las propuestas formuladas por Austria (doc. 14) y Japón (doc. 37).

La denuncia se efectuará mediante notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas y surtirá efecto doce meses después de la fecha de recibo por el Secretario General. El derecho de denuncia sólo podrá ejercerlo un Estado después de que hubieran transcurrido cinco años de pertenecer a la Convención. El Japón (doc. 37) y los Estados Unidos de América (véase doc. 60 rev.) propusieron que no se exigiera un período de espera para las denuncias, y los Países Bajos propusieron que dicho período solamente durara tres años en vez de cinco (véase el doc. 60 rev.). Sin embargo, ninguna de las dos propuestas fué aprobada.

Una vez haya transcurrido el período de cinco años podrá denunciarse la Convención en todo momento. El Proyecto de la Secretaría hubiera permitido la denuncia de la Convención únicamente durante el sexto, undécimo, décimosexto, vigésimo primero, etc. años, posteriores a la adhesión, pero esta propuesta no fué adoptada.

Revisión (Artículo 29)

El párrafo 1 del presente artículo establece el procedimiento que ha de emplearse para convocar conferencias de revisión.

El Proyecto de la Secretaría establecía que no podrían convocarse conferencias de revisión antes de la expiración de por lo menos cinco años contados a partir de la fecha en que la Convención entró en vigor. El Japón formuló objeciones al límite indicado (doc. 37), pero la Conferencia lo aprobó.

Aunque cualquier Estado contratante podrá pedir la convocación de una conferencia de revisión, por lo menos la mitad de los Estados contratantes deberán asentir a dicha petición. La propuesta japonesa (doc. 37) de que se les diera autoridad a las tres Secretarías internacionales para decidir la convocación de conferencias de revisión cuando lo estimaran necesario no fué adoptada.

Las tres Secretarías convocarán la conferencia de revisión en colaboración con el Comité intergubernamental establecido por el artículo 32. Esta disposición constituye una transacción entre el Proyecto de la Secretaría que confiaba la convocación a las tres Secretarías y la propuesta de los Estados Unidos de América (doc. 45) que encargaba el Comité intergubernamental de dicha tarea.

El párrafo 2 trata de la manera cómo han de adoptarse las revisiones. La adopción de cualquier revisión exigirá el voto de por lo menos las dos terceras partes de los Estados que asistan a la conferencia de revisión, siempre y cuando que dicha mayoría incluya por lo menos las dos terceras partes de los Estados que fueran entonces miembros de la Convención, aunque estuvieran o no presentes en la conferencia. Esta disposición está basada en una propuesta de Suiza (doc. 72). Uno de los fines de la disposición era el de evitar la llamada «regla de unanimidad» que le permitiría a cualquier Estado contratante derrotar una propuesta de revisión. Se entendió que las decisiones tomadas en una conferencia de revisión únicamente obligarían a aquellos Estados que hubieran ratificado la Convención revisada.

En efecto, el párrafo 3 establece que a menos que la Convención adoptada por la conferencia de revisión disponga lo contrario, la Convención dejará de estar abierta a nuevas adhesiones tan pronto como entre en vigor la nueva Convención revisada. Sin embargo, la presente Convención quedaría en vigor entre Estados contratantes en casos en que ninguno de ellos fuera parte en la nueva Convención o cuando uno lo fuera y el otro no.

Controversias (Artículo 30)

De acuerdo con el Proyecto de la Secretaría, la Corte Internacional de Justicia tendría competencia para resolver toda controversia entre dos o más Estados contratantes sobre la interpretación o aplicación de la Convención que no hubiera sido resuelta por vía de negociación.

Las propuestas de Checoslovaquia (doc. 34) y Polonia (doc. 41) le hubieran dado competencia a la Corte únicamente si todas las partes en una controversia dada estaban de

acuerdo en someterle el asunto. Los Estados Unidos de América propusieron que la Convención debería, en términos inequívocos, hacer obligatoria la competencia de la Corte disponiendo que sólo sería necesario que una de las partes solicitara una decisión de la Corte (doc. 46).

La Conferencia adoptó esta última propuesta y denegó la propuesta tendiente a hacer opcional la competencia de la Corte. La Argentina, Congo (Leopoldville) y la India explicaron que habían votado contra el artículo 30 en razón de este último hecho.

Reservas (Artículo 31)

Este artículo establece con claridad que únicamente podrán formularse reservas a la Convención con respecto a aquellas disposiciones en que la Convención específicamente establece la posibilidad de formularlas. Sólo los artículos 5 (3), 6 (2), 16 (1) y 17 permiten tales reservas.

Checoslovaquia propuso se omitiera el artículo (doc. 35) y Polonia sugirió que debería permitirse reservas a cualquier disposición de la Convención (doc. 41). La Conferencia negó ambas propuestas.

Comité intergubernamental (Artículo 32)

El Proyecto de la Secretaría proponía la adopción de un artículo relativo al «control de la aplicación de la Convención». De acuerdo con sus disposiciones, todo Estado contratante presentaría a las tres Secretarías informes periódicos «sobre las medidas adoptadas, preparadas o proyectadas por las administraciones respectivas en aplicación de la presente Convención». Los informes serían examinados por doce expertos y cada una de las tres Secretarías designaría cuatro de dichos expertos. Los informes de los expertos serían a la vez sometidos a los órganos competentes de la Unesco, la OIT y la Unión de Berna.

Se formularon varias objeciones a este respecto. Se expresó que las medidas tomadas para la aplicación de la Convención eran de naturaleza pública y no era necesario informar al efecto, y que si lo que se deseaba era saber si un Estado había cumplido con sus obligaciones de acuerdo con la Convención, los expertos nombrados por las Secretarías no podrían ejercer ningún control al respecto.

La Conferencia rechazó la propuesta de las Secretarías y en cambio creó un Comité intergubernamental cuyos miembros serían nombrados por los Gobiernos y no por las Secretarías. El Comité estaría encargado no del control de aplicación de la Convención, sino de estudiar las cuestiones relativas a su aplicación y funcionamiento. Además, se confió al Comité intergubernamental la tarea de reunir propuestas y preparar la documentación para las conferencias de revisión.

Tal como lo propuso el Japón (doc. 47), los miembros del Comité serían elegidos teniendo en cuenta una distribución geográfica equitativa. La Secretaría del Comité la constituirían funcionarios de las tres Secretarías. El Comité tendría de seis a doce miembros de acuerdo con el número de Estados contratantes y se reuniría siempre que lo juzgara necesario la mayoría de sus miembros. Gran parte de las disposiciones del

artículo 32 está basada en una propuesta de los Estados Unidos de América (doc. 44 rev.).

Lenguas de la Convención

(Artículo 33)

Tal como lo propuso el Proyecto de la Secretaría, la Convención se halla redactada en inglés, francés y español, y las tres versiones son igualmente auténticas. La Convención fué firmada en las tres lenguas. Se dispuso igualmente, a propuesta de República Federal de Alemania, Austria, Brasil, Italia y Suiza (doc. 39) que se establecieran textos oficiales en alemán, italiano y portugués. Quedó entendido que dichos textos oficiales, que no serían auténticos, los establecerían los Gobiernos interesados y que serían publicados por las Secretarías de la Unesco, de la OIT y de la Unión de Berna.

Notificaciones

(Artículo 34)

Este artículo establece que el Secretario General de las Naciones Unidas pondrá en conocimiento de todos los Estados interesados toda información que los Gobiernos o las Secretarías necesiten tener en relación de la Convención. Esta disposición es una adaptación del Proyecto de la Secretaría.

Conclusión

Al someterse a votación el texto completo de la Convención, fué adoptado por 33 votos en favor, ninguno en contra y 3 abstenciones. Dieciocho países — República Federal de Alemania, Argentina, Austria, Bélgica, Brasil, Camboya, Chile, Dinamarca, España, Francia, India, Islandia, Italia, México,

Reino Unido, Santa Sede, Suecia y Yugoslavia — firmaron la Convención al concluirse la Conferencia el 26 de octubre de 1961. Un Acta Final, que constituye un documento que declara que se celebró una Conferencia diplomática que redactó la Convención, fué firmada por la mayoría de los países presentes en la Conferencia.

*

El informe tal como fué presentado a la Conferencia únicamente se refería a las llamadas cláusulas de fondo, es decir, los primeros veintidós artículos de la Convención. La Conferencia lo adoptó unánimemente en esa forma. La parte del presente informe que trata de las llamadas cláusulas finales, es decir, los últimos doce artículos de la Convención, fué sometida para comentarios a todas las delegaciones con posterioridad a la Conferencia.

El Relator General desea aprovechar esta oportunidad para expresarle al Dr. Arpad Bogsch, uno de los delegados de los Estados Unidos de América, sentidas gracias por su incansable asistencia y cooperación a la redacción del presente informe.

El Sr. Henry Puget, Consejero de Estado y Jefe de la delegación de Francia, expresó en su propio nombre y en el de todas las delegaciones la sincera apreciación y admiración de toda la Conferencia por la actuación de su Presidente, el Embajador Giuseppe Talamo Atenolfi Brancaccio di Castelnuovo. Su sabiduría, energía y tacto contribuyeron grandemente al exitoso resultado de la Conferencia diplomática que se espera beneficiará en el futuro al público, así como a los intereses protegidos.

(Firmado) Abraham L. KAMINSTEIN

